

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°476

NOVEMBRE 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : DESTITUTION DE MAIRES KURDES ELUS**
- **SYRIE : VASTE OFFENSIVE DES ISLAMISTES DE HTC ET DE LEURS ALLIÉS**
- **IRAK : LA REGION DU KURDISTAN COMPTE 6,3 MILLIONS D'HABITANTS**
- **IRAN : LA TENTATION DE LA BOMBE**

TURQUIE : DESTITUTION DE MAIRES KURDES ELUS

Le président turc Erdogan a du mal à digérer la lourde défaite des candidats de son parti aux élections municipales du 31 mars dernier. Il s'emploie, par touches successives, à s'affranchir du verdict des urnes en nommant des fonctionnaires à ses ordres, des **kayyum**, à la place des maires kurdes élus au suffrage universel par des majorités robustes.

Ainsi, cinq jours après la destitution, le 30 octobre, et l'incarcération du maire d'Esenyurt, le plus grand arrondissement d'Istanbul, 1.500.000 h, à majorité kurde, Ahmet Ozer, universitaire kurde respecté proche d'Imamoglu, le 4 novembre au

petit matin, sur ordre du ministre de l'Intérieur 3 autres maires kurdes ont été destitués et remplacés illico par des administrateurs nommés par Ankara.

Parmi eux, Ahmet Turk, 82 ans, maire de la grande ville kurde de Mardin où il avait été élu avec une majorité de 57,4% des voix. C'est la troisième fois que ce vétéran de la vie politique kurde, ancien député, est destitué après avoir été élu par la population en 2015, 2019, 2024. Dans une interview accordée à la chaîne Sözcü TV par téléphone, rapportée par le Monde du 4 novembre, il raconte comment des agents de police sont venus chez lui à 6h du matin pour lui signifier sa destitution. Un maire élu, traité

comme un dangereux criminel au petit matin, sans aucune forme de procès ni condamnation. Dans sa première déclaration sur les réseaux sociaux le maire de Mardin a déclaré : « Nous ne reculerons pas dans la lutte pour la démocratie, la paix et la liberté. Nous ne permettrons pas que la volonté du peuple soit confisquée. »

Le parcours d'Ahmet Turk illustre l'extrême difficulté de mener un combat politique pacifique pour la reconnaissance des droits du peuple kurde en Turquie. Élu député à plusieurs reprises, il a été emprisonné pendant 4 ans après le coup d'État militaire de mars 1970, puis, après le coup d'État militaire de 1980, à nou-

veau embastillé et torturé pendant 5 ans, puis arrêté en mars 1994 avec une dizaine de ses collègues députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), dont Leyla Zana, où il a dû passer plus de 8 ans derrière les barreaux. Avec toujours la sempiternelle accusation de « séparatisme » et de « liens avec une organisation terroriste » !

Sa jeune collègue Gülistan Sünük, 31 ans, la première femme élue, avec 64,5 des suffrages, maire de la ville de Batman, 650.000h a, elle aussi, été destituée sans procès ni condamnation, par une sorte de firman impérial du sultan turc. Elle est la maire la mieux élue des 81 capitales de province que compte la Turquie. Sur son compte X, elle écrit : « Notre municipalité, que nous avons remportée avec le plus grand pourcentage des voix en Turquie grâce aux efforts des femmes, des jeunes et de notre peuple, a été saisie sans aucune notification ce matin. Nous n'accepterons pas ce régime de pillage et de saisie ». Elle avait, dans un entretien accordé au journal le Monde, en juin dernier, rappelé que, dans cette ville de Batman, « sur les dix dernières années, les huit qui ont été gérées par des kayyum se sont traduites par un pillage quasi systématique des ressources municipales ».

Le maire de la ville de Halfeti, dans la province d'Urfa, Mehmet Karayilan, fait également partie de cette fournée de destitution de maires kurdes élus.

Le jour même de ces destitutions, le ministre de l'Intérieur a nommé des kayyum, des administrateurs, qui ont immédiatement annoncé une interdiction de réunion, de manifestation et de déclaration à la presse pendant dix jours. La police a encerclé les bâtiments des mairies et interdit leur accès aux maires légitimes et à leurs équipes.

Le pouvoir turc, assuré d'impunité et ne s'embarrassant guère de considérations de légitimité de ses actions, ne se contente plus de persécuter les élus kurdes, il s'en prend désormais aux maires du Parti républicain du peuple, (CHP), principale formation de l'opposition au parlement turc. En arrêtant l'universitaire Ahmet Ozer, populaire maire CHP d'Esenyurt, proche conseiller du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, il vise à discréditer et à affaiblir ce dernier, un potentiel candidat à la prochaine élection présidentielle. Celui-ci fait d'ailleurs déjà l'objet de plusieurs procédures judiciaires dont la dernière pour « insultes contre le Président Erdogan ». Réagissant à l'arrestation de son collègue d'Esenyurt, il avait déclaré que les dirigeants au pouvoir « par le biais de tribunaux motivés politiquement tentent de s'emparer de l'autorité que le peuple ne leur a pas confiée (...) ils se nourrissent de mensonges, de calomnies et de fake news. J'ai vérifié les allégations présentées comme preuves de la situation actuelle ou prétendue telle- croyez-moi, vous ririez si vous les lisiez. J'ai lu l'acte d'accusation de sept pages en dix minutes. Je m'excuse auprès de ses avocats, mais la personne qui l'a rédigé doit voir un psychiatre immédiatement. (Le Monde du 4.11.2024).

Une critique considérée comme un crime de lèse-majesté par le Président turc qui a, dès le lendemain, déposé une plainte contre le maire d'Istanbul pour « diffamation ». Il lui réclame un million de livres turques (environ 27.000€). Il a aussi déposé une plainte contre le chef du CHP Özgür Özel qui avait sur X déclaré : « Sans tirer aucune leçon de ces derniers jours, ignorant tout ce qui a été dit, en mettant la main sur des municipalités qu'ils n'ont pas réussi à emporter aux élections, en osant démettre de leurs fonctions des politiciens qu'ils n'ont pas réussi à mettre à

genoux, nous sommes face à une effronterie éhontée et sans vergogne dont les mains sont sales, le cœur est mauvais et l'esprit détraqué (...) Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour lutter contre ce mal ».

Se sentant visé, le Président turc cherche à punir et intimider ces voix discordantes par un appareil judiciaire à sa botte. Sa plainte contre l'ancien leader du CHP Kemal Kiliçdaroglu va bientôt donner lieu à un procès.

Les dirigeants politiques kurdes sont, eux, habitués à ces procès politiques. Le maire de la ville de Hakkari avait, quelques semaines après son élection, été arrêté, destitué et condamné à 19 ans de prison. Celui de la grande ville de Van fait l'objet de poursuites judiciaires et pourrait à tout moment être à son tour arrêté et destitué pour délit d'opinion ou de supposés liens avec une organisation terroriste. Comme le relève le journal le Monde « à partir de 2015, année de la reprise de la guerre contre le mouvement kurde, et après les municipales de 2019, la quasi-totalité (143 sur 167) de maires du parti pro-kurde, élus démocratiquement lors des deux précédents scrutins, ont été déchus, le plus souvent arrêtés, parfois jugés et condamnés. »

Il est à craindre que dans les mois à venir d'autres maires kurdes soient, sur des allégations les plus fallacieuses, démis, arrêtés et condamnés.

Au cours des manifestations de protestation contre ce coup de force du pouvoir contre les élus kurdes plusieurs centaines de personnes ont été arrêtés, dont 231 le 27 novembre (AFP). Parmi eux 12 journalistes. Il est vrai que la Turquie figure dans le peloton de queue dans les classements internationaux de Reporters sans Frontières et de Freedom House pour la liberté de presse.

SYRIE : VASTE OFFENSIVE DES ISLAMISTES DE HTC ET DE LEURS ALLIÉS

Les milices islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (Organisation de libération du Levant) ont lancé le 27 novembre à partir de leur fief d'Idlib une vaste offensive contre les positions des forces armées du régime syrien dans la province d'Alep. Cette offensive intervient au lendemain d'un cessez-le-feu entre Israël et le Liban. Elle est soutenue par les diverses milices pro-turques de « l'armée syrienne libre » équipées et financées par la Turquie qui semble à la manœuvre pour la coordination de ces milices hétéroclites.

L'armée turque a également fourni des drones et d'importantes quantités d'armes modernes ainsi que des renseignements militaires opérationnels.

Face à une armée syrienne démotivée et mal équipée, dépourvue du soutien de milices de Hezbollah libanais et de l'Iran, les islamistes ont fait une avancée fulgurante arrivant fin novembre aux portes d'Alep, la deuxième grande ville de Syrie. Le soutien aérien des Russes sur lequel comptait jusqu'ici le régime syrien se fait attendre car la Russie engagée dans une guerre épuisante contre l'Ukraine a dû réduire considérablement sa présence militaire en Syrie. Le Kremlin, par la voix de son porte-parole Dimitri Peskov, a, le 29 novembre, appelé les autorités syriennes à « mettre de l'ordre au plus vite dans cette zone et à rétablir l'ordre constitutionnel ». De son côté, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a « souligné le soutien continue de l'Iran au gouvernement, à la nation et à l'armée de la Syrie dans leur lutte contre le terrorisme » lors d'un appel téléphonique avec son homologue syrien, Bassam al-Sabbagh.

Engagements qui, vu le contexte régional et l'affaiblissement considérable de la puissance iranienne semblent de portée plus déclamatoire et formelle.

Cette offensive des islamistes est perçue comme une menace par les Kurdes ainsi que par les chrétiens, par la minorité alaouite et par ce qui reste de l'opposition syrienne démocratique et laïque que la perspective de voir un Émirat islamique sunnite sous protectorat turc remplacer le régime barbare de la dynastie d'Assad inquiète au plus haut degré. Malgré les opérations de communication de services turcs tendant à lisser l'image de HTC, cette organisation est un avatar du Front al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaïda. Son chef, al-Joulani a combattu dans les rangs d'al-Qaïda en Irak et a passé de ce fait 5 ans dans les prisons irakiennes. Le HTC est sur la liste des organisations terroristes des États-Unis, de l'Union européenne et de nombreux autres pays. Les Kurdes sont d'autant plus préoccupés par cette offensive qu'elle se double d'une offensive des milices pro-turques de l'ASL contre leurs positions dans la région et qu'un soutien des leurs alliés de la Coalition internationale contre Daech reste incertain.

Dans la première quinzaine de novembre, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont achevé l'opération Enduring Security, une opération de sept jours visant les cellules d'ISIS dans la ville d'al-Hol, ses environs et le camp d'al-Hol. Soutenue par les forces de la coalition internationale, l'opération a impliqué 5 000 combattants, couvrant plus de 200 villages le long de la frontière syro-irakienne. Elle a permis l'arrestation de 79 membres de l'ISIS, le démantèlement de nombreuses

cachettes et la saisie d'armes. Dans le camp d'al-Hol, qui abrite 40 000 individus liés à l'ISIS, les forces ont déjoué les tentatives de réorganisation de l'ISIS et ont découvert des preuves d'extrémisme, notamment des meurtres liés à la torture. Les FDS ont déclaré que l'opération avait été retardée dans le passé en raison des attaques turques récurrentes et ont appelé à un soutien international pour relever les défis humanitaires et sécuritaires dans la région. Le 11 novembre, un attentat terroriste à la bombe a visé un véhicule à Hasakah, tuant trois membres des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont deux combattants blessés de guerre et le chauffeur. L'explosion, qui aurait été déclenchée à distance, s'est produite près du quartier d'Al-Salihiya. Cette attaque intervient dans le cadre des opérations menées par les FDS pour éliminer les cellules de Daech dans la région.

Les FDS ont également fait une incursion, le 24 novembre, dans le district d'Al Bab, tenu par des milices pro-turques qui lancent souvent des attaques contre des localités tenues par les forces kurdes dans la province d'Alep. Selon un bilan établi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) 15 miliciens pro-turcs ont été tués dans ces affrontements (AFP, 24 novembre).

Par ailleurs, la cellule de crise responsable des rapatriés du Liban, formée par l'Administration démocratique autonome du nord et de l'est de la Syrie (DAANES), a annoncé qu'un total de 20 369 personnes étaient entrées dans la région en provenance du Liban. La répartition est la suivante : 7 549 hommes, 6 228 femmes et 6 470 enfants. Parmi ces personnes, 94 possèdent la nationalité liba-

naise et 28 sont apatrides. Les rapatriés retournent chez eux ou sont hébergés par des parents dans la région. Pour ceux qui n'ont pas d'endroit où aller, l'administration a désigné des abris pour les héberger. Depuis l'escalade entre le Hezbollah et Israël, de nombreux Syriens ont quitté le Liban pour venir dans les régions de DAANES, poussés par la crainte du régime d'Assad, qui a déplacé le plus grand nombre de personnes.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a signalé de multiples cas de civils arrêtés et libérés en échange d'une rançon dans

l'Afrin occupé par la Turquie. Dans un cas, un civil du village de Qarrah Kol a été libéré après que sa famille a payé une rançon de 5 000 dollars, quatre mois après avoir été détenu par la police militaire à Jendiress, district d'Afrin, pour des raisons inconnues. De même, un civil du village de Jowaiq a été libéré pour 2 500 dollars par Al-Jabha Al-Shamiyyah après avoir tenté de passer en Turquie. Un autre civil a été libéré après avoir payé une amende de 600 dollars pour avoir tenté d'obtenir une carte d'identité à Afrin. Ces incidents s'inscrivent dans le cadre des violations incessantes des droits de l'homme dans le canton kurde

d'Afrin sous occupation de l'armée turque et de ses milices supplé-
tives.

Dans d'autres territoires sous occupation turque, comme à Azzaz et à Al-Bab, ces milices hissent des drapeaux turcs sur les bâtiments publics, distribuent de nouvelles cartes d'identités rédigées en arabe et en turc. Dans les transactions commerciales du quotidien c'est la monnaie turque qui est utilisée. Ces territoires deviennent progressivement un protectorat turc susceptibles d'être annexés si la conjoncture régionale et internationale le permet.

IRAK : LA REGION DU KURDISTAN COMPTE 6,3 MILLIONS D'HABITANTS

Pour la première fois depuis quarante ans l'Irak a procédé au recensement général de la population dans les 18 provinces du pays. L'opération réalisée avec l'aide technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) s'est déroulée dans le calme les 20 et 21 novembre.

Un couvre-feu avait été décrété pendant ces deux journées et la population invitée à rester chez elle sauf en cas de cas de force majeure. Environ 120.000 enquêteurs ont été mobilisés pour collecter des données allant du nombre de personnes par foyer, de l'état de santé, du niveau d'éducation à la situation professionnelle, au nombre de voitures et même à l'inventaire de l'équipement électroménager pour évaluer le niveau de vie des habitants.

Le questionnaire du recensement comprend la religion, sans distinction entre sunnite et chiite, mais ne mentionne pas l'ethnicité contrairement aux recensements précédents.

On ne saura donc pas le nombre de Kurdes ou de Turcomans dans le pays afin, semble-t-il, d'apaiser les tensions entre les diverses composantes de la population.

Le Premier ministre Mohamed Chia Al-Soudani a souligné « l'importance de l'événement, venant soutenir le développement et la planification dans tous les domaines » (AFP, 20 novembre). Selon le porte-parole du ministère du Plan le recensement va « mettre en lumière la réalité de l'Irak dans ses moindres détails » et aidera à diagnostiquer tous les problèmes qui paralysent le développement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'habitat ».

Au Kurdistan, c'est la situation dans les territoires dits disputés comme Kirkouk et de nombreuses localités de la province de Ninive-Mossoul qui a focalisé les préoccupations. L'article 140 de la Constitution de 2005 prévoyait la tenue d'un recensement pour connaître la composition ethnique de ces territoires et leurs aspirations à joindre ou non la Région fédérée du Kurdistan. Les responsables arabes et turcomans

de ces territoires se sont opposés à la tenue d'un tel recensement et le gouvernement fédéral de Bagdad a, sous des prétextes variés, refusé d'appliquer cet article de la constitution.

Après de long mois de négociations entre Bagdad et Erbil le gouvernement irakien a accepté, pour les territoires disputés, d'enregistrer uniquement des familles déjà présentes sur les lieux au recensement de 1957, pour éviter que les populations implantées dans ces territoires par le régime de Saddam Hussein dans le cadre de sa politique d'arabisation et les vagues migratoires ultérieures ne perturbent l'équilibre démographique sur ces terres ancestrales des Kurdes.

Les nouveaux venus ont été recensés dans leur province d'origine tandis que de nombreux Kurdes déplacés originaires de ces territoires ont pu s'y rendre pour s'y faire recenser.

Les tout premiers résultats du recensement ont été annoncés le 25 novembre par le Premier ministre qui, au cours d'une

conférence de presse, a annoncé que la population en Irak a dépassé les 45,4 millions d'habitants, étrangers et réfugiés inclus. Les femmes représentent 49,8 % de la population et elles dirigent 11,33 % du total des foyers. Les jeunes de 15 ans constituent 36,1 % de la population. Environ 60 % de la population est « en âge de travailler ». Une famille irakienne comprend en moyenne cinq membres, selon ces résultats préliminaires qui évoquent une croissance démographique annuelle de 2,3 %.

Toujours selon ces résultats, la population du Kurdistan autonome s'élève à plus de 6,3 millions de personnes, soit 13,87 % de la population totale de l'Irak.

Un pourcentage qui devrait servir de base à la détermination de sa part du budget du pays ainsi que pour fixer le nombre de députés kurdes au Parlement fédéral de Bagdad.

La population kurde dans les **zones disputées** est évaluée à environ 2,5 millions d'habitants. Prenant en compte le nombre de déplacés arabes et autres au Kurdistan, on peut estimer qu'il

y a environ 8 millions de Kurdes en Irak, soit 17,6 % de la population totale du pays.

Dans le reste de l'actualité du Kurdistan, on notera que la reprise des exportations de pétrole, promise régulièrement pour « bientôt », n'a toujours pas pu se concrétiser.

L'arrêt de ces exportations depuis mars 2023 a représenté une perte de 20 milliards de dollars, selon une estimation publiée en septembre par APIKUR, association d'entreprises pétrolières internationales présentes au Kurdistan, citée par l'AFP (07/11/2024).

Outre les différends entre Bagdad, le Kurdistan et les entreprises pétrolières, des désaccords financiers opposent l'Irak et la Turquie.

Par ailleurs, l'un des sujets de contentieux concerne la négociation des termes des contrats des firmes pétrolières : les anciens contrats avec le Kurdistan leur accordaient une partie des volumes produits, en plus du recouvrement des coûts.

Autant dire que la question est loin d'être réglée.

Au milieu de cette actualité tumultueuse, les Kurdes ont eu un moment de réjouissances avec la célébration du 240e anniversaire de la fondation de la ville de Souleimanieh.

Le Kurdistan compte plusieurs villes multimillénaires comme Erbil (ancienne Arbèles de l'Antiquité, plus de 6000 ans), Amed (Diyarbékir, plus de 6000 ans), Urfa (Édesse), Van, et Saqez.

La ville de Souleimanieh a été fondée par la dynastie kurde des Baban, qui voulait rivaliser avec les splendeurs de Sinneh (Sanandaj), capitale de la dynastie kurde des Ardalans au Kurdistan iranien.

Au fil des décennies, Souleimanieh est devenue un foyer culturel et artistique dont le rayonnement dépasse les frontières du Kurdistan irakien. Avec une population de près d'un million d'habitants, c'est, après Erbil, la deuxième métropole du Kurdistan autonome.

IRAN : LA TENTATION DE LA BOMBE

D Le régime iranien, de plus en plus affaibli, semble tenter de jouer son va-tout en accélérant les préparatifs pour l'acquisition d'une bombe nucléaire supposée assurer sa survie et sa sanctuarisation à la manière de la Corée du Nord.

Sur le plan régional, les déboires s'accumulent. Toute une architecture de sécurité via des milices arabes alliées, patiemment bâtie au cours des dernières décennies, s'écroule sous les coups de butoir de son ennemi israélien. Le Hamas est militairement anéanti, le puissant Hezbollah libanais

décapité et exsangue, le régime syrien, pivot central du fameux « arc chiite » au bord de l'effondrement et les milices chiites irakiennes pro-Iran de plus en plus mal vues et mal supportées par la population semblent en sursis. La puissance militaire iranienne elle-même semble avoir été affectée beaucoup plus gravement par les frappes israéliennes de fin octobre que ne l'admet Téhéran. On savait que ces frappes avaient assez largement détruit et neutralisé les systèmes de défense anti-aérienne iraniens de fabrication russe grâce notamment à des bombardiers F35 de l'aviation israélienne hors de leur portée.

On apprend aussi (Le Figaro du 15 novembre) qu'Israël a détruit un important centre de recherche nucléaire non déclaré aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il s'agirait de l'installation Taleghani 2, située dans le complexe militaire de Parchin, au sud-est de Téhéran. Selon une source bien renseignée citée par le site d'information américain spécialisé Axios, la frappe israélienne a « détruit l'équipement sophistiqué utilisé pour concevoir les explosifs plastiques qui entourent l'uranium dans un engin nucléaire et qui sont nécessaires pour le faire exploser. Elle a considérablement endommagé les

efforts de l'Iran au cours de l'année écoulée pour reprendre la recherche sur les armes nucléaires ».

Les activités nucléaires iraniennes sont suivies de près par l'AIEA dont le Conseil des gouverneurs s'est réuni le 21 novembre à Vienne. Les diplomates occidentaux y ont dressé un réquisitoire sévère contre l'Iran et fait adopter une nouvelle résolution critique, élaborée par Londres, Paris et Berlin (E3), associés à Washington. Sur les trente-cinq États membres du Conseil, dix-neuf ont voté pour, trois (Chine, Russie, Burkina Faso) contre tandis que douze pays se sont abstenus. Au cours des débats, l'ambassadrice américaine Laura Holgate a dénoncé l'escalade de la République islamique dont « les activités nucléaires sont profondément troublantes ». Les Européens du groupe E3 ont abondé dans ce sens rappelant que l'Iran avait amassé suffisamment d'uranium hautement enrichi pour « quatre armes nucléaires ». Le comportement iranien « pose une menace pour la sécurité internationale et le système mondial de non-prolifération » selon leur déclaration citée par Le Monde du 21 novembre. Le texte « rappelle Téhéran à ses obligations légales » en vertu du traité de non-prolifération (TNP) ratifié en 1970.

L'Iran a fortement restreint, depuis 2021, sa coopération avec l'AIEA, débranchant des caméras de surveillance et retirant l'accréditation d'inspecteurs expérimentés. Réagissant à l'adoption de cette nouvelle résolution Téhéran a dénoncé un geste « politiquement motivé » et annoncé le 22 novembre en représailles « la mise en service de nouvelles centrifugeuses avancées ». L'avenir nous dira si le régime iranien va jusqu'au bout de sa stratégie d'acquisition d'une bombe nucléaire ou si, à court terme, il s'agit d'une pos-

ture pour renforcer sa main en vue de futures négociations avec l'administration Trump afin de trouver un compromis, un *modus vivendi* tenant compte de l'influence régionale de l'Iran (New York Times, 11.11).

En attendant, Téhéran a arrêté, le 3 novembre, un journaliste irano-américain, Reza Valizadeh, qui a travaillé pour la radio d'opposition Ferda et pour Radio Free Europe/Radio Liberty, financée par le gouvernement américain. Accusé de subversion, il sera utilisé comme monnaie d'échange dans les futures tractations. Le 12 novembre l'aviation américaine a frappé en Syrie des cibles liées à l'Iran tuant quatre miliciens pro-iraniens (AFP, 12.11).

La répression en Iran devient encore plus dure et plus massive, notamment contre les femmes. Selon le quotidien catholique la Croix du 20 novembre « des cliniques aux caméras le pays (est) en guerre contre les femmes ». De son côté l'hebdomadaire l'Express dans son numéro du 13 novembre dénonce « les méthodes glaçantes du régime pour faire passer les opposants pour des fous ». Deux ans après la mort de Jina Mahsa Amini, la répression se poursuit et avec elle, la pathologisation des voix dissidentes. Mais derrière cette propagande se cachent de véritables enjeux de santé mentale, passés sous silence par le régime des mollahs relève l'hebdomadaire français. Parmi ces 'fous' et 'folles, cette jeune fille marchant le 2 novembre en sous-vêtements devant son université pour protester contre le port obligatoire du voile et dénoncer le harcèlement insupportable qu'elle subissait de la part des agents de sécurité de l'université jugeant ses vêtements « insuffisamment islamiques » (Le Monde, 4.11). Devenue un symbole de la lutte des Iraniennes contre le port obligatoire du voile islamique, elle a été arrêtée et hospitalisée « pour

troubles psychiatriques » avant d'être relâchée le 19 novembre par la justice iranienne qui motive ainsi sa décision : « Étant donné qu'elle a été transférée à l'hôpital et qu'il a été constaté qu'elle était malade, elle a été remise à sa famille qui s'occupe actuellement d'elle ».

La chaîne de télévision France 24 a diffusé le 13 novembre un sujet intitulé « Quand la répression du voile pousse des lycéennes iraniennes au suicide ». La tentation de suicide semble s'emparer d'autres opposants iraniens qui désespèrent de l'évolution de leur pays.

Le 13 novembre, le journaliste et militant des droits de l'homme Kianouch Sinjari s'est donné la mort. Dans un message diffusé sur le réseau social X il explique son geste : « Si Fatemeh Sepehari, Nasreen Shakarami et Arsham Rezaei ne sont pas libérés de prison d'ici 19h aujourd'hui, mercredi 13 novembre, et que la nouvelle de leur libération n'est pas publiée sur le site d'information judiciaire, je mettrai fin à ma vie en protestation contre la dictature de Khamenei et de ses proches ». Dirigeant du Front uni des étudiants en Iran, puis du Comité des journalistes pour la défense des droits de l'homme, blogueur relatant notamment l'actualité relative aux prisonniers politiques, K. Sinjari s'est donc suicidé pour éveiller les consciences sur les conditions dramatiques d'incarcération des prisonniers politiques dans les geôles iraniennes (RFI, 13.11). Parmi ces derniers, Maryam Akbari Monfared qui purge depuis 15 ans une peine de prison pour « moharebeh » ou « inimitié envers Dieu » dont trois frères et une sœur ont déjà été exécutés entre 1981 et 1988, année où 30 000 prisonniers politiques ont été exécutés. Un collectif d'intellectuelles, des militantes des droits humains et d'élues, parmi lesquelles

Elisabeth Badinter, Ingrid Betancourt et Laurence Tubiana, demande la libération immédiate de tous les prisonniers d'opinion en Iran (Le Monde, 25.11).

Au Kurdistan, le 10 novembre, le tribunal révolutionnaire islamique d'Iran a condamné à mort Varisheh Moradi, éminente militante kurde et défenseur des droits des femmes, accusée de « rébellion armée » en raison de son appartenance présumée au Parti de la vie libre du Kurdistan (PJAK). Actuellement incarcérée dans la tristement célèbre prison d'Evin à Téhéran, Mme Moradi a enduré des conditions difficiles, notamment la torture, l'isole-

ment prolongé et de graves mauvais traitements depuis son arrestation en août 2023. Pour protester contre sa condamnation injuste, Moradi a entamé une grève de la faim de 20 jours, comme le rapporte l'organisation Hengaw pour les droits de l'homme. Moradi rejoint Zeynab Jalalian en tant que deuxième femme kurde condamnée à la peine de mort en Iran. Dans le même temps, quatre autres Kurdes, dont un du Kurdistan irakien, ont été condamnés à mort pour « espionnage au profit d'Israël ». Le régime iranien a également prolongé la peine d'emprisonnement du militant kurde Ahmedreza Haeri, la fai-

sant passer de trois ans et huit mois à six ans et trois mois. Ce natif de la province kurde d'Elam était accusé d'avoir perturbé la « sécurité nationale ». Simultanément, trois Kurdes de Shinno ont été condamnés à seize mois de prison chacun pour avoir participé à une manifestation marquant le deuxième anniversaire de la mort de la jeune étudiante kurde Jina Mahsa Amini. Entre-temps, les autorités ont continué à réprimer les militants kurdes. Parmi les détenus récents figurent quatre Kurdes, dont un enfant de Swallawa, un journaliste local de Saqqez et trois autres de Mahabad.

Le Monde

avec AFP
04 novembre 2024

En Turquie, destitution de trois maires prokurdes accusés de terrorisme

Les maires des grandes villes de Mardin et de Batman, et celui de la localité de Halfeti, toutes trois situées dans le sud-est à majorité kurde du pays, ont été remplacés par des gouverneurs nommés par l'Etat, a affirmé le ministère de l'intérieur.

Comme de nombreux opposants, ils sont accusés de terrorisme par le gouvernement. Trois maires issus du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, ex-HDP), principal parti prokurde turc, ont été démis de leurs fonctions, a annoncé lundi 4 novembre le ministère de l'intérieur turc.

Les maires des grandes villes de Mardin et de Batman, et celui de la localité de Halfeti, toutes trois situées dans le sud-est à majorité kurde du pays, ont été remplacés par des gouverneurs nommés par l'Etat, a affirmé le ministère dans un communiqué.

Le maire de Mardin, Ahmet Türk, figure populaire du mouvement kurde, âgé de 82 ans, avait déjà été démis de ses fonctions et emprisonné plusieurs mois lors de précédents mandats, le pouvoir turc l'accusant de liens avec les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, qui mène une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984.

« *Ne jamais abandonner. Nous ne reculerons pas dans la lutte pour la démocratie, la paix et la liberté. Nous ne permettrons pas l'usurpation de la volonté du peuple. Que cela se sache !* », a écrit **lundi matin sur X** M. Türk, poursuivi pour « *appartenance à une organisation terroriste armée* ». Le parti DEM a qualifié



Le maire de Mardin, Ahmet Türk (C), pendant une conférence de presse des médias étrangers le 29 août 2019, à Istanbul. BULENT KILIC / AFP

ces destitutions de « *coup d'Etat* », dénonçant dans un communiqué « *une attaque majeure contre le droit du peuple kurde à voter et à être élu* ».

Des destitutions devenues plus rares

Des dizaines de maires élus dans le sud-est à majorité kurde de Turquie avaient été démis de leur fonction et remplacés des administrateurs nommés par le gouvernement à partir de 2016. Ces destitutions étaient toutefois devenues plus rares ces dernières années.

Le maire DEM d'Hakkari, ville située à l'extrême sud-est de la Turquie, a cependant été

démis de ses fonctions en juin avant d'être condamné à 19 ans et demi de prison pour « *terrorisme* ». Des échauffourées avaient éclaté dans la ville.

L'ancien coprésident du HDP (devenu DEM), Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, avait été condamné trois semaines plus tôt à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat.

M. Türk et les deux autres maires prokurdes avaient été élus lors des élections locales de mars, qui se sont soldées par une large victoire de l'opposition au détriment du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conserva-

teur) du président Recep Tayyip Erdogan.

L'opposition se mobilise

Ces destitutions interviennent quelques jours après l'arrestation pour des liens présumés avec le PKK d'Ahmet Özler, un maire d'arrondissement d'Istanbul issu du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principal parti de l'opposition turque. Celle-ci s'est mobilisée jeudi pour dénoncer l'arrestation et le remplacement de cet élu accusé de terrorisme, reprochant aux autorités de « *chercher la bagarre* » malgré une main tendue au PKK. Le CHP et le DEM avaient donné rendez-vous à leurs partisans afin de

dénoncer « l'arrestation sans fondement » de M. Özer.

Elu le 31 mars, Ahmet Özer, universitaire reconnu et proche d'Ekrem Imamoglu, est accusé d'être « membre de l'organisation terroriste armée PKK », selon le ministère de l'intérieur, qui a confirmé la « destitution

temporaire » de l'édile. Les autorités l'ont suspendu de ses fonctions et ont désigné un fonctionnaire, adjoint du gouverneur d'Istanbul, comme maire de substitution.

Le président Erdogan a pourtant affirmé mercredi vouloir « tendre la main aux frères

kurdes ». Le chef de l'Etat et son principal allié, Devlet Bahçeli, laissent entrevoir depuis deux semaines la possibilité d'une libération anticipée du chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, détenu sur une île au large d'Istanbul depuis 1999.

Le PKK a revendiqué entre-temps l'attentat du 23 octobre près d'Ankara qui a fait cinq morts et 22 blessés, précisant cependant qu'il s'agissait d'une « action planifiée de longue date » et non liée aux récentes déclarations du chef de l'Etat et de son allié d'extrême droite.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan Digest | November 1, 2024

Iran

An armed clash between the Kurdistan Free Life Party (PJAK) guerrillas and Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) forces in the Shaho Mountains, near Pawa, on October 21, 2024, left one IRGC member, Mohammad Ahmadpour, dead and two others injured, according to the Hengaw Organization for Human Rights. Iranian government media outlets also reported Ahmadpour's death, though it did not specify further details.

Two Kurdish activists from Iraqi Kurdistan, Aram Bahaddin and Rasul Reza Sharif, were sentenced by the Iranian authorities to a combined 22.5 years in Iranian prison. Arrested during the "Woman, Life, Freedom" protests, they spent three months in solitary confinement without legal counsel. Initially sentenced to 15 years each, their terms were reduced to 11.25 years. They remain imprisoned in Sanandaj and Baneh. Moreover, Solmaz Hasanzadeh, whose brother was killed during protests, has been sentenced to a year in prison for "propaganda against the Islamic Republic." Arrested on her brother's birthday, she endured an eight-day hunger strike while detained. Concurrently, Adel Pirouzi, a

former political prisoner from Marivan, has been sentenced to one year in prison for alleged ties to the Democratic Party of Iranian Kurdistan. The 29-year-old has a history of imprisonment and harassment by the Iranian regime. Meanwhile, a Kurdish political prisoner Nayeab Askari, from Urmia had his death sentence commuted to 15 years in prison and a fine. Arrested in 2021 after returning to Iran, he was initially condemned for his former membership in the PJAK. Despite enduring solitary confinement and mistreatment, he remains imprisoned in Urmia Central Prison, where his health is deteriorating. Concomitantly, several arrests were made against Kurdish activists, including Keyvan Mohammadi, a 38-year-old Kurdish was arrested near Senna by Iranian intelligence on October 1st, 2024. His detention, which occurred just before the anniversary of his brother's execution, has sparked concerns for his safety; two Kurdish men, Akam Amini and Milad Naseri, were arrested by Iranian intelligence in Bikan on October 23rd, 2024. The arrests, conducted without a warrant and involving violence, have left their families in the dark about their whereabouts and the reasons for their detention. Lastly, Ebrahim Ahmadnejad, a Kurdish Kolbar from Mahabad,

was fatally shot by Iranian border guards on October 25, 2024, in Sardasht.

Iraq

The Independent High Electoral Commission (IHEC) announced that over 70% of eligible voters participated in both the special voting on October 18 and the general voting on October 20 for the sixth cycle elections of the Kurdistan Parliament. The seat distribution is as follows: Kurdistan Democratic Party (KDP) received 39 seats, Patriotic Union of Kurdistan (PUK) secured 23 seats, New Generation Movement garnered 15 seats, Kurdistan Islamic Union obtained 7 seats, Stance Movement (Halwest) received 4 seats, Kurdistan Justice Group got 3 seats, People's Front claimed 2 seats, Change Movement (Goran) acquired 1 seat, Kurdistan Region Alliance secured 1 seat, and the Component Quota accounted for 5 seats. Additionally, IHEC opened a three-day window for parties to file appeals regarding the election results, ending on Sunday, November 3. Kurdistan's President, Nechirvan Barzani, called for the swift formation of a government by the political parties to promote stability, economic development, and the advancement of rights, emphasizing the importance of

unity and cooperation among all factions. It's unclear whether the largest opposing group, the New Generation Movement, will join the next cabinet despite securing the majority of the opposition votes. Talks between the parties have not yet begun, particularly between the KDP and the PUK.

Syria

The Internal Security Forces of the Democratic Administration for North and East Syria (AANES) released statistics on Turkish attacks in the region on October 23, which continued for several days. According to the statement, Turkey launched 129 drones and 15 warplanes and fired 1,024 shells, resulting in a total of 1,168 attacks. There were 14 civilian deaths and 4 military deaths, bringing the total number of fatalities to 18. Additionally, 54 civilians and 14 military personnel were wounded, making the total number of wounded 68. The Turkish attacks targeted bakeries, power and oil stations, and internal security forces checkpoints responsible for protecting the population, according to the Syrian Democratic Forces (SDF). The Turkish government characterized its attacks as retaliation for a bombing in Ankara that was claimed by the Kurdistan Workers' Party (PKK). The SDF

General Commander, [Mazloun Abdi](#), [denied](#) involvement in the Ankara attacks, emphasizing that there was “no relation or connection” to the incident and challenging the Turkish state to “provide evidence and proof” of the SDF’s involvement. Separately, the SDF have intensified their security operations against remnants of the ISIS (Da’esh) terrorist group amid ongoing Turkish military actions in the region. On October 29, SDF military operations teams executed an operation in [the al-Hol camp](#), apprehending two Iraqi nationals identified as Khaled Mahmoud Ali and Abdullah Jamal Khalaf. Both individuals had previously joined ISIS in Iraq before infiltrating into Syria. According to the SDF, the detained suspects are alleged to have engaged in multiple ter-



rorist activities targeting SDF forces, civilians, and self-administration institutions.

Turkey

After years of isolation imposed by the government on impriso-

ned Kurdish leader Abdullah Ocalan, his nephew, Omer Ocalan, a lawmaker from the Peoples' Equality and Democracy Party (DEM), was finally allowed to visit him. According to Omer, Abdullah Ocalan, the leader of the PKK, [supports a](#)

[peaceful](#) resolution to the Kurdish issue, especially as [Turkey's leaders](#) hint at a new round of peace talks. Meanwhile, DEM Party leaders, including co-chair [Tuncer Bakırhan](#), emphasized that peace in Turkey will contribute to stability in the Middle East. The DEM Party also [condemned](#) the recent bombing in Ankara and called on the government to cease its attacks on [Syria's Kurdish region](#). Ongoing discussions about a new peace process are further complicated by ultra-nationalist leader [Devlet Bahçeli's](#) suggestion to release Ocalan from prison. The government's plans of peace remain unclear as Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, seeks to amend the constitution amid speculation about his desire for new presidential terms.

LE FIGARO

avec AFP
01 novembre 2024

Le président turc Erdogan poursuit le maire d'Istanbul pour diffamation

Dans sa plainte, Recep Tayyip Erdogan accuse Ekrem Imamoglu d'avoir proféré des «*accusations infondées et des calomnies*» à son encontre.

Le président turc [Recep Tayyip Erdogan](#) a porté plainte vendredi contre le maire d'[Istanbul](#), issu de l'opposition, pour des propos calomnieux qu'il aurait tenus la veille lors d'un rassemblement de protestation, ont rapporté des médias turcs.

Dans sa plainte, Recep Tayyip Erdogan accuse Ekrem Imamoglu d'avoir proféré des «*accusations infondées et des calomnies*» à son encontre, portant atteinte à sa réputation et incitant à la

haine, et réclame des dommages et intérêts d'un million de liras turques (environ 27.000 euros), a indiqué l'agence de presse gouvernementale Anadolu.

Ekrem Imamoglu, figure clé du CHP, premier parti de l'opposition turque, a participé jeudi soir à un rassemblement pour dénoncer l'arrestation et le remplacement d'un élu d'arrondissement d'Istanbul accusé de terrorisme.

Il n'était pas possible d'établir dans l'immédiat quels propos

ont fait l'objet d'une plainte de la part de Recep Tayyip Erdogan, mais les documents du tribunal cités par Anadolu indiquent que Ekrem Imamoglu «*a agi avec la volonté d'humilier le président en public*».

Ekrem Imamoglu, élu maire d'Istanbul en 2019 en mettant fin à 25 années de domination de Recep Tayyip Erdogan et de son parti sur la mégapole turque, est souvent présenté comme le plus grand rival politique de M. Erdogan

et il est attendu qu'il se présente à l'élection présidentielle de 2028.

Il y a deux ans, un tribunal l'a condamné à plus de deux ans et demi de prison et à une interdiction de vie politique pour avoir qualifié d'«*idiots*» ceux qui avaient invalidé une première élection à la mairie d'Istanbul, trois mois plus tôt en 2019. Ekrem Imamoglu, qui a fait appel de cette décision, a conservé ses fonctions de maire.

The New York Times

Amelia Nierenberg
Nov. 3, 2024

U.S. Confirms Reports That Iran Arrested an Iranian-American Citizen

Rights groups said that Reza Valizadeh, an Iranian-American journalist, was recently arrested in Iran, although the State Department did not confirm that he was the person detained.

The State Department confirmed that it was looking into reports that an Iranian-American citizen had been arrested in Iran. The news comes amid renewed tensions between Iran, which has long used Western detainees for leverage, and the United States, Israel's biggest ally, following Israeli air-strikes on Iran last month.

"We are aware of reports that this dual U.S.-Iranian citizen has been arrested in Iran," a State Department spokesperson wrote on Sunday in an email in response to questions from The New York Times about Reza Valizadeh, an Iranian-American journalist who rights groups said last month had been arrested and was being held in a Tehran prison without access to a lawyer. The State Department did not respond to a follow-up email asking if Mr. Valizadeh was the dual citizen being detained.

The reports come amid increasingly heated rhetoric from Iranian leaders in the past few days, after the country's leadership initially tried to minimize the effectiveness of the Israeli strikes on Iranian air-defense systems last month. On Saturday, Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, threatened a "crushing response" to Israel and the United States.

They also coincide with the 45th anniversary of the hostage crisis, when Iranians stormed the U.S. embassy in Tehran on Nov. 4, 1979, in re-



Demonstrators mark the 45th anniversary of Iran's takeover of the U.S. embassy in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

sponse to perceived U.S. meddling in the country's politics, and held more than 50 Americans as hostages for 444 days.

Rights groups said last month that Mr. Valizadeh was arrested around September and was being detained in Evin Prison, one of Iran's most notorious detention centers.

Mr. Valizadeh once worked for Radio Farda, a Persian-language outlet that is part of Radio Free Europe/Radio Liberty, which is funded by the U.S. government. He left the organization in November 2022, RFE/RL said in a text message to The Times on Sunday.

"We have had no official con-

firmation of the charges against him," said the media organization, which confirmed his detention.

Iran's foreign ministry, its permanent mission to the United Nations in New York and its permanent mission to the U.N. in Geneva did not respond to requests for comment on Sunday.

Detained foreigners and dual citizens have long been pawns at the heart of Iran's foreign policy: The country arrests them on fabricated allegations, often of espionage or other political crimes, and then uses them to extract concessions, like money or the release of imprisoned Iranians, from Western countries.

In June, Sweden and Iran exchanged prisoners, prompting celebrations and also concerns that the swap could validate Iran's strategy. Last September, Iran allowed five detained Iranian Americans to leave, in exchange for five imprisoned Iranians and the unfreezing of \$6 billion in Iranian oil revenue.

"Iran routinely imprisons U.S. citizens and other countries' citizens unjustly for political purposes," the State Department said. It called the practice "cruel and contrary to international law."

The State Department tells American citizens not to travel to Iran "for any reason" because of the risk of "kidnaping, arbitrary arrest of U.S.

citizens and wrongful detentions.”

Iranian journalists — [even those who are living abroad](#) — are frequent targets of the government’s efforts to intimidate and silence independent news coverage.

Iran ranked [176th out of the 180 countries](#) listed on the Reporters Without Borders press freedom index this year. The group said it was “one of the world’s biggest jailers of journalists.”

Mr. Valizadeh, who had been living in the United States, traveled to Iran in February, where he was detained and questioned at the airport by Iranian intelligence officials and members of the country’s security forces, the Committee to Protect Journalists [said](#) last month. He was conditionally released, it added. He was then rearrested, according to the committee and [a statement](#) last month from HRANA, an Iranian human rights organ-

ization, but charges have not yet been disclosed.

The committee said it had not been able to confirm reports that Mr. Valizadeh faced “charges of collaborating with Persian-language media outlets abroad.” It called on Iran to release him and drop any such charges.

“Iranian journalists working and living abroad should be free to visit their homeland without fear of prosecution for

their profession,” Yeganeh Rezaian, the interim Middle East and North Africa program coordinator for the committee, said in a statement last month.

In August, Mr. Valizadeh posted on X that he had [re-turned to Iran in March](#), according to The Associated Press’s [translation](#), “without any security guarantee, even a verbal one.” He has not posted to X since.



Rudaw
nov 03 2024

Militants prevent Afrin’s Kurdish farmers from harvesting olives

Members of a Turkey-backed militia group in northwest Syria are preventing Kurdish farmers from harvesting their olives, a local source said.

Commanders of the Sulaiman Shah Brigade have blocked Kurdish farmers from entering their olive orchards in the Kurzele village of Afrin region, a local source to Rudaw on Saturday, speaking on condition of anonymity.

Seventeen Kurdish families, who have around 4,000 olive trees, have been affected.

The Sulaiman Shah Brigade is based in northern Syria and is accused of numerous human rights violations, especially against Kurdish residents. In 2023, the United States sanctioned the group for “serious human rights abuses committed in northern Syria, including abduction, severe physical abuse, and rape.” Olives are an important economic crop in Afrin.



Farm of a Kurdish farmer in Afrin. Photo: submitted

Abdulrahman Korajo is a Germany-based Kurdish activist from the enclave. He said Arab settlers have confiscated and stolen olives from Kurdish farmers and local authorities have done nothing to stop them. “The people of Kurzele village have been banned from entering their farms. Arabs affiliated with this brigade harvest the olives in the light of day but

there is no one to hold them accountable. Our people of Afrin have been working these farms for years but Arabs have confiscated and stolen them,” he said.

Afrin was invaded by Turkey and its Syrian proxies in 2018 after years of Kurdish rule under the People’s Protection Units (YPG).

Human rights groups and the United Nations have published reports detailing arbitrary arrests, detention and pillaging, among other violations in Afrin since 2018.

Hussein Omer contributed to this article

En Turquie, destitution de trois maires prokurdes accusés de « terrorisme »

L'annonce intervient cinq jours après l'arrestation du maire d'un arrondissement d'Istanbul, un proche d'Ekrem Imamoglu, l'édile de la mégapole du Bosphore.

L'état se resserre autour de l'opposition turque, menacée par de nouvelles arrestations de ses élus, avec le risque d'embrasement dans différentes villes du pays. Cinq jours après avoir démis et appréhendé le maire d'un arrondissement d'Istanbul, Ahmet Özer, un universitaire reconnu et proche du maire CHP (Parti républicain du peuple, centre gauche, nationaliste) de la ville, Ekrem Imamoglu, la justice turque a destitué, lundi 4 novembre, au petit matin, **trois édiles de villes du sud-est du pays issus du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, ex-HDP, gauche prokurde)**. Tous les quatre sont accusés du même crime de « terrorisme » et de liens avec les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ce que démentent formellement les quatre maires et leurs formations politiques.

Comme leur homologue stambouliote, les trois élus kurdes – Ahmet Türk à Mardin, Gülistan Sonük à Batman et Mehmet Karayilan, maire de la petite localité de Halfeti – ont été immédiatement remplacés dans la journée par des gouverneurs nommés par l'Etat, des *kayyum* en turc, a an-



Des manifestants se rassemblent contre les administrateurs à côté d'une banderole qui dit : « La volonté du peuple ne peut pas être usurpée. Nous ne laisserons pas les administrateurs », lors d'une manifestation à Diyarbakir, en Turquie, le 4 novembre 2024. ILYAS AKENGİN / AFP

noncé le ministère de l'intérieur. Plusieurs échauffourées avec les forces de l'ordre ont d'ores et déjà eu lieu à la mi-journée lundi.

La vitesse et la précipitation dans lesquelles ont été menées ces destitutions sont clairement perçues par les analystes et les politistes indépendants comme un nouveau signe du durcissement de la politique du gouvernement du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, à l'égard d'une opposition ragaillardie après sa large victoire aux municipales du 31 mars.

Elles soulèvent également une série de questions sur les perspectives et la sincérité de l'appel pour la paix lancé par la coalition gouvernementale, le 22 octobre, et visant à mettre fin à un conflit de quarante ans entre le PKK et l'Etat.

« Nous ne reculerons pas »

Dès l'annonce de l'arrivée d'un administrateur imposé par le pouvoir central à Mardin, la police a encerclé le bâtiment de la municipalité. Le nouveau gouver-

neur a immédiatement annoncé une interdiction de réunion, de manifestation et de déclaration à la presse pendant dix jours. Dans sa première réaction sur les réseaux sociaux, le maire, Ahmet Türk, figure populaire et historique du mouvement kurde, âgé de 82 ans, a déclaré : « Nous ne reculerons pas dans la lutte pour la démocratie, la paix et la liberté. Nous ne permettrons pas que la volonté du peuple soit confisquée. Que cela se sache ! » C'est la troisième fois qu'il est ainsi destitué par un *kayyum* sous un

gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP).

Interrogé par la chaîne Internet Sözcü TV par téléphone, Ahmet Türk a raconté comment des agents de police sont venus chez lui à 6 heures pour lui signifier sa destitution. Il a expliqué qu'il avait ouvert la porte en pyjama et qu'il s'était opposé à la tentative d'un policier de prendre une photo. « *Cela n'est pas nécessaire* », a-t-il lâché. Aux élections municipales de mars, Ahmet Türk avait obtenu 57,4 % des voix, soit trente points de plus que le candidat de l'AKP (islamo-nationaliste) au pouvoir.

A Batman, la maire, Gülistan Sönük, 31 ans, avait, elle, obtenu 64,5 % des suffrages. La jeune édile était alors devenue la première femme à la tête de la mairie de la ville, cité conservatrice de 650.000 habitants, longtemps marquée par le souvenir d'une série de suicides de jeunes filles dans les années 1990. Avec un tel score, elle est aussi devenue la maire la mieux élue des 81 capitales de province que compte le pays.

Aujourd'hui, sur son compte X, elle écrit : « *Notre municipalité, que nous avons remportée avec le plus grand pourcentage de voix en Turquie grâce aux efforts des femmes, des jeunes et de notre peuple, a été saisie sans aucune notification ce matin. Nous n'accepterons pas ce régime de pillage et de saisie.* » Dans

un [entretien accordé au Monde en juin](#), elle avait rappelé que, dans cette ville, « *sur les dix dernières années, les huit qui ont été gérées par des kayyum se sont traduites par un pillage quasi systématique des ressources municipales* ».

Champ d'action élargi

Un peu plus tard dans la matinée, le parti DEM a partagé sur son fil X une courte vidéo montrant Gülistan Sönük entourée de ses équipes et empêchée d'entrer dans la mairie par un cordon de policiers. Dans la municipalité de Halfeti, le maire a, lui, été immédiatement embarqué par la police. Autant d'événements qui ont poussé les dirigeants du DEM à qualifier ces destitutions de « *coup d'Etat* », dénonçant dans un communiqué « *une attaque majeure contre le droit du peuple kurde à voter et à être élu* ».

Au printemps, la [suspension du maire \(DEM\) de la ville de Van](#), dans l'est du pays, avait déclenché une importante vague de manifestations dans toute la région et obligé les autorités centrales à réinstaller l' élu dans ses fonctions. Toutefois, quelques semaines plus tard, l' élu de Hakkari, une ville près de la frontière irano-irakienne, était démis de ses fonctions et condamné à dix-neuf ans et demi de prison pour « *terrorisme* », devenant ainsi le premier, en 2024, d'une liste qui vient de s'allonger ces dernières heures.

A partir de 2015, année de la reprise de la guerre contre le mouvement kurde, et après les municipales de 2019, la quasi-totalité (143 sur 167) des maires du parti prokurde, élus démocratiquement lors des deux précédents scrutins, ont été déchus, le plus souvent arrêtés, parfois jugés et condamnés.

Avec l'arrestation du maire d'arrondissement CHP d'Istanbul, ancien conseiller d'Ekrem Imamoglu, le pouvoir semble vouloir élargir son champ d'action et s'attaquer frontalement à la principale formation de l'opposition. « *Sans tirer aucune leçon de ces derniers jours*, a fustigé, sur son compte X, le président du parti, Özgür Özel, *ignorant tout ce qui a été dit, en mettant la main sur des municipalités qu'ils n'ont pas réussi à remporter aux élections, en osant démettre de leurs fonctions des politiciens qu'ils n'ont pas réussi à mettre à genoux, nous sommes face à une effronterie éhontée et sans vergogne, dont les mains sont sales, le cœur est mauvais et l'esprit détraqué.* » Le chef de l'opposition de mettre en garde : « *Je vous préviens, il n'y a bientôt plus de mots à ajouter. Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour lutter contre ce mal.* »

Deux plaintes déposées par Erdogan

Dans une allocution très remarquée, faisant suite à l'arrestation de son homologue, Ekrem Imamoglu a expliqué que les dirigeants au pouvoir, « *par le biais*

de tribunaux motivés politiquement, tentent de s'emparer de l'autorité que le peuple ne leur a pas confiée ». Et puis ceci : « *Ils se nourrissent de mensonges, de calomnies et de fake news. J'ai vérifié les allégations présentées comme preuves de la relation actuelle, ou prétendue telle, entre Ahmet Özer et l'organisation terroriste – croyez-moi, vous ririez si vous les lisiez. J'ai lu l'acte d'accusation de sept pages en dix minutes. Je m'excuse auprès de nos avocats, mais la personne qui l'a rédigé doit voir un psychiatre immédiatement.* »

La réaction n'a pas tardé. Le président Erdogan a, dès le lendemain, déposé deux plaintes contre les deux opposants. Le chef de l'Etat réclame 1 million de livres turques (soit près de 27 000 euros) pour diffamation. Deux plaintes distinctes qui pourraient déboucher sur des poursuites pour insulte au président en vertu de l'article 299 du code pénal, qui prévoit une peine d'emprisonnement maximale de quatre ans.

Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui fait figure de principal opposant au président, est déjà dans le viseur du pouvoir, qui l'avait fait condamner fin 2022 pour « *insulte* » aux membres du Haut Comité électoral turc. Il a fait appel. Le possible candidat à la présidentielle de 2028 encourt dans cette autre affaire jusqu'à sept ans de prison et une peine d'inéligibilité.

En Iran, la jeune fille marchant en sous-vêtements devient un symbole de la lutte des Iraniennes contre le port obligatoire du voile

Tandis que les réelles motivations de la jeune Iranienne restent floues, elle incarne déjà, pour beaucoup d'hommes et de femmes issus de la République islamique, la résistance face au joug imposé par le régime.

Plus de quarante-huit heures après les faits, l'identité de l'Iranienne qui s'est déshabillée et a défilé en sous-vêtements devant son université à Téhéran reste inconnue. Sur les réseaux sociaux, elle est surnommée « *la fille des sciences et des recherches* », du nom de son établissement universitaire.

Samedi 2 novembre, dans une vidéo diffusée en ligne, on voit cette jeune femme, cheveux longs tombant dans le dos, marcher calmement devant le campus de l'université Azad, dans le nord de Téhéran. Autour d'elle, des agents des services de sécurité de l'université, chargés de surveiller l'apparence et le comportement des étudiants, hommes comme femmes, s'agitent. Dans une seconde vidéo, filmée de plus loin, elle enlève sa culotte. Une voiture surgit alors, et les agents la forcent violemment à monter dans le véhicule.

Depuis, aucune information fiable n'a été publiée à son sujet. En République islamique d'Iran, les femmes doivent se couvrir entièrement, ne laissant visibles que le visage et les mains, et la mixité entre hommes et femmes est

strictement encadrée et surveillée.

Vêtements « insuffisamment islamiques »

Selon la chaîne Telegram « Khabarname Amir Kabir », spécialisée dans les mouvements de contestation dans les universités iraniennes, la jeune femme avait été harcelée par les agents de sécurité de l'université pour ses vêtements jugés « *insuffisamment islamiques* ». La même source rapporte que ses habits auraient été déchirés lors d'une confrontation avec les agents et qu'elle aurait décidé de se déshabiller en signe de protestation.

Les deux vidéos ont provoqué un tollé sur les réseaux sociaux. Le directeur de la communication de l'université Azad, Amir Mahjoub, a tenté d'apaiser la situation en niant toute altercation entre l'étudiante et les agents de sécurité, évoquant plutôt « *les troubles psychologiques* » dont souffrirait la jeune femme. L'agence de presse officielle ISNA et d'autres médias iraniens ont également rapporté que la jeune femme avait été placée dans un centre psychiatrique, suscitant de vives inquiétudes. Une vidéo

a aussi circulé, montrant un homme au visage flouté se présentant comme son ex-mari et demandant : « *S'il vous plaît, pour l'avenir de ses enfants, ne partagez pas cette vidéo. Ne portez pas atteinte à sa réputation.* »

Le régime iranien a, par le passé, utilisé l'internement psychiatrique forcé comme moyen de répression contre ses opposants, en particulier des femmes. C'est notamment le cas de Roya Zakeri, arrêtée en octobre 2023 à Tabriz pour ne pas avoir porté le voile. Elle a été internée à trois reprises dans un hôpital psychiatrique de sa ville et, dans une vidéo publiée en novembre 2023, elle déclare : « *La République islamique essaie de me faire passer pour une malade mentale, mais je suis en bonne santé physique et mentale.* »

« Elle nous encourage toutes en Iran »

En Iran, un pays patriarcal en pleine transformation depuis le mouvement Femme, Vie, Liberté déclenché par la mort de Mahsa Amini en septembre 2022, les justifications des autorités sont de moins en moins crédibles. Depuis lors, le voile est devenu le symbole

des obligations imposées par la République islamique aux Iraniens, hommes et femmes. A Téhéran et dans d'autres villes, certaines femmes continuent de défier les lois en refusant de se couvrir les cheveux, malgré les risques d'arrestation, de confiscation de leurs biens ou de perte d'emploi.

Le fossé entre le pouvoir et la population ne cesse de se creuser, et rares sont ceux qui croient encore en la version officielle justifiant l'arrestation de « *la fille des sciences et des recherches* ». Pour beaucoup, quel que soit le motif de son acte, elle incarne déjà un symbole de la lutte des Iraniennes contre le port obligatoire du voile.

« *Son acte est fort et symbolique dans la lutte pour l'autodétermination des femmes iraniennes sur leur corps, explique une Iranienne de 40 ans, mère de famille à Téhéran. Avec ce geste courageux, elle nous encourage toutes en Iran, surtout en ce moment où beaucoup de femmes ont fini par remettre le voile à cause des harcèlements incessants du pouvoir. Elle est déjà entrée dans l'histoire.* »

En Turquie, un nouveau tour de vis d'Erdogan contre les maires kurdes

Erdogan resserre encore l'étau. Lundi 4 novembre, le gouvernement turc a destitué trois maires du sud-est du pays, avant de les remplacer par des « kayyum », c'est-à-dire des administrateurs locaux qu'il nomme directement. Une décision qu'Ankara justifie par les « procès en cours » de ces édiles pour « appartenance à une organisation terroriste », soit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Il s'agit d'Ahmet Türk, maire de la ville de Mardin, de Gülistan Sönük, maire de Batman, et de Mehmet Karayilan, maire du district de Halfeti, situé dans la province de Sanliurfa. Les trois élus sont issus du Parti pro-kurde de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), et ont été élus à l'issue [des dernières élections municipales en mars 2024](#).

« Remarques diffamatoires »

Ces destitutions interviennent quelques jours après qu'Ahmet Özer, le maire du district d'Esenyurt à Istanbul, a été arrêté le 30 octobre avant d'être, lui aussi, remplacé par un administrateur nommé par le gouvernement. Accusé également d'appartenance au PKK, Ahmet Özer est toutefois issu du Parti républicain du peuple (CHP), kémaliste, la principale force d'opposition au Parti justice et développement (AKP) du président Erdogan.



Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a prononcé un discours, la semaine dernière, en soutien au maire kurde destitué Ahmet Özer. (Yasin AKGUL/AFP)

En réaction à cette première destitution, le CHP a tenu le 31 octobre un meeting de soutien au maire déchu d'Esenyurt, auquel ont participé le leader du parti Özgür Özel et le populaire maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu. Dans la foulée de ce rassemblement, le président Erdogan a intenté une action en justice contre les deux figures du CHP, réclamant un million de livres turques (environ 26.700 euros) de dédommagements pour des « remarques diffamatoires » que ces derniers auraient proférées lors du rassemblement.

Processus de paix

Les remarques ? Ekrem Imamoglu a accusé le gouvernement de « poursuivre une

nouvelle manœuvre obscure », et dénoncé des mesures « d'intimidation » par le biais de l'arrestation du maire Ahmet Özer. A la suite des destitutions de lundi, le leader du CHP Özgür Özel a quant à lui déclaré sur X : « Nous sommes confrontés à des individus à l'esprit tordu, au cœur malveillant, aux mains sales et à l'attitude effrontée et sans complexe », en faisant référence au gouvernement d'Erdogan.

Ces destitutions en série ont de quoi surprendre, car elles sont menées alors même que le gouvernement d'Erdogan a ces dernières semaines fait part de son intention d'entamer un processus de paix avec le PKK. Le 22 octobre, le leader du parti ultranatio-

naliste turc MHP Devlet Bahçeli, en coalition avec l'AKP depuis 2018, s'était déclaré en faveur d'une libération du chef du PKK Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, en échange d'un désarmement total du groupe insurgé. Un jour plus tard, le PKK perpétrait une attaque terroriste contre l'entreprise de défense TUSAS.

En riposte à cet attentat, les forces armées turques ont dès lors frappé des cibles du PKK en Irak et en Syrie. Malgré cela, le 30 octobre, le président Erdogan a publiquement soutenu la proposition de son allié Devlet Bahçeli, se disant favorable au dialogue avec Abdullah Öcalan, mais pas « avec les autres commandants du PKK ».



04 novembre 2024

ONU: Israël dénonce l'appel de la Turquie et de 52 pays pour un embargo sur les armes

L'ambassadeur israélien à l'ONU a critiqué le 4 novembre la Turquie pour une lettre demandant un embargo sur les armes à Israël, qualifiant cette initiative de « *malveillance* » et d'attaque politique. Cette demande, adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, appelle à suspendre les transferts d'armes à Israël pour éviter leur utilisation dans les territoires palestiniens occupés

L'ambassadeur israélien aux Nations unies a dénoncé lundi 4 novembre la « *malveillance* » de la **Turquie** qui a envoyé à l'**ONU** une lettre conjointe d'une cinquantaine de pays réclamant un embargo sur les armes contre **Israël** en raison de la guerre à Gaza.

« *Que peut-on attendre d'autre de la part d'un pays dont les actions sont motivées par la malveillance dans l'intention de créer des conflits, avec le soutien des pays de l'Axe du Mal* », a déclaré Danny Danon dans un communiqué, faisant référence aux pays arabes ayant soutenu l'initiative turque.

C'est « *une nouvelle action ridicule de l'Axe du Mal contre Israël sur la scène internationale* », a-t-il ajouté, s'en prenant aussi une nouvelle fois à l'ONU « *menée par des pays malfaisants et pas par des pays libéraux qui soutiennent les valeurs de justice et de morale*. » « *Nous continuerons à nous battre pour les intérêts de l'État d'Israël face à toute attaque politique et militaire* », a-t-il promis.

Un appel signé par 52 pays

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan avait annoncé dimanche 3 novembre avoir envoyé à l'ONU une lettre demandant l'arrêt de la fourniture et de la livraison d'armes à Israël. Une lettre conjointe signée par 52 pays, dont l'Arabie saoudite, le Brésil, l'Algérie, la Chine, l'Iran et la Russie, et deux organisations,

la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique. Dans cette lettre vue lundi par l'AFP, les signataires, appellent « *collectivement à des mesures immédiates pour arrêter la fourniture ou le transfert d'armes, de munitions et d'équipements liés à Israël, la puissante occupante, dans tous les cas où il existe des éléments raisonnables de suspecter qu'ils puissent être utilisés dans les territoires palestiniens occupés*. »

« *C'est aux États membres d'agir* », dit le secrétaire général de l'ONU

Si la lettre a été envoyée au secrétaire général de l'ONU, au président de l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, le texte mentionne surtout « *la responsabilité* » du Conseil de sécurité. « *Le Conseil doit agir pour faire respecter ses résolutions qui sont violées de façon flagrante* », notamment en prenant des mesures « *concrètes* », « *y compris exiger clairement l'arrêt des transferts d'armes vers Israël*. Le Conseil, qui a notamment appelé en mars à un cessez-le-feu à Gaza, peine à parler d'une seule voix depuis les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 et les représailles d'Israël à Gaza, notamment en raison des véto des États-Unis, alliés d'Israël.

Interrogé sur la lettre conjointe lundi, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a indiqué ne pas l'avoir vue, notant que « *si la lettre appelle les États membres à agir, c'est aux États membres d'agir*. »

Décès

Nathan Blau,
son frère
et Simone,
Nathalie Garaboux,
sa nièce
et Thierry,
leurs enfants, Mathilde, Damien et Jérôme,
Alain Gresh et Geneviève Sellier,
Lionel, Elsa, Clément,
ses petits-enfants de cœur,
Sandrine Fréguin Gresh et Aleli Mesina,

Kendal Nezan,
président de l'Institut kurde,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Joyce BLAU,
professeure émérite
de langue et civilisation kurdes
(Inalco),
militante anticoloniale
et pour la paix,

survenu le 24 octobre 2024.

L'incinération aura lieu le mercredi
6 novembre, à 10 h 15, au crématorium
du cimetière du Père-Lachaise,
Paris 20^e.

Ils associent à son souvenir celui
de sa sœur

Sarah,

décédée à Bruxelles, le 25 octobre.

Clement.gresh@gmail.com

Le Monde

04/12/2024

Kendal Nezan,
président,
Le conseil d'administration
Et toute l'équipe
de l'Institut kurde de Paris,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de leur chère collègue et
amie,

M^{me} Joyce BLAU,
professeure émérite
de langue et civilisation kurdes
de l'Inalco,
doyenne des études kurdes
en Europe,

survenu le 24 octobre 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Ses obsèques auront lieu le
6 novembre, à 10 h 30, en la salle de la
Coupole du crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Un hommage lui sera rendu le
16 novembre, de 15 heures à 17 h 30,
à la mairie du 10^e arrondissement de
Paris.

Election de Donald Trump : en Iran, la peur d'un retour à la « pression maximale »

La sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire, sous le premier mandat de Donald Trump, en 2018, a laissé un mauvais souvenir à Téhéran.

Vingt-quatre heures après l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, les réactions en Iran restent prudentes. Les rares dirigeants iraniens qui se sont exprimés ont cherché à minimiser les répercussions potentielles du retour de ce fervent partisan de la politique de « *pression maximale* » sur Téhéran. Cependant, cette retenue masque mal le malaise du régime iranien.

« *L'élection présidentielle aux Etats-Unis n'a aucune incidence [sur nous], car toutes nos prévisions ont été faites à l'avance. Les politiques générales aux Etats-Unis et en Iran restent constantes et ne changent pas de manière significative en fonction des individus* », a affirmé la porte-parole du gouvernement iranien, Fatemeh Mohajerani, peu après que Donald Trump a revendiqué sa victoire, mercredi 6 novembre. Elle a ensuite cherché à rassurer en minimisant l'impact de l'élection de Donald Trump sur l'économie iranienne. « *Les moyens de subsistance des Iraniens ne seront pas affectés par l'élection américaine* », a-t-elle assuré.

Ces déclarations sont d'autant plus étonnantes que les Etats-Unis, sous le premier mandat de Donald Trump (2017-2021), [étaient sortis de l'accord sur le nucléaire iranien](#), réimposant ainsi des sanctions sévères contre la République islamique. Cette décision avait fait chuter les

investissements étrangers en Iran et considérablement réduit les exportations de pétrole iranien, principale ressource financière de Téhéran. A l'époque, les Iraniens ont connu une détérioration de leur situation économique, [en particulier un taux d'inflation supérieur à 40 %](#). Sous la présidence de Joe Biden, les restrictions sur les exportations de pétrole iranien ont été assouplies, en partie dans l'espoir de relancer l'accord sur le nucléaire. Mais ces négociations n'ont pas abouti.

« Les relations sont houleuses »

En Iran, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche réveille également un mauvais souvenir : [l'assassinat, en 2020, de Ghassem Soleimani](#), le chef de la Force Al-Qods, une branche des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), responsable des opérations extraterritoriales de Téhéran, notamment au sein de l'« axe de la résistance ».

Ces derniers mois, les relations entre l'Iran et Donald Trump se sont encore davantage tendues, après que le candidat républicain a évoqué de « *grandes menaces* » contre sa propre vie, provenant, selon lui, de l'Iran. « *Si j'étais président, j'informerais le pays proférant des menaces, en l'occurrence l'Iran, que si vous faites quoi que ce soit pour nuire à cette personne, nous ferons détruire vos plus grandes villes et le*

pays lui-même », a-t-il déclaré, en septembre, lors d'un meeting en Caroline du Nord.

Si [l'élection, en juillet, du nouveau président iranien, Masoud Pezeshkian](#), soutenu par certains réformateurs, avait suscité quelque espoir quant à la possibilité de reprendre les négociations entre l'Occident et l'Iran, elle ne devrait pas avoir d'impact sur l'attitude du nouveau président américain. « *Entre Donald Trump et l'Iran, les relations sont houleuses*, explique Ali Vaez, spécialiste de l'Iran au centre de réflexion International Crisis Group. *Même si M. Trump décidait un jour de négocier avec Téhéran, personne, dans son entourage, ne partage cet objectif. Cela rend la tâche plus difficile pour les Iraniens s'ils cherchent à obtenir une détente.* »

« Ils ne peuvent pas avoir une arme nucléaire »

Au vu de la forte montée des tensions avec Israël, l'Iran pourrait riposter à tout moment [aux frappes israéliennes du 25 octobre sur son territoire](#), qui ont tué quatre soldats. Dans ce contexte, la nouvelle donne instaurée par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump est de très mauvais augure pour Téhéran. « *Trump ne cherche pas directement la guerre avec l'Iran, mais il laissera [le premier ministre israélien] Benjamin Netanyahu intensifier les opérations contre l'Iran, et celles-ci risquent*

donc d'être moins limitées et plus agressives », explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik), à Berlin. Quelques jours après [l'attaque lancée par la République islamique contre Israël, le 1^{er} octobre](#), impliquant une centaine de missiles balistiques, Donald Trump a conseillé à Israël de « *frapper d'abord le nucléaire et de s'inquiéter du reste plus tard* ».

En Iran, l'imprévisibilité de Donald Trump sème la confusion. Le 17 octobre, dans une interview avec le podcaster irano-américain Patrick Bet-David, le futur président a écarté l'idée de chercher un changement de régime en Iran, sans pour autant apaiser les inquiétudes des dirigeants du pays. « *Nous ne pouvons pas nous impliquer complètement là-dedans. Nous avons déjà du mal à nous gérer nous-mêmes. Soyons réalistes*, avait déclaré le candidat républicain. *J'aimerais voir l'Iran réussir. La seule chose, c'est qu'ils ne peuvent pas avoir une arme nucléaire.* »

A Washington, les noms évoqués pour occuper des responsabilités autour de Donald Trump annoncent des jours difficiles pour Téhéran. Parmi eux figure celui de l'ancien secrétaire d'Etat Mike Pompeo, fervent partisan d'un changement de régime en Iran, dont le nom circule pour devenir secrétaire de la dé-

fense. « Il existe une compréhension commune entre l'équipe de Trump et Israël : l'Iran est dans une situation particulièrement fragile. Dans certains cercles en Israël et aux Etats-Unis, on envisage l'idée d'armer les minorités en Iran et de pousser le pays vers une guerre civile, comme en Syrie, au Yémen et en Libye, afin de transformer l'Iran

en un Etat défaillant, soutient M. Vaez. Même si cela ne se produit pas, le chaos serait tel que l'Iran serait contraint de se concentrer sur ses problèmes internes, plutôt que sur ses activités extérieures. »

Depuis l'annonce de l'élection de Donald Trump, il est hors de question, pour l'Iran, de

laisser transparaître la moindre faiblesse. Le 6 novembre, sans réagir directement au retour au pouvoir du républicain, le chef adjoint des gardiens de la révolution, Ali Fadavi, s'est montré menaçant. « Les sionistes [les Israéliens, selon la terminologie officielle en Iran] n'ont pas le pouvoir de nous affronter et doivent attendre notre ré-

ponse. Nos dépôts sont suffisamment armés pour cela », a-t-il déclaré, en référence aux ripostes iraniennes attendues à la suite des frappes israéliennes du 25 octobre. Selon lui, l'Iran n'a pas non plus exclu une frappe préventive américano-israélienne pour empêcher toute riposte iranienne contre Israël.

Le Monde

avec AFP
09 novembre 2024

Etats-Unis : un « agent de l'Iran » inculpé pour un projet d'assassinat de Donald Trump

Selon le ministère de la justice, ce plan a été directement commandité par les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, pour venger l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani dans une frappe de Washington en Irak en 2020.

Les autorités judiciaires américaines ont annoncé, vendredi 8 novembre, l'inculpation d'un « agent de l'Iran » accusé d'avoir reçu l'ordre de Téhéran d'organiser des projets d'assassinat aux Etats-Unis visant notamment Donald Trump.

Farhad Shakeri, un Afghan de 51 ans résidant en Iran après avoir purgé quatorze ans de prison aux Etats-Unis pour braquage, est accusé d'avoir recruté des criminels de droit commun pour le compte des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, selon des documents judiciaires.

« Peu d'acteurs dans le monde représentent une aussi grave menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis que l'Iran », a déclaré le ministre de la justice, Merrick Garland,

dans un communiqué de ses services. « Cet agent du régime iranien a été chargé par le régime de diriger un réseau de complices criminels pour mener à bien les projets d'assassinat de l'Iran contre ses cibles, y compris le président élu Donald Trump », a-t-il ajouté.

Un plan d'assassinat en octobre ou après l'élection du 5 novembre

Ces conclusions se fondent sur des entretiens téléphoniques entre des agents de la police fédérale américaine (FBI) et Farhad Shakeri, qui souhaitait ainsi obtenir une réduction de peine pour une personne incarcérée aux Etats-Unis, selon l'accusation.

Au cours de ces entretiens, qui se sont déroulés entre le 30 septembre et jeudi, il a notamment affirmé avoir reçu

en septembre instruction d'un haut responsable des gardiens de la révolution de « se concentrer sur la surveillance et à terme l'assassinat de l'ex-président Donald Trump », selon ces documents.

Ce responsable lui a demandé, le 7 octobre, de lui présenter dans les sept jours un plan d'assassinat, lui expliquant qu'au-delà de cette échéance, le projet serait reporté après l'élection du 5 novembre, considérant que Donald Trump la perdrait et qu'il serait donc plus facile de le cibler ensuite, selon les mêmes sources.

La République islamique nourrit depuis des années une volonté de représailles à la mort du général des gardiens de la révolution Qassem Soleimani, tué le 3 janvier 2020 en Irak dans une frappe de drone ordonnée par Donald

Trump lors de son premier mandat, rappelle le ministère de la justice.

L'Iran a réfuté, samedi, ces accusations. « Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Esmail Baghaï, considère comme totalement infondées et rejette les allégations selon lesquelles l'Iran est impliqué dans une tentative d'assassinat visant d'anciens ou d'actuels responsables américains », dit un communiqué publié par la diplomatie iranienne.

Une dissidente irano-américaine visée également

Deux Américains ont également été arrêtés jeudi dans cette affaire – Carlisle Rivera, 49 ans, et Jonathan Loadholt, 36 ans –, tous deux résidents de la ville de New York, et inculpés pour avoir planifié l'assassinat d'une journaliste

américaine d'origine iranienne très critique de la République islamique. Cette dernière, identifiée comme « *victime numéro 1* », n'est pas désignée nommément mais décrite comme ayant déjà été la cible de tentatives d'assassinat ou d'enlèvement commanditées par Téhéran, ce qui correspond à la jour-

naliste et dissidente irano-américaine Masih Alinejad.

Les documents judiciaires font état de plans de surveillance de la « *victime numéro 1* » lors d'une conférence prévue le 15 février 2024 à l'université de Fairfield, dans le Connecticut.

Dans une vidéo diffusée vendredi sur les réseaux sociaux, Masih Alinejad confirme qu'il s'agit d'elle et qu'elle était l'une des oratrices de cette conférence, finalement annulée. Elle précise avoir été informée le 15 février par des agents du FBI d'une « *menace imminente* » la visant.

En octobre, la justice américaine a engagé des poursuites contre quatre Iraniens, dont un général des gardiens de la révolution, pour avoir commandité un projet d'assassinat de Masih Alinejad à New York en 2022. La cible n'était pas identifiée mais Masih Alinejad avait confirmé que c'était elle.

The New York Times

Nov. 11, 2024

Iran Debates Whether It Could Make a Deal With Trump

Some in Iran's new, more moderate government think the result of the presidential election provides an opportunity to make a lasting deal with the United States.

President Donald J. Trump pulled out of the 2015 nuclear pact between Iran and world powers, imposed tough economic sanctions on Iran and ordered the killing of its top general. And Iran, [federal prosecutors said on Friday](#), plotted to assassinate Mr. Trump before November's election.

Yet despite that charged history, many former officials, pundits and newspaper editorials in Iran have openly called for the government to engage with Mr. Trump in the week since his re-election. Shargh, the main reformist daily newspaper, said in a front-page editorial that Iran's new, more moderate president, Masoud Pezeshkian, must "avoid past mistakes and assume a pragmatic and multidimensional policy."

And many in Mr. Pezeshkian's government agree, according to five Iranian officials who asked that their names not be published because they were not authorized to discuss government policy.

They say Mr. Trump loves to make deals where others have failed, and that his outsize dominance in the Republican Party could give any potential agreement more staying power. That might give an opening for some kind of lasting deal with the United States, they argue.

"Do not lose this historic opportunity for change in Iran-U.S. relations," wrote a prominent politician and former political adviser to Iran's government, Hamid Aboutalebi, [in an open letter to Iran's president](#). He advised Mr. Pezeshkian to congratulate Mr. Trump on winning the election and set a new tone for a pragmatic and forward-looking policy.

President Masoud Pezeshkian in Tehran in September. Some in Mr. Pezeshkian's government are calling on him to engage President-elect Donald J. Trump. Arash Khamooshi for The New York Times

Still, critical decisions in Iran are made by the supreme

leader, Ayatollah Ali Khamenei, and he banned negotiations with Mr. Trump during his first term. In Iran's factional politics, even if Mr. Pezeshkian wanted to negotiate with Mr. Trump, he would have to get Ayatollah Khamenei's approval.

And many conservatives, including some in the powerful Revolutionary Guards Corps, oppose any engagement with Mr. Trump. The U.S. Justice Department has said that Iran's Revolutionary Guards Corps hacked Mr. Trump's campaign computers and [spread disinformation online](#) in an attempt to influence the presidential election. On Friday, [federal prosecutors in Manhattan revealed an effort by Iran](#) to assassinate Mr. Trump.

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, called those charges a "fabricated" scenario in a [post on X](#) on Saturday. He said Iran respected the American people's choice in electing their president and that the path forward for Iran

and the U.S. begins with mutual "respect" and "confidence building."

Reza Salehi, a conservative analyst in Tehran close to the country's hard-line political faction, said in an interview that negotiation with Mr. Trump would be politically challenging for Iran's new government. Conservatives have already voiced their disapproval, saying any engagement would be a betrayal of Gen. Qasim Suleimani, whose assassination Mr. Trump ordered in 2020.

Hamshahri, a conservative newspaper run by Tehran's municipal government, ran front page photos of Mr. Trump in an orange jumpsuit and handcuffs with the headline: "The return of the killer." Still, even Mr. Salehi said: "I'm going to go against this position and say that Trump will benefit Iran compared to his predecessor." He added: "He is into making deals; he is into ending wars and against starting new ones."

Even those who want to engage with Mr. Trump say that the country's foreign policy for a Trump era will largely depend on how Mr. Trump approaches Iran and the Middle East, as well as who he selects for his administration, according to the five officials. Mr. Trump recently said that he does not seek to harm Iran, and his main demand was that the country not develop nuclear weapons. But at another point during the campaign, he appeared to give Israel a green light to bomb Iran's nuclear sites. He said that Israel should "hit the nuclear first and worry about the rest later."

And on Sunday in a video statement, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu said that he had spoken to Mr. Trump and "we see eye-to-eye on the Iranian threat in all its aspects, and on the dangers they reflect."

Brian Hook, who served as a representative for Iran during the first Trump administration, [told CNN on Thursday](#) that Mr. Trump "has no interest in regime change," but he also "understands that the chief driver of instability in the Middle East is the Iranian regime."

One of the first decisions that Iran must make is whether to follow through on promises to launch a massive revenge attack on Israel. Last month, [Israel struck missile bases and air defense systems](#) around Iran's critical energy sites after Tehran launched a wave of ballistic missiles at Israel to avenge the killing of several senior commanders and top regional allies.

Mr. Trump has been a staunch supporter of Israel. A potential war between Iran and Israel could quickly es-

calate tensions with an incoming Trump administration and derail any chances of better relations.

The five Iranian officials said that many of Mr. Trump's stated foreign policy goals — ending the wars in Gaza and Lebanon, ending the war in Ukraine and an "America First" agenda — appeal to Iran.

Ending the wars in Gaza and Lebanon could help avert a wider war between Israel and Iran, which supports Hamas in Gaza and Hezbollah in Lebanon. Ending the war in Ukraine could take pressure off Iran for supplying weapons to Russia. And Mr. Trump's domestic policy could mean less interest in other countries' affairs.

A billboard in Tehran this month reading, in Persian, "America is the great Satan" and, in Hebrew, "America will throw you away like used toilet paper." Arash Khamooshi for The New York Times

Mohammad Javad Zarif, the former foreign minister and current vice president for strategic affairs in Iran, said in a statement on X that he hoped Mr. Trump and Vice President-elect JD Vance would "stand against war as pledged, and will heed the clear lesson given by the American electorate to end wars and prevent new ones."

Mohammad Ali Abtahi, a former vice president, said in an interview from Tehran that his advice would be "to turn the threat of Trump into a good opportunity and start active diplomacy."

"Trump likes to take personal credit for resolving a crisis, and one of the main crises now is the one between Iran and the America," he said.

Two competing strategies are being discussed in Iran's policy circles, Mr. Abtahi said. One calls for Iran to proceed defiantly and strengthen its proxy militias in the Middle East to deter the United States and Israel. The other calls for negotiating with Mr. Trump, which is gaining traction among some conservatives, largely because they don't see an alternative for resolving Iran's economic problems.

For more than two decades, Iran's diplomacy with the United States has been predicated on the American political party in office, loosely centered on the idea that Republicans are more hostile to diplomacy while Democrats are more open to it.

Iran refused to engage with Mr. Trump after he imposed a "maximum pressure" campaign against Tehran during his first term. The country bided its time, hoping that the next Democratic administration would lift sanctions and return to the nuclear deal that Mr. Trump had abandoned.

Those moves never materialized. The Biden administration and Iran never returned to the deal, and sanctions remained in place.

A wall by the road outside Baghdad's international airport, where a U.S. drone strike killed Maj. Gen. Qassim Suleimani, a senior Iranian general, in 2020. Sergey Ponomarev for The New York Times

The five Iranian officials familiar with Iran's foreign policy planning, two of them from the foreign ministry, said the country's experience with the Biden administration was frustrating and led many to conclude that a deal with a Republican administration

would yield longer lasting results.

The two officials from the foreign ministry said that Iran has been preparing for a potential Trump presidency for months, with the ministry creating an informal working group on the topic as far back as March.

Mr. Pezeshkian has acknowledged that any hope for economic relief is tied to improving relations with the West.

"For us, it does not matter who has won the election in America because we rely on our own internal strength," Mr. Pezeshkian said on Wednesday, according to Iranian media reports. At the same time, "we will not have a limited and closed outlook in developing our relations with countries," he added.

Analysts in Iran and the United States said that Mr. Trump would most likely require Iran to stop arming and funding the militant groups fighting Israel as part of any deal to lift sanctions. Ayatollah Khamenei, the supreme leader, has repeatedly said that Iran's support for those groups will continue.

Rahman Ghahremanpour, an analyst in Tehran, said Iran does not have many options. Maintaining the status quo for another four years is not tenable. The economy is tanking under sanctions and mismanagement, inflation is skyrocketing and domestic discontent remains high.

"We do not want more sanctions and more instability," Mr. Ghahremanpour said. "But at the same time, a comprehensive deal with Trump has to give us some wiggle room to save face domestically and justify it. That will be the big challenge."

Le Monde

avec AFP
12 novembre 2024

Les Etats-Unis frappent des cibles liées à l'Iran en Syrie

Le Pentagone n'a pas précisé quels groupes étaient visés ni fait état de victimes. Ces attaques ont tué quatre membres de groupes liés à l'Iran, lundi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les forces américaines ont mené, lundi 11 novembre, des frappes contre neuf cibles liées à des groupes soutenus par l'Iran en Syrie en réponse aux attaques contre les troupes de Washington dans le pays, a annoncé le Pentagone.

« Ces frappes diminueront la capacité de [ces] groupes à

planifier et lancer des attaques contre les forces américaines et celles de la coalition », a déclaré le Pentagone, faisant référence à la coalition internationale contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI) déployée en Syrie.

Le Pentagone n'a pas précisé quels groupes étaient visés ni fait état de victimes.

Des cellules djihadistes toujours actives

Mais selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ces raids ont tué quatre membres de groupes liés à l'Iran.

Les Etats-Unis ont déployé environ 2 500 soldats en Irak et 900 en Syrie dans le cadre d'une coalition internationale

créée en 2014 pour combattre l'EI, qui avait pris le contrôle de pans entiers des territoires syrien et irakien avant d'être défaite en 2019.

Mais des cellules djihadistes restent actives, particulièrement dans les zones rurales et reculées, hors des grandes villes.



Anne Andlauer
12 novembre 2024

Turquie: inquiétudes autour de la loi sur les « agents d'influence » examinée par le Parlement

En Turquie, les députés entament ce mercredi 13 novembre l'examen d'une proposition de loi sur l'espionnage qui inquiète beaucoup les défenseurs des droits, les journalistes et d'autres acteurs de la société civile. Surnommée « loi sur les agents d'influence », elle rappelle des textes semblables adoptés en Russie, en Géorgie, en Hongrie et ailleurs pour s'attaquer aux voix critiques. Jusqu'à sept ans de prison : ce sera la peine encourue par

ceux que la justice turque accuse d'avoir agi au nom d'intérêts étrangers.

Dans la loi proposée, l'espionnage est redéfini pour inclure ceux qui « commettent un crime contre la sécurité de l'État ou ses intérêts politiques intérieurs ou extérieurs conformément aux intérêts stratégiques ou aux instructions d'un État étranger ou d'une organisation étrangère ». **Les craintes de ceux qui critiquent le pouvoir** Journalistes, universitaires,

défenseurs des droits humains... Tous ceux qui critiquent le pouvoir redoutent d'être la cible de cette loi très imprécise, y compris les **ONG** internationales comme Human Rights Watch.

« Cette loi donne une énorme marge de manœuvre pour poursuivre n'importe qui, sans spécifier ce qui relève du crime en question », alerte Emma Sinclair-Webb, directrice de Human Rights Watch en **Turquie**. « Les autorités semblent vouloir s'équiper de pouvoirs

encore plus grands pour s'en prendre à des ONG, à des individus, à des articles qui les critiquent et qu'ils considèrent comme agissant contre leurs intérêts. Et ils trouvent le moyen d'y parvenir en calomniant les groupes critiques et les journalistes, qui se retrouvent qualifiés d'espions. »

Le président Erdogan dispose au Parlement d'une majorité suffisante pour adopter le texte en l'état.



13 novembre 2024

Quand la pression du voile pousse des lycéennes iraniennes au suicide

Elle s'appelait Arezou Khavari. La jeune lycéenne de Téhéran a mis fin à ses jours le 3 novembre, en se jetant du toit d'un immeuble de la capitale iranienne. Un geste de désespoir après avoir été brimée par les responsables de son établissement scolaire pour «tenue inappropriée».

Depuis plusieurs jours, la lycéenne de 16 ans faisait l'objet de pression de la part de son école, le lycée Kosar de Shahr-e-Rey situé au sud de Téhéran, confie son père au [quotidien Shargh](#). Il lui avait été reproché notamment de rire trop fort, de danser, d'avoir porté un jean et enlevé brièvement son foulard lors d'une sortie scolaire.

«Apparemment, le directeur de l'école était en colère. Le lendemain, elle est allée à l'école en uniforme, mais le directeur ne l'a pas laissée entrer dans la salle de classe, en guise de punition (...) Lorsqu'ils ont refusé de la laisser entrer en classe, elle a quitté l'école et s'est rendue dans un bâtiment voisin, du toit duquel elle a sauté», raconte le père endeuillé, qui affirme avoir déposé une plainte contre le directeur du lycée. D'après Shargh, les responsables locaux du ministère de l'Éducation ont indiqué dans un communiqué vouloir enquêter sur le suicide de la jeune fille.

De nationalité afghane, Arezou Khavari risquait - si elle était exclue de son lycée - de ne plus pouvoir s'inscrire dans un autre établissement scolaire iranien. Les ressortissants afghans en Iran, y compris les enfants, font l'objet de [discriminations fréquentes](#) entravant leur [accès à l'éducation](#), au logement, ou encore aux soins de santé.

La photo d'Arezou Khavari, dont on distingue la silhouette en uniforme d'écolière sur le toit d'un immeuble de Téhéran, peu avant de se jeter dans le vide, a fait le tour du monde. Elle raconte cette détresse qui touche nombre de jeunes femmes en Iran.

Pour afficher ce contenu Instagram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

À quelques jours d'intervalle, une autre adolescente s'est suicidée, cette fois à Kazerun, dans le sud de l'Iran. C'est un syndicat enseignant qui a donné l'alerte, rapporte [la rédaction persane de VOA](#). Aynaz Karimi aimait porter du vernis à ongle et se teindre les cheveux, ce qui lui a valu d'être convoquée et exclue par le directeur de son lycée. «Selon ses camarades, le directeur ne l'a pas laissée rentrer en classe ni retourner chez elle jusqu'à la fin de la journée», rapporte VOA. Après cela, la jeune fille serait rentrée chez elle sans dire un mot et se serait pendue avec une écharpe dans le débarras de la maison familiale. D'après le syndicat enseignant, son suicide est lié aux pressions et humiliations subies au sein de l'école.

Pour afficher ce contenu Instagram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une pression accrue sur les élèves

Selon le quotidien [Shargh](#), après l'élection d'Ebrahim Raïssi en 2021, de nombreux directeurs d'établissements scolaires ont été remplacés par des personnes

choisies pour «leur fidélité aux lignes directrices» du gouvernement ultraconservateur d'alors, exerçant une pression accrue sur les élèves pour qu'elles respectent le code vestimentaire.

«Nos jeunes sont pressurisées dans les écoles, elles vivent dans une cocotte-minute», raconte Farnaz, qui vit à Téhéran. «Notre génération était 'servile' et nous avons appris à ne plus nous questionner. Les jeunes filles d'aujourd'hui ne se laissent plus faire, elles veulent se battre pour leurs droits et font face à un mur», ajoute la quadragénaire.

Les morts d'Arezou Khavari et d'Aynaz Karimi interviennent quelques jours à peine après l'arrestation brutale d'une iranienne de 30 ans dont la vidéo en sous-vêtements devant la prestigieuse université Azad de Téhéran est devenue virale.

Bravant tous les interdits, [cette étudiante s'était déshabillée sur le campus](#) pour protester contre le harcèlement des agents de sécurité qui lui reprochaient de ne pas respecter le strict code vestimentaire islamique. Après son arrestation le 2 novembre, elle a été «transférée dans un centre de soins spécialisés», a annoncé l'ambassade iranienne à Paris dans un communiqué le 6 novembre.

«Personne n'est jamais allé aussi loin, qui plus est dans une université ! C'est génial ce qu'elle a fait», salue Farnaz. «Je la comprends tellement. Notre quotidien est de plus en plus compliqué et ils nous mettent des bâtons dans les roues à tous les niveaux. Nous sommes des volcans au bord

de l'éruption», résume-t-elle.

Des Iraniennes de plus en plus intransigeantes

Depuis la mort de [Mahsa Amini](#) en septembre 2022 et la répression qui s'en est suivie, Farnaz refuse de sortir de chez elle la tête couverte. «Je le dois à toutes celles qui ont été tuées pour avoir protesté», affirme-t-elle. «Hier un taxi a refusé de me faire monter dans son véhicule sans le voile, il m'a demandé de le porter au moins pour le trajet avec lui parce qu'il avait peur des représailles. Je lui ai dit que je n'en portais plus et que de toute façon je n'en avais pas dans mon sac – ce qui est vrai. Je refuse d'en prendre un car je serai tentée de le mettre quand je croise la police. Je ne veux plus».

Comme d'autres amies, Farnaz dit assumer ce choix jusqu'au bout. Sa vie a changé depuis deux ans. Elle ne fréquente plus certains quartiers trop quadrillés par la police des mœurs et refuse de travailler dans une entreprise qui n'accepterait pas les femmes non voilées. «J'envoie mon CV avec ma photo tête nue. J'ai même passé des entretiens où je me suis rendue telle que je suis. Malheureusement pour le moment je n'ai rien trouvé», regrette-t-elle.

Son histoire témoigne de l'intransigeance des femmes iraniennes face à un durcissement des politiques sécuritaires. Depuis avril 2024, les autorités ont intensifié leurs mesures répressives via le plan «Noor», imposant des sanctions plus sévères pour les femmes qui refusent de porter le voile obligatoire. Ces sanctions

incluent des amendes exorbitantes, des peines de prison prolongées, des restrictions sur l'accès au travail et à l'éducation, ainsi que des interdictions de voyage.

«Le sort des femmes en Iran n'a connu aucune évolution depuis le mouvement Femmes Liberté. Au contraire, il y a une progressive aggravation à travers de nouvelles contraintes», explique Jonathan Piron, historien spécialiste de l'Iran pour le centre de recherche Etopia à Bruxelles. «À cela s'ajoute la crise économique qui les touchent de plein fouet avec 61 % des Iraniennes diplômées qui ne trouvent plus de travail».

«Je m'inquiète pour elle car on ignore dans quel état elle se trouve»

Quelques jours après l'arrestation de l'Iranienne qui s'était déshabillée devant l'université Azad de Téhéran, le ministre iranien des Sciences, de la Recherche et des Technologies, Hossein Si-maei, a qualifié mercredi d'«immoral» le comportement de la jeune femme.

L'ambassade iranienne à Paris a affirmé dans son communiqué que «l'étudiante en question souffre d'une fragilité psychologique et a été transférée en ambulance des services d'urgence sociale à un centre de soins spécialisés».

Mais la version officielle sur l'arrestation de cette jeune femme peine à convaincre. Pour Neda*, jointe par téléphone à Téhéran, «ce geste n'est pas un acte de folie, c'est un acte de bravoure, teinté de colère et de détresse». «Je m'inquiète pour elle car on ignore dans quel état elle se trouve et quelles sont ses conditions de détentions», s'alarme cette Iranienne de 40 ans, qui porte le foulard islamique par conviction au quotidien tout en soutenant le mouvement Femme, vie, liberté.

Des craintes justifiées si l'on en croit [Amnesty International](#) qui a fait état, le 5 novembre, sur X, «d'informations alarmantes» sur son transfèrement en hôpital psy-

chiatric. L'ONG dit avoir documenté par le passé «des actes de tortures dans les hôpitaux psychiatriques en Iran, tels que l'administration forcée de substances chimiques et des chocs électriques. Elle a appelé les autorités iraniennes à sa libération.

Le chef de la diplomatie française, [Jean-Noël Barrot](#), qui a salué «le courage» de l'étudiante, la qualifiant d'«icône pour le combat des femmes en Iran, pour le combat des femmes partout où leurs droits sont menacés», a assuré que Paris «suivait attentivement» son cas.

* Les prénoms ont été modifiés pour préserver la sécurité des personnes interrogées.



13 novembre 2024

Iran: le journaliste et militant des droits de l'homme Kianoush Sanjari retrouvé mort

Kianoush Sanjari, ancien journaliste iranien pour Voice of America, militant des droits de l'homme et ancien prisonnier politique se serait suicidé, a-t-on appris ce 23 novembre, pour protester «contre la dictature de Khamenei».

C'est à travers un message diffusé sur le réseau social X que Kianoush Sanjari explique son geste. «Si Fatemeh Sephari, Nasreen Shakarami Tomaj Salehi et Arsham Rezaei ne sont pas libérés de prison d'ici 19 heures aujourd'hui, mercredi 13 novembre 2024, et que la nouvelle de leur libération n'est pas publiée sur le site d'information judiciaire, je mettrai fin à ma vie en protestation contre la

dictature de Khamenei et de ses proches», peut-on lire sur le réseau social.

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

La raison évoquée est pour protester contre les conditions de détention des prisonniers politiques de la République islamique. «Personne ne devrait être emprisonné pour avoir exprimé ses opinions. La protestation est le droit de tout citoyen iranien.» Sa mort a été confirmée par des militants civils et des journalistes iraniens, [indique le média Voice of America](#).

De militant étudiant à blogueur en exil

Né le 12 septembre 1982 à Téhéran, Kianoush Sanjari a été porte-parole du Front uni des étudiants en [Iran](#). Il a été porte-parole du Comité des journalistes des droits de l'homme et membre du Front démocratique d'Iran jusqu'à sa mort. Il était également blogueur et membre de l'Association des blogueurs iraniens et couvrait l'actualité relative aux prisonniers politiques iraniens sur son blog en anglais. Ses articles documentaient notamment les conditions difficiles des prisonniers politiques, le comportement violents des agents de sécurité et d'autres violations des droits de l'homme.

Kianoush Sanjari a été arrêté pour la première fois à l'âge de 17 ans par les autorités iraniennes lors d'une manifestation étudiante et a passé plusieurs mois à l'isolement. Il a passé plusieurs années dans la prison d'Evin de Téhéran, avant de quitter le pays en 2005 après avoir subi de lourdes pressions. Il a d'abord cherché refuge au Kurdistan irakien, puis a été transféré en Norvège avec l'aide d'Amnesty International. Il a ensuite immigré aux [États-Unis](#) et a poursuivi ses activités de blogueur et de journaliste en exil, relate Voice of America.

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Emprisonnement et internement en unité psychiatrique

C'est en 2016 qu'il revient au pays pour s'occuper de sa mère, dont la santé décline en raison de son âge, mais il est arrêté par les autorités et condamné à 11 ans de prison. Après trois ans derrière les barreaux, il est transféré en hôpital psychiatrique. Il a qualifié son internement comme le moment le plus « douloureux de sa vie ».

« Un jour, ils m'ont menotté, m'ont mis dans une voiture et m'ont transféré, sous surveillance, à l'hôpital psychiatrique d'Aminabad, aussi connu sous le nom de Razi. Ils m'ont emmené directement dans le service, et deux soldats montaient la garde près de moi. La nuit, l'infirmière m'a injecté quelque chose qui, pour ainsi dire, m'a paralysé la mâchoire. Je suis tombé inconscient après l'injection, et le matin, en me réveillant, j'ai vu que mes mains et mes pieds étaient enchaînés au lit

», a-t-il déclaré. Parmi les autres sévices subits, il a expliqué avoir été électrocuté à de nombreuses reprises.

Pour afficher ce contenu, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

En 2022, il parvient à quitter

à nouveau l'Iran après plusieurs années d'emprisonnement et d'interdiction de sortir. Cependant, peu de temps après, il rentre de nouveau au pays pour poursuivre ses activités en faveur des droits de l'homme.

En Iran, plus de 100 journalistes ont été enfermés ou poursuivis en justice depuis septembre 2022, date du début du mouvement de protestation « Femme, vie, liberté », selon Reporters sans frontières.



Céline Pierre-Magnani
13 novembre 2024

En Turquie : le scandale du « gang des nouveau-nés » donne la nausée : « Que s'est-il exactement passé pendant ces jours en soins intensifs ? »

La privatisation du secteur de la santé est pointée du doigt dans une affaire de trafic de nourrissons qui aurait causé la mort de plus d'une dizaine d'entre eux.

La privatisation du secteur de la santé est pointée du doigt dans une affaire de trafic de nourrissons qui aurait causé la mort de plus d'une dizaine d'entre eux.

Inhumain, monstrueux, sordide... les mots manquent pour qualifier l'horreur qui a saisi les Turcs à la découverte des détails de l'affaire du « gang des nouveau-nés », révélée mi-octobre. Depuis le 17 octobre, la population découvre avec stupeur l'existence d'un réseau criminel actif dans une vingtaine d'hôpitaux publics et privés dans

les villes d'Istanbul (16 millions d'habitants) et de Tekirdag (1 million d'habitants), en Thrace à l'ouest du pays.

Une quarantaine de soignants – médecins, infirmiers et brancardiers – sont accusés d'avoir organisé un trafic de nourrissons afin d'extorquer un maximum d'argent au système de sécurité social (SGK) et aux familles. Au moins dix nourrissons auraient trouvé la mort lors de ces trafics, mais la médiatisation de l'affaire fait remonter de nouveaux cas, et le bilan pourrait s'alourdir.

De faux diagnostics présen-

tés aux parents

« Que s'est-il exactement passé pendant ces jours en soins intensifs ? Pourquoi la commission disciplinaire a-t-elle finalement classé le dossier ? Est-ce que le fait qu'un ministre soit impliqué a contribué à brouiller les responsabilités ? » ne cesse de se demander Sibel Kösal, 41 ans, qui a perdu un enfant en 2017 dans l'un des hôpitaux impliqués dans ce réseau. Depuis la médiatisation de l'affaire, cette maman a perdu le sommeil, les interrogations autour des circonstances de la mort de sa petite fille sont devenues une obsession. Il y a sept ans,

cette femme au foyer a été transférée à l'hôpital privé d'Avclar (arrondissement de la rive européenne d'Istanbul, NdlR) pour un accouchement par césarienne qui s'annonçait sans complications. « J'avais été très prudente pendant la grossesse, tous les suivis avaient été faits, le bébé était en pleine forme », se souvient-elle.

Les heures qui ont suivi vont se transformer en cauchemar. Alors qu'elle attend son nouveau-né, une petite fille baptisée Zeynep, l'équipe médicale l'informe que l'enfant a été transférée en unité de

soins intensifs. Les mots des soignants se veulent rassurants, mais les heures d'attente vont vite devenir insupportables. «*On a fini par recevoir un coup de téléphone de la direction. Mon mari a été convoqué et quand il est revenu, il m'a annoncé que notre petite fille était décédée suite à une infection pulmonaire*», relate Sibel, d'une voix fébrile.

Avec la complicité des standardistes du service d'urgence 112, les médecins présentaient de faux diagnostics aux familles en détresse pour justifier le transfert des nouveau-nés vers des unités néonatales d'hôpitaux privés qu'ils louaient. Le maintien des enfants en soins intensifs rapportait à cette filière criminelle 8

000 livres turques par jour (soit environ 216 euros), rapporte la chaîne d'information CNN Türk. Les témoignages mettent en lumière des pratiques uniquement orientées par l'appât du gain, sans la moindre considération pour le serment d'Hippocrate.

D'autres réseaux similaires ?

L'existence de ce réseau a été dénoncée aux autorités dans un message détaillé posté sur l'interface gouvernementale CIMER (un site gouvernemental sur lequel les citoyens peuvent poser directement des questions ou dénoncer des faits répréhensibles), le 27 mars 2023, justifiant le déclenchement d'une enquête. Le rapport de l'Ins-

pection du Ministère de la Santé a depuis lors fait état de quarante-sept accusés, dont vingt-deux ont été arrêtés. Dans le chef d'accusation de 1400 pages daté du 17 octobre 2024, les protagonistes de l'affaire – les médecins Firat Sari et Ilker Gönen – sont accusés d'«homicide volontaire par négligence», «délit d'initié», «création d'une organisation criminelle» et de «falsification de documents officiels». Ils encourent jusqu'à 177 ans et 6 mois à 582 ans et 9 mois d'emprisonnement.

L'affaire du «gang des nouveau-nés» à peine révélée, d'autres dossiers refont surface. Sur la chaîne d'information du quotidien Sözcü, le journaliste Fatih Ergin a ainsi affirmé qu'un réseau si-

miltaire systématisait – sans motif médical – les transferts vers des unités de dialyse chez des patients âgés.

Les organisations professionnelles de la santé pointent du doigt la privatisation à outrance du secteur de la santé ces dernières années. «*Pour nous, ces crimes ne relèvent pas uniquement de l'administratif et du droit*», a écrit la chambre des médecins d'Istanbul dans un communiqué publié mi-octobre. «*C'est la conséquence de la transformation des établissements de santé en société commerciale, des patients en clients, et de la vision de la santé comme une marchandise*.» La première audience du procès se tiendra le 18 novembre.



Nov 13, 2024

Erdogan still 'hopeful' about Assad for Ankara-Damascus rapprochement

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's President Recep Tayyip Erdogan on Wednesday said that he is still "hopeful" about Syrian President Bashar al-Assad for a potential Ankara-Damascus rapprochement.

"I am still hopeful about Assad. I still hope we can come together and put Syria-Turkey relations back on track, God willing," Erdogan told reporters on his flight back to Turkey from Azerbaijan after attending the COP29 climate summit.

"We have extended our hand to the Syrian side for normalization. We believe that this

normalization will open the door to peace and stability in Syrian territories," Erdogan said.

Erdogan was one of the harshest critics of Assad and throughout the Syrian conflict. Turkey has supported rebel forces, including those with links to al-Qaeda and other extremist groups. Turkey has also launched repeated incursions into Syrian territory, most notably against the Kurds in Afrin in 2018, and continues to occupy large swathes of the country's north.

The Turkish president said in July that he might invite his long-time foe Assad to Tur-

key, a month after Assad said he was open "to all initiatives related to the relationship between Syria and Turkey, which are based on the sovereignty of the Syrian state over its entire territory."

Erdogan said that neither Ankara was threatening Syria's territorial integrity, nor the Syrian refugees scattered around the world, but accused the Kurdish forces, mainly the People's Protection Units (YPG) of being a threat to the territorial integrity of Syria. Turkey accuses the YPG of being the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"Assad must recognize this and take steps to foster a new climate in his country and take ownership of it," Erdogan said.

Despite Erdogan's calls for a rapprochement, Assad, who is backed by Iran and its proxies, has repeatedly preconditioned any potential rapprochement on the full withdrawal of Turkish troops from Syria, a prerequisite that Turkey rejects.

The possible rapprochement between the two neighbors sparked riots in the rebel-held northwest Syria, as protesters attacked Turkish-backed factions and Turkish troops in the

area in September. However, the anti-rapprochement sentiment is not shared by authorities in the northwest.

On Tuesday, Ahmed Toma, the leader of the Syrian opposition stated his support for

the rapprochement if it leads to resolving the Syrian crisis.

"If the approach (between Syria and Turkey) leads to the finding of a resolution in Syria, we certainly support it," he said.

Syrians rose up against Assad's regime in March 2011, leading to a full-scale civil war that has claimed the lives of hundreds of thousands of people and has left millions more in need of dire humanitarian assistance.

Over 13 million Syrians, half the country's pre-war population, have been displaced since the start of the civil war, more than six million of which are refugees who have fled the war-torn country, according to UN figures.

Le Monde

Nicolas Bourcier
13 novembre 2024

A Istanbul, un bout de trottoir « où se joue la démocratie turque »

Des citoyens du district d'Esenyurt se réunissent devant la mairie pour protester contre la destitution du maire et la nomination d'un « kayyum », un fonctionnaire d'Etat qui a dissous le conseil municipal.

La voix est forte. La rage au cœur, le verbe ardent. Derrière le visage, usé de mille rides, les mains calleuses tendues vers les forces de l'ordre, impétueux et inconsolable, Bayram s'époumone à crier à la « trahison » et à l'« injustice ».

A 63 ans, ce père de cinq enfants, un modeste retraité, ancien porteur de rue – un *hamal* en turc – dans différents quartiers d'Istanbul, est ici, devant le bâtiment de la municipalité d'Esenyurt, pour protester contre l'arrestation, le 30 octobre, du maire de cet arrondissement populaire et périphérique de la mégapole, la plus grande circonscription électorale du pays avec son million d'habitants. Cinq jours qu'il vient ainsi battre le pavé dans son petit costume bleu nuit, élimé, simple mais digne, comme un ultime vestige d'une Turquie d'autrefois.

Bayram est en colère parce que son édile, Ahmet Özer – « *un homme de sciences, vous imaginez !* » – **a été destitué en raison de liens supposés avec une organisation terroriste**. « *C'est un politicien de longue date, une personnalité publique d'origine kurde respectée par tous, affirme-t-il. Toute cette accusation est du baratin, la tarte à la crème lorsque le pouvoir veut se débarrasser d'un adversaire.* » Il y a dans sa voix un mélange de certitude et d'appel au bon sens : « *S'il est à ce point coupable, comment se fait-il qu'il ait pu ainsi participer aux élections sans que les autorités n'y trouvent à redire ?* »

Elu en mars, lors du scrutin municipal qui a consacré une victoire historique de l'opposition, M. Özer, candidat du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), a battu d'une très large avance son adversaire du Parti de la justice

et du développement, l'AKP, fondé par Recep Tayyip Erdogan, à la tête du pays depuis plus de vingt ans.

Le petit bout d'homme se redresse et reprend sa respiration. « *Je suis profondément attaché à notre République mais je ne supporte plus qu'elle soit ainsi maltraitée. Avec la crise et l'inflation, on ne peut plus rien acheter. La justice, la santé, l'éducation ne fonctionnent plus. Et la moindre critique peut vous emmener en prison. Jamais la Turquie n'a été autant dévoyée.* »

« **Là où se joue la démocratie turque** »

A l'écouter, c'est un peu toute l'histoire récente du pays qui défile à travers ses souvenirs. On y voit la figure du président Turgut Özal (1927-1993), l'homme du virage libéral du pays. L'évocation de Süleyman Demirel (1924-2015), le

populiste et pragmatique, l'intendant de toutes les alliances. D'Abdullah Gül, l'ancien allié de M. Erdogan et qui fut président de 2007 à 2014 avant de se murer dans une opposition discrète. « *Moi, je ne peux pas me taire, lâche Bayram, sans détour. Tout ce qui se passe est dramatique, c'est pourquoi je suis là, sur ce bout de trottoir, là où se joue la démocratie turque ou ce qu'il en reste.* »

Lorsque le maire d'Esenyurt a été arrêté, les autorités ont énuméré quelques « preuves » à son encontre. Parmi elles figurent des appels téléphoniques passés il y a des années à des personnes qui, selon le procureur, faisaient l'objet d'une enquête criminelle pour des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mais aucune allégation selon laquelle M. Özer aurait commis un crime réel. Le dossier étant soumis à une

ordonnance de confidentialité, le détail des accusations n'a pas été révélé.

Au lendemain de son incarcération, le ministère de l'intérieur a annoncé son remplacement par un *kayyum*, un administrateur d'Etat qui a dissous le conseil municipal, confiant ses pouvoirs entre les mains de fonctionnaires non élus. C'est la première fois qu'un maire du CHP, la formation créée par le père fondateur de la République, Mustafa Kemal, dit Atatürk, est arrêté et démis de ses fonctions de cette manière.

Le 4 novembre, ce sont les maires de Mardin, Batman et Halfeti, dans le sud-est de la Turquie, élus du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, gauche pro-kurde) qui ont été démis de leurs fonctions. Là encore avec des poursuites pénales pour « terrorisme ». Pour Ahmet Türk, l'édile de Mardin, figure populaire et historique du mouvement kurde, âgé de 82 ans, c'est la troisième destitution consécutive.

« Tout est question de politique et de pouvoir »

Bayram avait 19 ans lors du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, troisième putsch en vingt ans. A l'époque, Ahmet Türk est durement torturé à la prison de Diyarbakir. Ecarté de force du Parlement dans les années 1990, emprisonné de nouveau, il est déchu de son siège parlementaire et interdit de po-



Des manifestants sont venus protester contre la destitution et l'arrestation du maire d'Istanbul, Ahmet Özer, remplacé par un administrateur d'Etat, à Istanbul, le 8 novembre 2024. NICOLAS BOURCIER POUR « LE MONDE »

litique pendant cinq ans dans les années 2000. Elu maire en 2014, il est destitué deux ans plus tard et arrêté. En 2019, à peine quatre mois après avoir repris le fauteuil de maire, un nouvel administrateur est nommé à Mardin pour le remplacer. Soixante autres municipalités subissent le même sort.

Bayram n'a rien oublié. « Tout est une question de politique et de pouvoir en Turquie, au détriment des règles de droit. » Esenyurt n'y déroge pas : le retraité voit dans l'arrestation du maire une attaque ciblée contre le maire CHP de la ville d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, « le plus grand rival d'Erdogan ». Il en appelle à son propre grand-père Mühettin, né au début du XX^e siècle et mort à l'âge de 120 ans. « Il nous racontait comment la vie était

difficile avant, comment l'histoire de ce pays s'est faite par étapes avec des avancés et des reculs. Il m'arrive d'en pleurer ou d'en rire, mais là on est bien bas. »

Il est 11 heures à Esenyurt, en ce vendredi 8 novembre. Une dizaine d'élus CHP se présente devant l'imposant cordon de policiers, barrant l'accès à toutes les entrées de la municipalité. Comme la veille et l'avant-veille, ils tentent de passer en force. C'est la cohue, les uns poussent, certains reculent, on se bouscule, on crie et puis les forces de l'ordre reprennent le dessus. En surplomb, debout sur un banc public, Bayram crie encore une fois sa colère. Face à un officier, un élu exige de lui montrer l'ordre qui lui interdit d'entrer dans la mairie. En vain.

Quelques bras se tendent pour calmer et faire redescendre Bayram. On rappelle qu'une jeune femme a été encore condamnée, début novembre, pour avoir critiqué au micro d'un youtubeur, dans la rue, le président. Lui ré-pète ne pas être le seul mécontent de ce gouvernement et de ses agissements : « A cause d'eux, nous sommes perçus comme ennemis de la police, c'est désolant. » Le groupe se disperse. Ne restent que les forces de l'ordre sur ce bout de trottoir. Ainsi va la vie à Esenyurt. Bayram le promet, il reviendra. Lundi, une poignée de représentants du CHP ont été autorisés à franchir la porte de la municipalité pour se retrouver dans une salle vide.

Iran : les méthodes glaçantes du régime pour faire passer les opposants pour des « fous »

Moyen-Orient. Deux ans après la mort de Mahsa Amini, la répression se poursuit et avec elle, la pathologisation des voix dissidentes. Mais derrière cette propagande se cachent de véritables enjeux de santé mentale, passés sous silence par le régime des mollahs.

Grimer le courage en folie. Pour s'être déshabillée au milieu du campus de l'université Azad de Téhéran, le 2 novembre, après avoir été harcelée sur sa tenue, [Ahou Daryaei](#), une étudiante en littérature française et mère de deux enfants, a été transférée dans un «centre de soins spécialisés», selon un communiqué de l'ambassade iranienne à Paris. Les images de cette femme de trente ans, défiant le régime en sous-vêtements, pieds nus, ses longs cheveux sombres dégringolant dans son dos ont fait le tour du monde. [Deux ans après la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini](#), tuée en détention pour un voile mal porté, elle est devenue l'un des nouveaux visages du mouvement «Femme, Vie, Liberté». Mais pour [le régime islamique](#) et ses relais, son geste s'expliquerait par une «fragilité psychologique».



Image UGC publiée sur Twitter, le 26 octobre 2022, d'une femme non voilée debout sur le toit d'une voiture, des milliers de personnes se dirigeant vers un cimetière à Saghez, dans l'ouest de l'Iran, pour marquer le 40e jour du décès de Mahsa Amini [afp.com](#)

Avant elle, il y a eu l'actrice Afsaneh Bayegan, condamnée à deux ans de prison avec sursis en juillet 2023 et forcée de se rendre dans un «centre psychologique» une fois par semaine pour «traiter son trouble mental de la personnalité antifamiliale». Elle s'était montrée en public sans se couvrir la tête. La comédienne Azadeh Samadi, quant à elle, s'est

vue attribuer par les juges un «trouble de la personnalité antisociale», contrainte de suivre une «thérapie». Elle avait arboré un chapeau plutôt qu'un voile lors d'un enterrement. Malgré [les appels de professionnels de la santé](#) internationaux dénonçant l'instrumentalisation faite par le régime du champ de la psychiatrie, il y en a eu d'autres. Roya

Zakeri, [Azam Jangravi](#)... Des femmes, mais aussi des hommes comme Saman Yasin, un rappeur kurde arrêté pour avoir apporté son soutien aux manifestants anti-régime et interné à l'hôpital psychiatrique d'Aminabad à Téhéran où il aurait été torturé et contraint de se confesser.



Nov 14, 2024

Kurdish leaders congratulate as Sulaimani celebrates 240th anniversary

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leaders on Thursday congratulated the 240th anniversary of the founding of Sulaimani city, the Kurdistan Region's capital of Kurdish culture.

"I warmly congratulate all the people of Sulaimani, the capital of enlightenment, the city of literature and art, the city of campaign and sacrifice, on the 240th anniversary of the founding of the city. I wish them every success," Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said on X.

"In the cultural and political

history of the people of Kurdistan, Sulaimani has always been a distinguished and influential name, a place of respect and recognition, and a source of pride for the people of Kurdistan," added Barzani, whose maternal family hails from Sulaimani.

The second largest city in the Kurdistan Region, Sulaimani was founded by a Kurdish prince, Ibrahim Pasha, on November 14, 1784. He named the city after his father, Sulaiman Pasha. It is now the most populated province in the Region.

Celebrating the occasion,

Bafel Talabani, the leader of the city's governing Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said in a post on Facebook that Sulaimani is "a city that each day brings pride to its golden, and brilliant history."

"Today, we send our heartfelt greetings to all those political, cultural, and social figures who were an important and influential part of the history of the city of life, and made Sulaimani a symbol of Kurdishness and justice," he added.

Sulaimani was the capital of the Baban emirate for nearly 70 years, until its collapse by

the Ottoman Empire in 1850.

Many prominent pioneers of Kurdish poetry, thoughts, and national struggle have roots in the city. The Kurdistan Regional Government (KRG) officially recognizes it as the "Capital of Culture." Most of the city's renowned streets are named after poets, writers, and cultural and political figures.

In 2019, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) designated Sulaimani as a Creative City of Literature.

LE FIGARO

15 novembre 2024

Tensions au Proche-Orient : Israël a détruit un centre de recherche nucléaire en Iran, selon Axios

Cette frappe de l'État hébreu est intervenue fin octobre en riposte à la pluie de missiles lancés par Téhéran sur Israël quelques semaines plus tôt, affirme le média américain.

L'État hébreu a détruit un centre de recherche sur les armes nucléaires à Parchin, au sud est de Téhéran, lors de ses [frappes en Iran fin octobre](#), affirme ce vendredi 15

novembre le [site d'information américain Axios](#) qui cite des responsables américains et israéliens sous couvert d'anonymat. Ces frappes avaient été décidées en représailles à la [pluie de missiles lancés par l'Iran sur Israël](#) début octobre.

«Un ancien responsable israélien informé de la frappe a déclaré qu'elle avait détruit l'équipement sophistiqué uti-

lisé pour concevoir les explosifs plastiques qui entourent l'uranium dans un engin nucléaire et qui sont nécessaires pour le faire exploser», rapporte [Axios](#) ce vendredi. Cette frappe, ajoute le média américain, a, selon les mêmes sources, «considérablement endommagé les efforts de l'Iran au cours de l'année écoulée pour reprendre la recherche sur les armes nucléaires». «La mission ira-

nienne auprès de l'ONU a refusé de commenter» cette affirmation, est-il précisé.

Images satellites

L'une des cibles précises de l'armée israélienne était l'installation Taleghan 2, située dans ledit complexe militaire de Parchin - «un site précédemment signalé comme inactif», précise [Axios](#). Cette dernière était intégrée au pro-

gramme scientifique iranien nucléaire «Amad» actif de 1989 à 2003 selon les autorités iraniennes mais qu'Israël soupçonne d'avoir continué dans l'objectif de développer des armes nucléaires.

Des images satellites partagées par l'Institut pour la science et la sécurité inter-

nationale, un think-tank américain spécialisé dans la non-prolifération nucléaire, montrent effectivement que le bâtiment Taleghan 2 a été «complètement détruit», poursuit Axios.

Alors qu'Israël préparait sa riposte contre Téhéran, le président américain Joe Biden

avait pourtant clairement fixé une ligne rouge à l'État hébreu de ne pas s'en prendre aux **installations nucléaires iraniennes**. «Mais Taleghan 2 ne faisait pas partie du programme nucléaire déclaré de l'Iran, de sorte que les Iraniens ne seraient pas en mesure de reconnaître l'importance de l'attaque sans

admettre qu'ils ont violé le traité de non-prolifération nucléaire», ajoute Axios. Malgré son programme nucléaire, l'Iran est effectivement signataire du TNP, ce traité de 1968, qui interdit les armes nucléaires (sauf aux cinq États dotés) mais autorise la filière civile.



Lucas Lazo
15 novembre 2024

Reportage international Au Kurdistan irakien, les peshmergas s'alarment d'une autonomie kurde en péril

Les élections parlementaires au Kurdistan irakien ont eu lieu il y a plus de trois semaines, le 20 octobre, pourtant il n'y a toujours pas de gouvernement en vue. Les tensions entre les deux partis arrivés en tête paralysent la région depuis plusieurs mois déjà et affaiblissent son autonomie au profit de l'État central irakien. Une situation qui inquiète les vieux peshmergas, ces vétérans de la lutte pour

À Slemani, les murs de la vieille prison rouge affichent aujourd'hui les visages des combattants kurdes qui se sont battus dans les années 1980 pour un Kurdistan libéré du régime de Saddam Hussein. Rizgar Ramar, ancien combattant longtemps exilé en France, nous ouvre les portes de ce centre de torture, désormais lieu de mémoire. « J'ai rejoint les

peshmergas en 1986, parce que le parti Baas était partout et a massacré les **Kurdes**. Ils ont détruit beaucoup de villages, se rappelle l'ancien combattant. Le parti Baas a mis mes parents dans la prison de Samawa, dans le sud de l'**Irak**, pendant deux ans. À l'école, on n'était pas libres. Il ne fallait pas parler de politique... donc, on a combattu le parti Baas. Moi, j'ai perdu un frère. On a perdu beaucoup de copains. Nous, on était un groupe de résistants. On était 40 combattants. Aujourd'hui, on n'est plus que huit. Le reste, ils sont morts au combat. »

Dans le café du musée, les murs résonnent du claquement des dominos sur la table. Rizgar s'y réunit avec ses camarades pour discuter de l'avenir du Kurdistan. La région autonome a tenu des élections fin octobre atten-

dues depuis deux ans. Depuis, les partis kurdes négocient la formation d'un gouvernement, mais cela pourrait prendre du temps. « Comme les partis politiques kurdes ne sont pas très unis, ils sont corrompus, dénonce Rizgar Ramar. J'espère que ça ne sera pas les dernières élections, parce qu'actuellement, l'État central irakien peut tout contrôler. Déjà, il contrôle les salaires, il contrôle le pétrole. Moi, je suis très très pessimiste pour ça. »

« Un jour, il y aura un Kurdistan libre, pour nous »

Pour Bagdad, la paralysie des institutions kurdes est une aubaine. Depuis peu, c'est le gouvernement fédéral irakien qui distribue les pensions des peshmergas. Pour Rizgar Ramar, c'est une atteinte insupportable à la sou-

veraineté du Kurdistan : « Je suis pour un pays indépendant pour les Kurdes, et je pense que tous les politiciens kurdes ont trahi, parce que les dirigeants actuels, ils n'ont pas combattu... Ça, c'est très très difficile à accepter. »

Le Kurdistan est dirigé par une nouvelle génération de leaders, dont les divisions affaiblissent l'autonomie de la région gagnée en 1991 après des années de lutte. « Un jour, il y aura un Kurdistan libre, pour nous. Peut-être que c'est un peu loin, mais je suis sûr et certain qu'il y aura un pays libre pour nous », espère le peshmerga.

Pour l'instant, l'urgence est à la formation d'un gouvernement, au risque de voir Bagdad gagner toujours plus d'influence dans la région autonome kurde.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan Digest | November 15, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

On November 10, 2023, Iran's Islamic Revolutionary Court sentenced [Varisheh Moradi](#), a prominent Kurdish activist and women's rights advocate, to death on charges of "armed rebellion" linked to her alleged membership in the Free Life Party of Kurdistan (PJAK). Currently imprisoned in Tehran's notorious Evin Prison, Moradi has endured harsh conditions, including torture, prolonged solitary confinement, and severe mistreatment since her arrest in August 2023. In protest of her unjust sentence, Moradi initiated a 20-day hunger strike, as reported by the Hengaw Organization for Human Rights. Moradi joins [Zeynab Jalalian](#) as the second Kurdish woman facing the death penalty in Iran. At the same time, [four other Kurds](#), including one from Iraqi Kurdistan, were sentenced to death on charges of "espionage for Israel." The Iranian regime also extended the prison sentence of Kurdish activist [Ahmedreza Haeri](#) from three years and eight months to six years and three months. The Elam native was charged with disrupting "national security." Simultaneously, [three Kurds](#) from Shinno were each sentenced to sixteen months in prison for participating in a protest marking the second anniversary of the death of Kurdish woman Zhina Amini. Meanwhile, authorities continued crackdowns on Kurdish activists. Recent detainees include [four Kurds](#), among them a child in Swallowa, a [local journalist](#) in Saqqez, and three others in [Mehabad](#).

Iraq

The Kurdistan Regional Government (KRG) has announced a curfew from 12:00 AM on November 19th until 12:00 AM on November 21st for [the Census](#). During this period, movement will be restricted, with exceptions for essential and emergency situations, as well as travel within districts, provinces, and between urban and rural areas. The Iraqi Census, which includes the Kurdistan Region, has raised concerns among the Kurds. However, Baghdad has agreed that the census will not replace Article 140 of the Constitution, which calls for a referendum in disputed territories to determine whether residents wish to join the Kurdistan Region or remain under Baghdad's control. This agreement follows a 2010 ruling by the Supreme Court, ensuring that the census will not serve as a substitute for the referendum outlined in Article 140. A Kurdish official warned that the former Kirkuk administration moved [600,000 Arabs](#) to the city, establishing nine new neighborhoods. While the Census does not include questions about ethnicity or sect, Kurds are concerned that it will classify many people as natives of Kirkuk, contrary to the Constitution's call for the normalization of demographic changes imposed by the former Iraqi regime. Separately, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia [al-Sudani visited](#) the Kurdistan Region, holding meetings with [top officials](#) in Erbil and Sulaymaniyah. Discussions focused on resuming oil exports, implementing court rulings on employee salaries,

and forming a new Kurdistan government following recent elections. Al-Sudani also engaged with opposition leaders during his visit.

Iraq's cabinet has [approved a proposal](#) to compensate oil companies in the Kurdistan Region at \$16 per barrel to restart halted oil exports. Previously, Iraq's federal budget law had allocated only \$6.90 per barrel for production costs, a figure that caused disputes with producers in the Kurdistan Region. Subject to parliamentary approval, this new measure aims to resolve disagreements with Baghdad over oil pipeline rights. The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) welcomed the proposal to amend Article 12 of the Budget Law, stating it may address their requests regarding commercial terms and payment guarantees for past and future exports via the Iraq-Türkiye Pipeline. APIKUR affirmed its readiness to engage in discussions with officials from the Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG) to clarify details and finalize agreements before resuming oil exports through the pipeline. Kurdistan's oil exports have been halted since March 2023, costing Iraq nearly [\\$21 billion](#) in revenue after Baghdad won an international arbitration case against the KRG's independent oil exports via Turkey.

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) [completed](#) Operation Enduring Security, a seven-day operation targeting ISIS cells in al-Hol city, its sur-

rounding areas, and the al-Hol camp. Supported by international coalition forces, the operation involved 5,000 fighters, covering over 200 villages along the Syrian-Iraqi border. It resulted in 79 ISIS arrests, the dismantling of multiple hideouts, and the seizure of weapons. In the al-Hol camp, which houses 40,000 ISIS-linked individuals, the forces thwarted ISIS attempts to reorganize and uncovered evidence of extremism, including torture-related killings. The SDF stated the operation had been delayed in the past due to Turkish aggression and called for international support to address humanitarian and security challenges in the region. On November 11, a terrorist bombing targeted a vehicle in Hasakah, killing three members of the Syrian Democratic Forces (SDF), including two war-wounded fighters and the driver. [The explosion](#), believed to have been remotely triggered, occurred near the Al-Salihiya neighborhood. The attack comes amid ongoing SDF operations to eliminate Da'esh cells in the region.

The Crisis Cell responsible for Lebanese returnees, formed by the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), [announced](#) that a total of 20,369 individuals have entered the region from Lebanon. The breakdown is as follows: 7,549 men, 6,228 women, and 6,470 children. Of these, 94 individuals hold Lebanese nationality, and 28 are stateless. The returnees are either returning to their homes or staying with relatives in the region. For those

without a place to go, the administration has designated shelters for their accommodation. Since the escalation between Hezbollah and Israel, many Syrians have left Lebanon and come to the DAANES areas, driven by fears of the Assad regime, which has displaced the most people.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported multiple cases of civilians being arrested and released in exchange for ransom payments in Turkish-occupied Afrin. In one case, a civilian from Qarrah Kol village was freed after his family paid a \$5,000 ransom, four months after being detained

by military police in Jendires for unknown reasons. Similarly, a civilian from Jowaiq village was released for \$2,500 by Al-Jabha Al-Shamiyyah after attempting to cross into Turkey. Another civilian was freed after paying a \$600 fine for attempting to obtain an ID in Afrin. These incidents are part of ongoing violations in the Turkish-controlled "Olive Branch" area, contributing to growing public frustration.

Turkey

Thousands of Kurds across the Kurdish region and several Turkish cities protested the government's recent removal of three Kurdish mayors from Mardin, Batman,

and Halfeti. In response, the government arrested at least 253 individuals. The removal of elected Kurdish mayors has been a recurring issue, with international organizations condemning it for undermining local democracy. The pro-Kurdish DEM Party initially boycotted parliament for a week and later submitted a petition to halt the appointment of trustees to the municipalities. Filed with the administrative courts in all three provinces, the petition highlights the November 4 decision, emphasizing the DEM Party's electoral victories and the people's preferences in these areas. The party also denounced the government's actions as a "coup." This de-

velopment coincides with calls from Turkey's ruling parties for a new "peace process" with the Kurds, which Kurdish officials have described as contradictory. "Trustee administrations undermine democratic representation and the democratic functioning of local governments. The central authority's overstepping of democratic local will and popular will creates social distrust, a governance crisis, and erodes local democracy," read a statement from the DEM Party. Following the March 31 municipal elections, the DEM Party won in 8 Kurdish provinces, and so far, the government has removed five elected Kurdish mayors.

Le Monde

15 novembre 2024

En Iran, le suicide de l'opposant Kianoush Sanjari provoque une onde de choc sur les réseaux sociaux

Emprisonné et interné de force dans des hôpitaux psychiatriques à plusieurs reprises, le militant des droits humains, blogueur et journaliste a mis fin à ses jours, mercredi, en signe de protestation contre « la dictature » du Guide suprême Ali Khamenei.

Pour ceux qui l'ont connu, Kianoush Sanjari était un homme poli, doux, profondément attaché à l'Iran. À 42 ans, ce militant des droits humains, blogueur et journaliste s'est suicidé, mercredi 13 novembre, en signe de protestation contre « la dictature » du Guide suprême Ali Khamenei et de « ses alliés ». Dans un message posté sur X, la veille, il écri-

vait : « Si d'ici à demain à 19 heures [les prisonniers politiques] Fatemeh Sephiri, Nasrin Shahkarami, Arsham Rezaei et [le rappeur] Toomaj Salehi ne sont pas libérés, je mettrai fin à ma vie en signe de protestation contre la dictature de Khamenei et de ses alliés. Que cela soit un signal d'alarme ! Longue vie à l'Iran ! »

Malgré cette déclaration,

les quatre prisonniers n'ont pas été libérés, et l'appel désespéré de Kianoush Sanjari n'a suscité aucune réaction officielle en Iran.

Le 13 novembre, à 19 heures, il a posté une photo prise depuis le balcon d'un centre commercial près du pont Hafez, dans le centre de Téhéran, avec ces mots : « Ma vie se terminera après ce tweet. Mais n'oublions pas que

nous donnons notre vie par amour de la vie, non pour la mort. Puissent les Iraniens se réveiller et vaincre l'esclavage ! »

Le suicide de Kianoush Sanjari – dont les arrestations successives avaient sensibilisé l'opinion publique – a provoqué une onde de choc sur les réseaux sociaux iraniens, où beaucoup y voient un symbole de l'impasse, du dés-

espoir et de la détresse des opposants en Iran.

Accusé de « propagande contre le régime »

Arrêté pour la première fois à l'âge de 16 ans, lors des manifestations étudiantes de 1999, Kianoush Sanjari avait alors passé plusieurs mois à l'isolement, avant d'être libéré. En 2007, après une nouvelle arrestation, il avait fui clandestinement vers le Kurdistan irakien, avant d'obtenir l'asile politique en Norvège, puis aux Etats-Unis, où il avait travaillé pour le service persan de Voice of America (VOA).

En octobre 2016, malgré les avertissements de ses amis et de plusieurs ONG, il était revenu en Iran pour s'occuper de sa mère âgée et malade. Quelques semaines plus tard, il fut de nouveau arrêté et condamné à cinq ans de prison ferme, six ans avec sursis et deux ans d'interdiction de sortie du territoire pour « rassemblement et complot, propagande contre le régime et appartenance à un groupe illégal ».

Libéré en mars 2022 après trois ans d'emprisonnement, Kianoush Sanjari avait de nouveau quitté l'Iran, cette fois pour les Etats-Unis, mais des diffi-



Kianoush Sanjari en 2008. WIKIPEDIA

cultés l'avaient contraint à revenir dans son pays, où il fut brièvement incarcéré, en juin 2022, avant d'être libéré. En novembre 2022, en pleine vague de contestation après la mort de Mahsa (Jina) Amini, il fut une nouvelle fois arrêté pour ses publications critiquant la République islamique.

Neuf séries d'électrochocs
Ces dernières années, il avait témoigné dans des

médias persanophones pour raconter ses transferts forcés dans des hôpitaux psychiatriques durant ses détentions. Lors d'une prise de parole sur l'application Clubhouse, il racontait : « On m'a transféré de la prison à l'hôpital psychiatrique d'Aminabad [situé dans le sud de Téhéran]. Enchaîné au lit, j'ai refusé les médicaments jusqu'à ce qu'un médecin m'identifie après avoir cherché mon nom sur Google.

Je me suis mis à genoux, le suppliant de me renvoyer en prison. » Selon lui, il avait subi neuf séries d'électrochocs forcés. « *Après chaque séance, je ne savais plus qui j'étais. Je demandais aux gardiens mon nom et la raison de ma présence ici. Cela s'est répété neuf fois* », confiait-il.

En novembre 2023, il avait posté un message sur X annonçant la vente de son profil, qui comptait alors 90 000 abonnés, faute de moyens pour se nourrir et payer ses frais de santé, ses employeurs l'ayant licencié à cause de ses activités politiques.

Certains observateurs considèrent ce suicide comme un signe alarmant de l'état d'effondrement psychologique dans lequel se trouve le pays, exacerbé par la répression sévère qui a suivi le mouvement Femme, vie, liberté et par l'inflexibilité des autorités face aux aspirations à la liberté de la population. « *Je ne vois que l'obscurité. Aucun de nous ne mérite d'avoir une vie si sombre* », a réagi une Iranienne sur X. Sur son profil X, Kianoush Sanjari avait écrit : « *La vie me doit une patrie où je n'aurais pas à me soucier d'elle, mais seulement de vivre.* »

L'Iran dément « catégoriquement » toute rencontre entre Elon Musk et l'ambassadeur iranien à l'ONU

Selon le « New York Times », l'homme d'affaires américain a rencontré Amir Saeid Iravani pour « apaiser les tensions » entre Téhéran et son pays. Elon Musk n'a pas commenté cette information.

L'Iran a « catégoriquement » démenti, samedi 16 novembre, toute rencontre entre l'homme d'affaires américain Elon Musk et l'ambassadeur iranien à l'Organisation des Nations unies (ONU), et exprimé sa « surprise » quant à la couverture médiatique de l'affaire, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Esmail Baghaï, cité par l'agence officielle IRNA.

Selon le *New York Times*, Elon Musk, soutien du président élu Donald Trump, a rencontré l'ambassadeur d'Iran à l'ONU pour « apaiser les tensions » entre Téhéran et son pays. Mais Elon Musk n'a pas commenté cette information.

Le quotidien américain, qui cite deux sources iraniennes anonymes, affirme que la rencontre a duré plus d'une heure, lundi 11 novembre, à New York, entre Elon Musk et l'ambassadeur Amir Saeid Iravani.



L'ambassadeur iranien aux Nations unies, Amir Saeid Iravani, pendant la réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, au siège des Nations unies, le 2 octobre 2024, à New York (Etats-Unis). BRYAN R. SMITH / AFP

La presse iranienne divisée

La presse iranienne, elle, est divisée au sujet de cette rencontre potentielle. « Bien que cette nouvelle et cette conversation ne soient pas officielles, elles peuvent être considérées comme le début d'une nouvelle voie dans la politique étrangère de notre pays », estime le quotidien

Jomhouri Eslami, fondé après la Révolution islamique de 1979. Le journal ne nomme pas Elon Musk dans son article mais évoque « une personne connue et influente proche de Donald Trump ».

« Rencontre cachée avec le représentant de Trump, naïveté ou trahison ! », s'interroge en une le très conservateur *Kayhan*, qui

fustige des « négociations » avec les Etats-Unis, qualifiés de « régime terroriste ».

La rencontre, si elle était confirmée, représenterait « un pas positif », estime le journal réformateur *Shargh*, qui invite toutefois à « ne pas en exagérer la portée ».

« C'est depuis le ventre de la bête iranienne que persiste et s'organise la résistance »

Une étudiante iranienne, Ahou Daryaei, marche en sous-vêtements sous les yeux des agents de la police des mœurs sur le campus de l'université de Téhéran. La scène est capturée par des caméras de téléphones portables, relayée sur les réseaux sociaux où elle devient un événement : commentée, partagée, elle interpelle et donne les coordonnées d'une résistance qui persiste, malgré la répression qui s'abat avec fureur sur celles et ceux qui se sont ralliés depuis septembre 2022 à un mouvement de contestation du pouvoir théocratique derrière le slogan féministe « Femme, vie, liberté ».

Ce sont les dernières images que l'on possède de cette jeune femme, portée disparue depuis lors, emmenée dans un centre de soins psychiatriques, selon les autorités iraniennes. Que nous disent-elles ? Que la contestation est vivante en Iran, et qu'elle s'est relocalisée au cœur même du dispositif de répression. C'est une information qu'il convient de prendre en compte.

L'ébranlement de l'État iranien

À la suite du meurtre de l'étudiante kurde Mahsa Jina Amini par la police des mœurs le 16 septembre 2022, des insurrections ont embrasé le pays, ralliant toutes les franges de la population iranienne qui s'étaient soulevées à différents moments dans les dernières décennies, derrière une demande radicale de changement de régime. Refuser le

voile est alors devenu l'expression d'une posture politique de confrontation, qui marquait un point de rupture dans la relation entre société et État iraniens : il ne s'agissait plus de tenter de réformer le système à l'intérieur des lignes rouges, mais de revendiquer une confrontation directe qui ouvrait l'imaginaire politique des Iraniens et des Iraniennes à un en-dehors et un au-delà de la République islamique.

Les soulèvements de 2022 se sont poursuivis jusqu'aux premiers mois de l'hiver 2023, dans un mouvement d'une longévité inédite depuis l'institution de la République islamique en 1979. Depuis cet ébranlement, l'État iranien n'est plus la République islamique telle que nous l'avons connue ces dernières décennies, car il est désormais incapable d'assurer le consentement politique (certes partiel et ambigu, mais tout de même existant). Entré dans un régime de survie, il assure sa persistance par son pouvoir militaire et géopolitique.

Une résistance extraordinairement provocante

Or dans ce contexte, la résistance elle aussi persiste, nous rappellent les Iraniens et les Iraniennes, d'une façon qui nous interpelle précisément parce qu'elle n'est pas amputée ou vivotante : elle est inventive, affirmative, extraordinairement provocante. Quelque chose a eu lieu de l'ordre du retrait : les manifestants ont quitté la rue, prenant acte de l'asymétrie du rapport de force face à une répression cruelle, affirmant

à la fois un attachement à la vie, un refus de devenir martyrs et un refus de militariser la résistance – qui pourtant ne manquait pas d'accès aux armes, notamment au Balouchistan et au Kurdistan, régions transfrontalières particulièrement opprimées et cœurs battants du soulèvement.

En parallèle à ce retrait pourtant, quelque chose persiste dans la résistance, dont la relocalisation est surprenante de vitalité : elle s'ancre, avec un courage qui défie l'entendement, au cœur même de la machine répressive. Ahou Daryaei se dévêt au moment de son altercation avec une brigade des mœurs. Mais elle n'est pas seule : les prisonniers et prisonnières politiques, depuis leurs cellules, ont entamé une vaste campagne de protestation contre la peine de mort.

Ce mouvement, qui s'étend à plus de 20 prisons à travers le pays, a débuté le 30 janvier 2024 dans la prison de Ghezel Hesar, en protestation contre l'exécution de quatre activistes politiques kurdes, comme l'expliquaient alors ses initiateurs : « Des milliers de détenus de la prison de Ghezel Hesar sont condamnés à mort et nombre d'entre nous sont en attente d'exécution. Nous pourrions être exécutés dans les jours et les semaines à venir. Chacun d'entre nous a été privé d'un procès équitable et d'une représentation juridique adéquate. Pour que nos voix soient entendues, nous entamerons une grève de la faim tous les mardis, à partir de cette semaine. Nous avons

choisi le mardi parce que c'est souvent le jour où nos codétenus sont transférés à l'isolement, marquant ainsi leurs derniers instants avant l'exécution. »

Après la condamnation à mort de la militante kurde Varishe Moradi le 10 novembre dernier, ses codétenues de la prison d'Evin ont chanté ensemble dans la cour « Liberté, liberté, liberté » (slogan de la révolution de 1979) et « Jîn Jiyan Azadi » (« Femme, vie, liberté », en kurde) et ont réussi à faire parvenir cet enregistrement à l'extérieur en solidarité.

Puissance de vie

« From the belly of the beast », dit l'expression anglaise : c'est depuis le ventre de la bête que persiste et s'organise la résistance, comme le montrent aussi le geste d'Ahou Daryaei et le soutien qui lui a été apporté. Cette résistance est le fait de personnes rodées à la contestation – de prisonniers politiques – mais aussi d'étudiantes ordinaires. Le basculement concerne potentiellement chacun et chacune.

Il ne s'agit plus simplement de franchir les lignes rouges et montrer qu'on le fait : une part de cette contestation habite désormais à l'intérieur de ces lignes et ces frontières, dans un mouvement qui pousse encore un peu les limites de nos imaginations politiques. C'est depuis le cœur de l'emmurement que fleurit la résistance, et c'est aussi là sa force d'interpellation.

Peu importe que le geste d'Ahou Daryaei n'ait pas été prémédité, qu'elle-même n'ait pas été une personne jusqu'à politisée, possédant un passé militant. C'est à celles et ceux qui reçoivent son

geste, en Iran et au-dehors, de lui donner sens et écho. Peu importe ce que les experts politiques ou psychiatriques en disent, ou ce que cette femme elle-même, dans de probables confessions for-

cées à venir, en dira. Elle a produit cette image, elle s'est dénudée un instant pour mettre à nu le pouvoir qui l'interpellait. Acculée, elle a trouvé un langage de révolte qui nous percute et nous interpelle

à notre tour. Et elle l'a trouvé par la puissance de vie au centre du slogan « *Femme, vie, liberté* » – qui pulse encore, depuis le ventre de la bête.

Le Monde

avec AFP
19 novembre

En Iran, la justice annonce que l'étudiante qui s'était dévêtue pour protester contre la police des mœurs est retournée dans sa famille et ne sera pas poursuivie

La vidéo de la jeune femme en sous-vêtements devant son université, à Téhéran, avait fait le tour du monde, faisant d'elle un symbole de la lutte des Iraniennes contre le port obligatoire du voile.

Elle est devenue un symbole de la lutte des Iraniennes contre le port obligatoire du voile. L'étudiante iranienne qui avait défilé en sous-vêtements devant son université à Téhéran, avant d'être arrêtée ne fera l'objet d'aucune poursuite, a affirmé la justice iranienne, mardi 19 novembre.

« Etant donné qu'elle a été transférée à l'hôpital et qu'il a été constaté qu'elle était malade, elle a été remise à sa famille, qui s'occupe actuellement d'elle, et aucune procédure judiciaire n'a été engagée à son encontre », a déclaré le porte-parole du pouvoir judiciaire, Asghar Jahangir, lors d'une conférence de presse.

Dans des vidéos devenues virales, on voit l'étudiante, cheveux longs tombant dans le dos, en train de marcher lentement devant la prestigieuse université Azad de Téhéran, en culotte et soutien-gorge, les pieds nus sur le bitume. Sur d'autres images, elle est brutalement embarquée en voiture par des hommes en civil.

Les troubles psychiatriques souvent invoqués par le pouvoir

Le ministre des sciences, de la recherche et des technologies iranien, Hossein Simaei, a dénoncé le comportement « immoral » de l'étudiante, affirmant que celle-ci n'avait pas été exclue de son université. En République islamique d'Iran, les femmes doivent se couvrir entièrement, ne laissant visibles que le visage et les mains, et la mixité entre hommes et femmes est strictement encadrée et surveillée. La loi en Iran impose, depuis l'instauration de la République islamique, en 1979, un code vestimentaire strict aux femmes, sommées de porter le foulard et des vêtements amples dissimulant leurs formes.

L'ambassade d'Iran en France avait assuré que l'étudiante « souffrait de certains problèmes familiaux et de conditions psychologiques fragiles ». Le régime iranien a, par le passé, utilisé l'internement psychiatrique forcé comme moyen de répression contre ses opposants, en parti-

culier des femmes. C'est notamment le cas de Roya Zakeri, arrêtée en octobre 2023 à Tabriz pour ne pas avoir porté le voile. Elle a été internée à trois reprises dans un hôpital psychiatrique de sa ville et, dans une vidéo publiée en novembre 2023, elle déclare : « *La République islamique essaie de me faire passer pour une malade mentale, mais je suis en bonne santé physique et mentale.* »

Inquiétudes des ONG

Le 13 novembre, la diplomatie française avait adressé aux autorités iraniennes « des messages d'inquiétude, de préoccupation et de consternation » au sujet de l'internement présumé de l'étudiante iranienne, surnommée « *la fille des sciences et des recherches* », du nom de son établissement universitaire,

De son côté, l'ONG Amnesty International avait fait état d'« informations alarmantes » sur un transfert de l'étudiante en hôpital psychiatrique et rappelé que « les autorités iraniennes assi-

milent le rejet du voile obligatoire à un « trouble mental » nécessitant un « traitement » ».

Cet événement survient plus de deux ans après la révolte des femmes iraniennes, à la suite de la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs et morte pendant sa garde à vue, le 16 septembre 2022. La mort de Mahsa Amini avait déclenché un vaste mouvement de protestation sous la bannière « *Femme, vie, liberté* », avec des manifestations dans plusieurs villes en octobre et en novembre avant de refluer.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers ont été arrêtées. Sept hommes ont été exécutés pour leur implication dans ce mouvement. Mise en cause par les manifestants, la police des mœurs avait, depuis, en bonne partie disparu des rues. Et les femmes étaient de plus en plus nombreuses à sortir la tête non couverte, particulièrement à Téhéran et dans les grandes villes.

The New York Times

Farnaz Fassihi and David E
Nov. 19, 2024

Iran Suggests Pausing Its High Levels of Uranium Enrichment to Avoid Censure, Monitor Says

Iran has raised the possibility it would stop expanding its stockpile of uranium enriched to a purity of 60 percent — very close to the level needed for a weapon, the U.N.'s nuclear watchdog says

Iran is dangling the possibility of halting its production of near-bomb-grade nuclear fuel in exchange for avoiding formal condemnation for its years of blocking some United Nations nuclear inspectors from doing their jobs, according to atomic experts and a report from the U.N.'s nuclear monitoring arm.

The report, dated Tuesday and circulating privately among member states of the monitor — the International Atomic Energy Agency — says that during meetings the agency held in Tehran on Nov. 14, Iran raised the possibility that it would stop expanding its stockpile of uranium enriched to a purity of 60 percent, very close to the level needed for a weapon.

On Nov. 16, the report added, the monitoring agency verified that Iran had “begun implementation of preparatory measures aimed at stopping the increase of its stockpile” at its two major enrichment sites.

David Albright, president of the Institute for Science and International Security, a private group in Washington that tracks nuclear proliferation, said Iran's move came amid its “continued lack of cooperation” with U.N. inspectors.

“Now it's offering to cap its production in exchange for the I.A.E.A. board abandoning its push for a resolution” that would condemn Iran's lack of cooperation, he said.

The agency's board of member states is [meeting](#) from Wednesday to Friday and will take up the resolution in a vote. If the measure passes, it would lead to a formal, detailed report that could ultimately send the issue to the U.N. Security Council for possible retaliatory measures against Iran.

It's unclear if European nations in particular are willing to delay a censure of Iran for blocking some inspectors from key nuclear sites and for dismantling cameras and other monitoring

gear there. A companion to the new report indicated that U.N. inspectors still cannot gain access to a number of key nuclear sites, including ones that have been off limits for years, and the agency said it could no longer guarantee that nuclear fuel hasn't been diverted to clandestine facilities.

During the visit to Tehran by the head of the International Atomic Energy Agency, Rafael Grossi, the Iranians told of preparations to halt the enrichment process that has most worried American, European and Israeli officials, presumably in a show of seriousness.

Rafael Mariano Grossi, center left, director general of the International Atomic Energy Agency, and Mohammad Eslami, center right, head of Iran's Atomic Energy Organization, at a news conference in Tehran last week. Majid Asgari-pour/Wana News Agency, via Reuters

“I hope it doesn't happen,” Dr. Albright said of the

possibility that the agency could drop its censure move. “An enrichment cap would be meaningless because Iran could restart production at a moment's notice,” he said, “and it already has enough material in its stockpile to make enough fuel for four or five nuclear weapons.”

The report said that during the last reporting period, Iran added 35 pounds to its stockpile of uranium enriched to a purity of 60 percent. That's about 10 percent of what it has produced since it [began its push](#) in early 2021 to make the near-bomb-grade material.

The report offered no indication that Iran was receiving technical help in its nuclear program from Russia, presumably in return for its help in Moscow's war in Ukraine. The U.S. secretary of state, Antony J. Blinken, made that assertion more than a month ago [in a speech](#), but offered no details about what kind of help Iran was receiving.



Diyar Kurd
Nov 19, 2024

US welcomes Iraq's census, encourages Kurds to take part

WASHINGTON, DC - The United States on Tuesday said it welcomes Iraq's plan to hold a nationwide census later this week, calling on the Kurdistan Region to join.

"We welcome Iraq's first census since 1997 which will be taking place this week, and includes all Iraqi provinces. This census is important in the same way the United States conducts its census to provide accurate information for Iraq, to tailor its political, economic and development strategies, and we encourage all Iraqis, including residents of the Iraqi Kurdistan region,

to participate in the census," State Department Spokesperson Matthew Miller told Rudaw during a press briefing.

Iraq is set to hold the census on Wednesday. The first phase to survey and count buildings commenced in September. In October, the counting process began in the Kurdistan Region, raising concerns among some Kurdish officials about potential demographic shifts in the disputed areas, especially in the city of Kirkuk.

Iraq last conducted a census in 1997 without the Kurdistan Region; the last census including provinces in the Kur-



State Department Spokesperson Matthew Miller speaking to reporters on November 19, 2024. Photo: State Department

distan Region was in 1987. Estimates now put Iraq's population around 50 million. A

census planned for 2020 was postponed because of the coronavirus pandemic.



Didar Abdalrahman
Nov 19, 2024

Kurds return to Kirkuk in masses amid crucial census

ERBIL, Kurdistan Region - Roads leading to Kirkuk from Erbil and Sulaimani were unusually congested on Tuesday as natives of the disputed province returned en masse to be recorded as residents of their hometown in the significant nationwide census, with Kurdish officials stressing the out-

come of the process as vital for the future of Kurds in the country.

The long-awaited process will be conducted on Wednesday and Thursday. However, it has raised concerns among some Kurdish officials about the effect of the historic demographic changes in the dis-

puted areas, especially in the oil-rich Kirkuk.

While driving his family back to his hometown of Kirkuk to take part in the census, Saman Anwar, who currently lives in Erbil, told Rudaw that he and 30-40 other families close to him were expelled from their homes in 1987 fol-

lowing deliberate demographic changes and forced displacement under the Baathist regime.

Khayal Mohammed, an elderly Erbil resident, spoke to Rudaw on her way to her village near Kirkuk's Prde (Altun Kupri). She said that her village was "destroyed by

bulldozers and we were expelled” by the former Iraqi regimes.

“We return out of love. My ancestors were all there... even our graveyards are there,” she said.

Kirkuk, along with other disputed territories in Diyala, Nineveh, and Salahaddin, has a diverse population and was subject to Arabization policies under Saddam Hussein’s rule, where Kurdish inhabitants were displaced and their lands given to Arab settlers. Article 140 of the Iraqi constitution outlines a process for resolving disputes over these territories.

Dilan Salahadin lives in Kirkuk. On Tuesday, he dedicated himself to greeting returning fellow Kurdish residents with welcoming pamphlets and words of encouragement.

«Our houses are at your disposal... this is your city,» Salahadin told drivers arriving in the city.

“I ask all Kurds who are from Kirkuk to return,” said Najat Ahmad Raza from Kirkuk’s Daquq district.

Sabir Mohammed, head of Kirkuk police’s media office, said that they “will ease transportation for those who are from other cities and want to return to their own city for the census,” adding that only after the end of Tuesday will checkpoints close.

‘Return to your homes’

“Return to your homes, today is the last opportunity,” Kurdistan Regional Government (KRG) Planning Minister Dara Rashid told Rudaw on Tuesday.



A checkpoint between Erbil and Kirkuk on November 19, 2024. Photo: Screengrab/Rudaw

He denied claims that people do not need to return to their hometowns.

Guhdar Mohammed Ali, head of the technical and field division of the Kurdistan Region’s census team, told Rudaw on Sunday that during the census records will be taken of the current place of residence and place of origin.

“Whoever needs any support, who does not have a place [to stay]... we as the [regional government]... will fully support them,” Rashid assured.

“Those from the Article 140 [disputed] areas, it does not cost them anything to return to their homes,” he said, emphasizing that the Kurdistan Regional Government (KRG) has made arrangements to support returnees.

The KRG Council of Ministers on Thursday ordered a week-long public holiday to enable its civil servants and students, who are original residents of the disputed areas, to return to their cities in order to participate in a crucial nationwide

population census which is vital for the future of these territories.

The planning minister stressed the importance of the census, noting that its data would influence future policymaking.

“People must know that this census is very important and its data will be used in the future,” he said, warning against incorrect assumptions about the process.

He also emphasized the benefits of the census data for the Kurdistan Region.

“Our population percentage will increase, our budget will increase, our representation in the federal government will increase,” the minister emphasized.

He highlighted the demographic changes that have occurred with each census, emphasizing that the percentage of Kurds in Kirkuk had significantly decreased with each count.

Kirkuk’s Kurdish population is expected to have significantly decreased after the Baath regime’s Arabization process and the ousting of the Peshmerga in October 2017 following the Kurdish independence referendum when Iraqi forces re-entered Kirkuk. In the 1957 census, Kurds made up 48 percent of Kirkuk’s population, Arabs 28 percent, and Turkmen 21 percent.

“Census and the history of census[es] have been very political before. The discrimination that has been done against Kurds has also been done against Turkmen and other components in Iraq, which [can] be traced back to the census,” said Rashid.

On Monday, Shakhawan Abdullah, the second speaker of the Iraqi parliament, in a video message on Facebook said that he is “delighted that many people have returned,” encouraging natives of the disputed provinces to “preserve their identities.”

Iran : des cliniques aux caméras, le pays en guerre contre les femmes

L'iran poursuit inlassablement ses efforts pour contraindre les femmes à respecter le port obligatoire du hidjab. Le 12 novembre, la directrice du département des affaires féminines au sein du Bureau de la promotion de la vertu et de la prévention du vice à Téhéran, a annoncé la création d'une « clinique de traitement » pour les Iraniennes refusant le voile islamique. Talebi Darastani a affirmé que cet établissement visait à traiter scientifiquement et psychologiquement le fait de se dévoiler, en particulier chez les adolescentes et les jeunes adultes. Elle a également indiqué que la clinique permettrait de les aider dans leur quête d'identité islamique.

« Le hidjab et la façon dont les femmes s'habillent n'ont rien à voir avec leur santé mentale. C'est un choix personnel », s'insurge Roshanak, une artiste peintre de 31 ans. « Il est choquant de voir à quel point le gouvernement déteste les femmes. Il met en œuvre des idées insensées comme celles-ci, dénonce cette féministe. Son unique but est de les intimider et de continuer à les opprimer, en injectant par la force son idéologie dans la tête de chaque habitant. »

« Rester silencieuses n'apportera pas le changement »

La création de cette clinique

a été annoncée dix jours après l'arrestation d'Ahou Daryaei, étudiante à l'université Azad de Téhéran. Après une altercation avec la sécurité du campus et des bassidjis (*des miliciens des Gardiens de la révolution, NDLR*) au sujet de sa tenue vestimentaire, la jeune femme avait décidé, dans un moment de colère, de se déshabiller et de traverser en sous-vêtements l'enceinte de l'université.

Cette affaire avait suscité un tollé général, Ahou Daryaei devenant un nouveau symbole de la résistance des femmes au hidjab. Selon les médias affiliés à l'État, elle avait ensuite été transférée dans un hôpital psychiatrique. Amir Mahjoob, directeur des relations publiques de l'université, l'avait décrite comme une « fille souffrant de troubles psychologiques ». Le 19 novembre, la justice iranienne a assuré qu'Ahou Daryaei **ne serait visée par aucune poursuite judiciaire** et que « malade », elle avait été « remise à sa famille ».

Début novembre, un autre drame a choqué les Iraniens : Arezou Khavari, une jeune Afghane de 16 ans résidant dans le sud de Téhéran, s'est suicidée après avoir subi, à cause de son hidjab, des menaces et des graves pressions psychologiques de la part des responsables de son école.

Triste et en colère face à ces

deux événements, Roshanak ne cache pas une certaine déception. Comme beaucoup, elle espérait que les Iraniennes subiraient moins de souffrances après le mouvement **« Femme, vie, liberté »** : *« Le silence et la patience des femmes n'atténuent pas les comportements offensants ou les lois injustes ; au contraire, ils les prolongent et les perpétuent, déplore la peintre. Les jeunes Iraniennes d'aujourd'hui comprennent que rester silencieuses face à la coercition, du gouvernement ou d'un père, n'apportera pas le changement. »*

Le non-port du voile assimilé à la nudité

Étudiante et activiste à Ispahan, Neda Kavianpour voit chaque jour que la police des mœurs, dont la présence avait diminué pendant « Femme, vie, liberté », est revenue dans les rues pour intimider les femmes. Un projet de loi sur la chasteté et le hidjab a également été approuvé fin septembre, grâce au soutien des représentants du gouvernement et de leurs alliés.

Ce texte assimile le refus de porter le hidjab à de la nudité. Amirhossein Bankipour, député d'Ispahan, a précisé que la répression du « dévoilement » et de la « nudité » se ferait principalement par le biais de caméras et que les amendes et les avertisse-

ments seraient envoyés directement sur les téléphones des contrevenantes.

Malgré ce durcissement, qui s'accompagne de violences, de harcèlement, de détentions arbitraires, Neda Kavianpour ne veut pas perdre espoir. *« J'espère que les Iraniennes continueront à se battre avec courage et créativité pour obtenir la liberté et le respect qu'elles méritent. »*

Une dangereuse répression

Plus de deux ans après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, et le lancement du mouvement « Femme, vie, liberté », la guerre contre les femmes s'intensifie en toute impunité, dénonce Amnesty International.

Depuis le lancement, en avril, d'une campagne nationale baptisée « Plan Noor », l'ONG a constaté « une nette augmentation, dans les lieux publics, du nombre de patrouilles de sécurité à pied, à moto, en voiture et en fourgon de police chargées de veiller à l'application du port obligatoire du voile ».

Cette répression se caractérise notamment par de dangereuses courses-poursuites pour interpellier les conductrices. Le 22 juillet, des policiers avaient ainsi tiré sur une Iranienne en voiture, la blessant grièvement.

LE FIGARO

avec AFP
20 novembre 2024

La Turquie condamne une attaque contre un cargo en mer Rouge par les rebelles houthis

La Turquie a dénoncé mercredi une attaque au missile visant un cargo turc en mer Rouge lancée par les rebelles houthis du Yémen.

«Nous condamnons les attaques au missile des Houthis contre le cargo sec Anadolu S, battant pavillon panaméen et appartenant à une société turque qui naviguait au large des côtes du Yémen», a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le ministère n'a pas précisé si le navire avait subi des dommages et a seulement déclaré que «les initiatives nécessaires (étaient) prises pour empêcher qu'un incident similaire ne se reproduise». Selon les Houthis, qui ont revendiqué l'attaque mardi, celle-ci a touché le navire de manière «précise et directe» et a été menée car ce dernier n'avait pas répondu «aux avertissements des forces navales».

«Lien indirect avec Israël»

Le Centre conjoint d'information maritime (JMIC), dirigé par une coalition navale multinationale incluant les États-Unis et des pays européens et basé à Bahreïn, a indiqué avoir enquêté sur l'incident et avoir établi «un lien indirect (du cargo visé) avec Israël».

Depuis novembre, les Houthis mènent des attaques au large du Yémen contre des navires qu'ils estiment liés à Israël,

disant agir en solidarité avec les Palestiniens dans le contexte de la guerre dans la bande de Gaza. Ces attaques ont perturbé le trafic en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, une zone maritime essentielle pour le commerce mondial, poussant les États-Unis à mettre en place une coalition navale multinationale et à frapper des cibles rebelles au Yémen, parfois avec l'aide du Royaume-Uni.



21 novembre 2024

Disparition de Joyce Blau (1932-2024)

Militante très engagée dans la cause kurde et la lutte anticoloniale, Joyce Blau eut un rôle de pionnière dans le domaine de la kurdologie, et fut notamment associée à la création de l'Institut Kurde de Paris dans lequel elle maintint des activités régulières et fournies jusqu'à la fin de sa vie.

Professeure émérite de l'Inalco, elle fut entre autres

à l'initiative du développement de l'enseignement du kurde sorani, qui n'avait alors encore jamais été enseigné en France. Elle y consacra ainsi plusieurs ouvrages, parmi lesquels des *Éléments de Grammaire « Sorani »* (1974-75), mis en circulation à l'époque par l'Inalco, ainsi qu'un *Manuel de kurde, dialecte sorani* (1980).

Poussée par Henri Curiel, qui

fut son mentor et ami, elle fut en premier lieu étudiante d'arabe, de persan et de kurde à l'Inalco avant de rejoindre notre établissement en 1970, en tant qu'enseignante cette fois, où elle succéda à Kamran Ali Bédîr Khan. Elle y restera jusqu'à la fin de sa carrière. Son enseignement et ses recherches portèrent sur tous les pans de la kurdologie, de la linguistique à la littérature en passant par la civilisation

et culture kurde, et elle laisse derrière elle une œuvre impressionnante.

L'Inalco souhaite aujourd'hui lui rendre hommage : nous sommes reconnaissants et fiers d'avoir pu croiser la route de celle qui marqua son temps à plus d'un titre, tant dans ses prises de position engagées qu'à travers son travail de recherche et d'enseignement.

L'Iran de nouveau cible d'une résolution de l'AIEA pour ses activités nucléaires « troublantes »

La résolution a été approuvée par dix-neuf des trente-cinq membres du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Trois pays, dont la Russie, ont voté contre, et douze se sont abstenus.

Les diplomates occidentaux ont dressé, jeudi 21 novembre, à Vienne, un réquisitoire sévère contre l'Iran et fait adopter une nouvelle résolution critique, avec le risque d'une riposte de Téhéran. Le texte, élaboré par Londres, Paris et Berlin (E3) associés à Washington, a été approuvé dans la soirée par dix-neuf des trente-cinq Etats membres du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'après des sources à l'Agence France-Presse (AFP) et Associated Press.

La Russie, la Chine et le Burkina Faso ont voté contre, tandis que douze pays se sont abstenus. Les Etats-Unis et leurs alliés européens s'étaient auparavant succédé à la tribune pour dénoncer l'escalade de la République islamique. Ses activités nucléaires sont « *profondément troublantes* », a lancé l'ambassadrice américaine Laura Holgate, jugeant « *le niveau de coopération avec l'instance onusienne bien en deçà des attentes* ».

Berlin, Paris et Londres ont abondé en ce sens, rappelant que l'Iran avait amassé suffisamment d'uranium hautement enrichi pour « *quatre armes nucléaires* ». « *Son comportement pose une menace pour la sécurité internationale* » et « *le système*



Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, lors de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'agence, à Vienne, le 20 novembre 2024. JOE KLAMAR / AFP

mondial de non-prolifération », selon leur déclaration. A l'instar de la précédente résolution en juin, le texte de celle-ci, consulté par l'AFP, rappelle Téhéran à ses « *obligations légales* », en vertu du traité de non-prolifération (TNP) ratifié en 1970.

« *Il est essentiel et urgent* » que le pays fournisse des « *réponses techniques crédibles* » à propos de la présence de traces d'uranium inexploitées sur deux sites non déclarés, écrivent les auteurs, réclamant à l'AIEA « *un rapport complet* » d'ici au printemps 2025. Outre ce litige

de longue date, l'Iran a fortement restreint, depuis 2021, sa coopération avec l'Agence, débranchant des caméras de surveillance et **retirant l'accreditation d'inspecteurs expérimentés**.

Décalage entre les positions de l'Occident et de Rafael Grossi

Parallèlement son programme nucléaire ne cesse de monter en puissance, même si Téhéran nie vouloir se doter de la bombe. Mais cette fois, la résolution s'inscrit dans un contexte particulier, avec un décalage entre la position occidentale et celle du chef de

l'AIEA, Rafael Grossi. A l'occasion d'une visite sur place la semaine dernière, il a obtenu de l'Iran qu'il accepte d'entamer des préparatifs pour stopper l'expansion de son stock d'uranium enrichi à 60 %, proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une arme nucléaire.

« *C'est un pas concret dans la bonne direction* », a-t-il insisté mercredi, et ce « *pour la première fois* » depuis que Téhéran s'est affranchi de ses engagements pris dans le cadre de l'accord conclu en 2015 à Vienne. Une situation que le journal gouverne-

mental Iran n'a pas manqué de souligner, jeudi, titrant sur « les divergences » à Vienne.

Le pacte dit « JCPOA » prévoyait un allègement des sanctions internationales contre Téhéran, en échange de garanties que l'Iran ne cherche pas à acquérir l'arme atomique. Mais il a déraillé après le retrait des Américains en 2018, sous l'impulsion de Donald Trump, alors président, qui a rétabli des sanctions.

L'Iran a prévenu qu'il réagirait « en conséquence et de manière appropriée ». Le vote « affaiblira » les relations entre l'instance onusienne et Téhéran, a mis en garde le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, tout en se disant « déterminé à travailler » avec l'AIEA.

Pour Héloïse Fayet, spécialiste du nucléaire à l'Institut français des relations internationales (IFRI), cette initiative peut en effet « nuire aux

efforts de Rafael Grossi ». « Mais les puissances occidentales sont frustrées du manque d'efficacité de ses manœuvres diplomatiques et sont à la recherche de solutions plus fermes », dit-elle à l'AFP.

En riposte, Téhéran pourrait revenir sur sa dernière promesse ou « par exemple, élever le niveau d'enrichissement », pronostique l'expert en politique étrangère Rahman Ghahremanpour. Mais

l'analyste ne s'attend pas à des mesures drastiques car « l'Iran ne veut pas aggraver les tensions » avant le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, artisan d'une politique dite de « pression maximale » durant son premier mandat. Un moyen de garder une porte ouverte à des discussions avec « celui qui a tout fait capoter » en 2018, mais « aime se positionner en négociateur en chef », note M^{me} Fayet.

The New York Times

Nov. 21, 2024

By Lara Jakes

Israel and Iran Seemed on the Brink of a Bigger War. What's Holding Them Back?

So far, direct attacks between the two adversaries have been precise and calculated. Whether that lasts is another question.

It has been nearly a month since Israel sent more than 100 jets and drones to strike Iranian military bases, and the world is still waiting to see how Iran will respond.

It is a loaded pause in the high-risk conflict this year between the two Middle East powers. Israel's counterattack came more than three weeks after Iran launched over 180 ballistic missiles — most of which were shot down — on Oct. 1 to avenge the killings of two top Hezbollah and Hamas leaders.

The first volley of strikes came in April, when Iran decided to avenge an attack on one of its diplomatic compounds by directly bombarding Israel with at least 300 missiles and drones. Even then, Israel waited days, not hours, to respond.

Not long ago, analysts might have predicted that any direct

strike by Iran on Israel, or by Israel on Iran, would have prompted an immediate conflagration. But it has not played out that way.

Partly that is the result of frantic diplomacy behind the scenes by allies including the United States, Saudi Arabia, Qatar and the United Arab Emirates. But the calculated, limited strikes also reflect the fact that the alternative — a war of “shock and awe” between Israel and Iran — could lead to dire consequences not just for the region but also much of the world.

“The nature of the attacks seem to speak to a shared acknowledgment of the acute risk of an even deeper regional war that both sides still probably want to avoid,” said Julien Barnes-Dacey, the Middle East director at the European Council on Foreign Relations. That does not mean there are not dangers to the current ap-

proach, he noted. “It’s an extremely precarious and likely unsustainable pathway that could quickly spin out of control,” he said. “There is also a possibility that Israel may be more deliberately working its way up the escalatory ladder with the intention of eventually doing something wider and more decisive.”

In a video message last week, Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel appeared to warn that he could ratchet up the intensity of the conflict if Tehran were to strike again. “Every day, Israel gets stronger,” Mr. Netanyahu said. “The world has seen but a fraction of our power.”

The Nature of War is Changing

The tit-for-tat strikes by Iran and Israel bear little resemblance to warfare known as shock and awe — the use of overwhelming firepower, su-

perior technology and speed to destroy the enemy's physical capabilities and its will to resist — that was first introduced as a concept in 1996 by two American military experts.

Perhaps its most memorable demonstration was the barrage of airstrikes that started the American-led invasion of Iraq in 2003, which were followed by ground troops that sent Saddam Hussein into hiding. But its core tactics were deployed earlier, in the 1991 Gulf War, as well as in the American invasion of Afghanistan in 2001.

Shock and awe warfare would be difficult to carry out in this current Middle East conflict, where launching ground troops would likely require more land, air and sea assets than either Israel or Iran would want to deploy across the hundreds of miles that separate them.

Israel's Iron Dome air defense system intercepted projectiles over Tel Aviv on Oct. 1 after Iran launched a barrage of missiles toward Israel. Abir Sultan/EPA, via Shutterstock

There is also an ongoing debate in military circles as to whether a shock and awe offensive is still viable. Autonomous weapons and artificial intelligence are transforming warfare, argued the retired Joint Chiefs chairman, Gen. Mark A. Milley, and Eric Schmidt, the former Google chief executive, in an [August analysis](#) for Foreign Affairs. "The era of 'shock and awe' campaigns — in which Washington could decimate its adversaries with overwhelming firepower — is finished," they wrote.

Two analysts at Britain's Royal Navy Strategic Studies Centre countered [last month](#) that shock and awe warfare is evolving, not over, and pointed to Israel's exploding [pager and walkie-talkie attacks](#) against Hezbollah in Lebanon. Dozens of people were killed, and thousands wounded, but the fear that the attacks created struck a psychological blow to the militant group. Two weeks later, [Israeli airstrikes killed Hassan Nasrallah](#), Hezbollah's longtime leader.

"Far from being a thing of the past, shock and awe must be an integral part of our approach to multi-domain warfare," they wrote.

These Strikes Are About Domestic Politics as Much as Deterrence

For decades, Iran and Israel were locked in a shadow war, with Israel carrying out covert attacks and Iran relying on proxy militias in Iraq, Lebanon, Syria and Yemen as its front line forces.

All that changed on April 1. While almost all the missiles and drones that Iran aimed



People stand near the remains of a missile near the Dead Sea, in Israel, in October. Erik Marmor/Getty Images

at Israel were intercepted, the airstrikes marked the first time that Tehran had directly attacked Israel from Iranian soil.

That put officials around the globe on alert for a broader regional war. Hours after the strikes, Gen. Hossein Salami, the commander in chief of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps, [said](#) Iran had decided to create "a new equation" in its yearslong conflict with Israel.

But so far, the conflict has been carried out solely with deep precision missile strikes, mainly targeting military bases in the other's country. Farzan Sabet, an analyst on Iran and Middle East politics at the Geneva Graduate Institute in Switzerland, said the restrained volley of missile attacks appeared to signal a new kind of warfare.

"Deep precision strikes aren't new, but their use on such scale as the centerpiece" of a conflict "is novel," Mr. Sabet said.

Still, "we may not have seen the worst of it," he said, noting that Tehran had recently signaled that it was prepared to

strike Israel's key energy sources — including gas fields, power plants and oil import terminals — if Iran's civilian infrastructure was hit. "That would be a new element," Mr. Sabet said.

He and other analysts said the airstrikes so far, combined with the public warnings that preceded them, were part of a deterrence campaign by both nations to try to keep the conflict from spiraling out of control.

"It's 'I slap, therefore you get slapped, so you understand, and so now you can decide whether you want to step down or you want to step up,'" said Assaf Orion, a retired Israeli brigadier general and defense strategist at the Washington Institute for Near East Policy. "The fact is that both parties are taking their time to calculate, to collaborate, to shape their own operations," he added.

The Stakes Are High, and The Situation Could Still Explode.

While Israel has not used conventional shock and awe against Iran, it has been far

less restrained in its attacks on Iran's proxies, Hezbollah and Hamas, as the pager attacks demonstrated. And Hamas's attack on Israel, which incited the ongoing wars on Oct. 7, 2023, was brutal and unconstrained.

Israel has since pounded Gaza with airstrikes that have killed more than 43,000 people, many of whom were women and children. In Lebanon, the United Nations estimates that more [than 3,300 people have been killed](#) by Israeli attacks since Oct. 8, 2023, when Hezbollah joined the fight to show solidarity with Palestinians.

The coffins of two Hezbollah fighters, killed in September by coordinated pager explosions, being carried during a procession in the Dahiya area of Beirut, Lebanon. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

But Iran has been spared the scale of death and humanitarian disaster that Israel has exacted on its proxies. It has even [sought to portray](#) its own missile attacks against Israel as a [resounding success](#).

Mr. Sabet said Tehran appeared to care as much about showing its public the number of “spectacular” strikes it was launching against Israel as about how many of them hit their targets. “Iran is trying to have the last word, in a sense,” he said. “It wants to show a response, and show its domestic and regional audi-

ences that’s done something, but it doesn’t want to escalate the conflict.”

But, he added, “I’m just not sure that’ll work.”

Israel’s debilitating attacks on Hezbollah and Hamas, on which Iran has long relied for what it calls forward defense, are a [blow to Tehran](#). And the

re-election of President Donald J. Trump, a staunch ally of Mr. Netanyahu, changes the equation again.

One of Mr. Trump’s close advisers, the tech billionaire Elon Musk, [met last week](#) with Iran’s ambassador to the United Nations in what was described as an opening attempt to dif-

fuse tensions between Tehran and the incoming American president.

But Mr. Trump is widely expected to make U.S. foreign policy more favorable to Israel, and is stacking his cabinet with Iran hawks. That could very well bring the war between Iran and Israel into new

The New York Times

Farnaz Fassihi
Nov. 21, 2024

U.N. Watchdog Censures Iran Over Nuclear Program Secrecy

The action could lead to sanctions against Tehran, which has barred international monitoring of its accelerated uranium enrichment efforts.

The United Nations’ nuclear watchdog agency censured Iran on Thursday evening for failing to cooperate fully with the agency’s monitoring and inspection, as the country is obligated to do under the Nuclear Nonproliferation Treaty.

The censure by the International Atomic Energy Agency could lead to penalties against Iran, including renewed economic sanctions.

The agency’s Board of Governors voted 19 to 3, with 12 abstentions, for the censure, despite intensive lobbying by Iran and its foreign minister, Abbas Araghchi. He spoke to officials of countries on the board, including Brazil, South Africa, Bangladesh, Algeria, Burkina Faso and Pakistan, urging them to oppose the resolution, which was put forward by Britain, France, Germany and the United States.

The three votes against were cast by Russia, China and Burkina Faso.

Mr. Araghchi promised that Iran would retaliate if the resolution passed, most likely choosing to accelerate its enrichment of uranium to levels close to bomb grade, rather than putting a cap on that enrichment.

Soon after the censure vote, Iran’s foreign ministry and atomic energy agency announced plans to start operation of new, more advanced centrifuges for enriching uranium. But they added that Iran was open to international engagement and would cooperate with the I.A.E.A.

The three European nations and the United States moved to censure Iran over its secretive nuclear program and its consistent refusal to answer questions from the I.A.E.A. or allow oversight. The Western powers were hoping to shore up the credibility of the global agency responsible for ensuring safe use of nuclear power and preventing nuclear weapons proliferation before Donald J. Trump’s return to the White House.

The resolution followed the circulation of a report at the agency earlier this week detailing Iran’s expansion of its stockpile of enriched uranium close to weapons grade and its consistent efforts to block the I.A.E.A. from monitoring its progress.

The countries that pushed for the censure are concerned that Iran’s continued recalcitrance presents a significant threat to the Nuclear Nonproliferation Treaty and undermines the credibility of the I.A.E.A. itself.

Analysts said that the European countries are also trying to signal that they want to be tough on Iran, wary that the American president-elect may be tempted to cut a separate deal with Iran that could undermine the agency’s role.

Less than 1 percent of the uranium found in nature is the radioactive form, known as U-235. Uranium enrichment raises that fraction, to 3 to 5 percent for nuclear power plants and up to 20 percent

for some kinds of research. An atomic bomb requires enrichment to 85 percent or more. Iran has enriched some of its stockpile to 60 percent, which experts say has no known civilian use and could be upgraded quickly to make nuclear weapons.

Iran had tried to avoid I.A.E.A. condemnation by proposing to cap its production of 60 percent enriched uranium for the foreseeable future and expressing a willingness to accept four new agency inspectors to replace the ones Iran banned in September 2023.

But these were seen as more symbolic gestures aimed at avoiding censure and signaling a desire to negotiate with a new American administration in return for the lifting of economic sanctions. If censured, however, Iran warned that it would be unlikely to comply with any proposal to cap enrichment.

Parchin military base near Tehran, linked to Iran’s nuclear program, which was attacked

by Israeli forces in October, is seen here in September in a satellite photo from Planet Labs PBC. Planet Labs PBC, via Associated Press

Everyone is waiting to see what kind of Iran policy Mr. Trump will support once he is back in office, diplomats and analysts say.

“The Europeans want to show Trump that they are happy to work with him on a tough new joint policy on Iran, rather than Trump excluding them and doing his own deal,” said Ellie Geranmayeh, an expert on Iran with the European Council on Foreign Relations.

There is an assumption that as president again, Mr. Trump will try to increase economic pressure on Iran to reach a stricter deal than the 2015 agreement that was meant to restrain the country’s nuclear program.

Mr. Trump criticized that deal as weak and [pulled out of it in 2018](#), reimposing American sanctions on Iran. His policy of “maximum pressure” did not bring Iran to the table, and neither Mr. Trump nor President Biden has been able to replace the 2015 agreement.

Instead Iran, freed from the constraints of the 2015 deal, has steadily increased its stockpile of highly enriched uranium, enough for several bombs, and is closer to being able to build a nuclear weapon and deliver one on more sophisticated missiles. Iran insists its nuclear program is civilian and that it has no intention to build a nuclear weapon.

Diplomats and analysts say



The headquarters of the International Atomic Energy Agency in Vienna, Austria, on Thursday. Joe Klamar/Agence France-Presse — Getty Images

that Iran has been weakened by internal unrest, a bad economy and Israel’s campaign against Tehran and its allies since Hamas attacked Israel on Oct. 7 last year. There is significant internal debate in Iran about whether to make another nuclear deal or move more openly toward building a nuclear weapon, they say.

There is a good chance Iran would be open to direct negotiations on a new nuclear deal with Washington, along with the Europeans, the diplomats and analysts say. But Tehran would want such a deal to provide clear economic benefits and restrain the United States and Israel from attacking its nuclear and energy facilities.

European and Iranian officials met in September at the United Nations — after the

death of Iran’s hard-line president and the election of a [more moderate successor](#) — to discuss de-escalation and re-engagement, with little obvious success.

But the Europeans were struck by the quiet meeting between [Elon Musk and Iran’s U.N. ambassador](#) on Nov. 11, first reported by The New York Times, as indicative of tentative early efforts by Mr. Trump’s team to defuse tensions.

Ms. Geranmayeh and Cornelius Adebahr, who studies Iran for Carnegie Europe, say that some Iranian officials argue that their country has a better chance of negotiating with a Republican president who controls Congress and wants to avoid a war and that this may be a last chance to do so. The hope, they say, is

that it would yield economic benefits, helping to calm dissent at home.

Others, many of them part of the powerful Islamic Revolutionary Guards Corps, argue that the West cannot be trusted and that the United States is a declining power. Israel, they argue, has hit its regional allies so hard that Iran should move more openly to confront Israel and develop a nuclear deterrent.

“Superficially, Iran looks weaker, with a prevalent internal atmosphere of unrest and the regime trying to find its footing, and the openness of the debate speaks to the uncertainty among policy-makers in Iran,” Mr. Adebahr said. “But the Iranians don’t consider themselves weak and don’t appear to be in a great rush.”

Conflits au Proche-Orient : l'Iran qualifie le mandat d'arrêt de la CPI contre Netanyahou de «mort politique» d'Israël

LE POINT SUR LA SITUATION - Le chef des Gardiens de la Révolution iraniens estime qu'Israël est «un régime qui vit aujourd'hui dans un isolement politique absolu dans le monde et dont les responsables ne peuvent plus se rendre dans d'autres pays».

Le chef des Gardiens de la Révolution iraniens a estimé vendredi 22 septembre que les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre du premier ministre, Benyamin Netanyahou, et son ancien ministre de la Défense signifiaient la «mort politique» d'Israël.

«Cela signifie la fin et la mort politique du régime sioniste, un régime qui vit aujourd'hui dans un isolement politique absolu dans le monde et dont les responsables ne peuvent plus se rendre dans d'autres pays», a déclaré le général Hossein Salami, chef des Gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique, dans un discours diffusé par la télévision d'État. *Le Figaro* fait le point sur la situation.

Orban annonce inviter Netanyahou en Hongrie «en défi» au mandat d'arrêt de la CPI

Le premier ministre hongrois **Viktor Orbán**, dont le pays occupe la présidence tournante de l'UE, a annoncé vendredi invité son homologue israélien Benyamin Netanyahou pour protester contre le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). «Nous n'avons pas d'autre choix que de défier cette décision. Je vais

convier» Netanyahou «à venir en Hongrie, où je peux lui garantir que le jugement de la CPI n'aura pas d'effet», a-t-il déclaré dans une interview sur la radio d'État.

«Une décision (...) déguisée à des fins juridiques»

Selon le dirigeant nationaliste, inconditionnel soutien du dirigeant israélien, il s'agit d'une «décision éhontée, déguisée à des fins juridiques» conduisant à «un discrédit du droit international». Qualifiée de «scandaleuse» par **Joe Biden**, cette décision limite les déplacements des deux responsables israéliens puisque en principe, n'importe lequel des 124 États membres de la cour serait théoriquement obligé de les arrêter s'ils entraient sur leur territoire.

La **Hongrie** a bien signé le Statut de Rome, un traité international ayant créé la CPI en 1999, ratifié deux ans plus tard, au cours du premier mandat de Viktor Orbán. Mais elle n'a pas validé la convention associée pour des raisons de constitutionnalité et affirme donc ne pas être obligée de se conformer aux décisions de la juridiction basée à La Haye.

La Chine appelle la CPI à avoir une position «objective» et «conforme au droit»
La **Chine** a appelé vendredi

la **Cour pénale internationale** (CPI) à avoir une «position objective et juste», au lendemain de l'émission de son mandat d'arrêt à l'encontre du premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. «La Chine espère que la CPI maintiendra une position objective et juste (et) exercera ses pouvoirs conformément au droit», a déclaré Lin Jian, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, interrogé lors d'une conférence de presse régulière.

La Chine, qui, comme Israël et les États-Unis, n'est pas membre de la CPI, a déclaré qu'elle «soutenait tous les efforts de la communauté internationale sur la question palestinienne qui sont propices à l'équité et la justice et au maintien de l'autorité du droit international». Lin Jian a également accusé les États-Unis d'avoir «deux poids, deux mesures», interrogé sur l'opposition des États-Unis aux poursuites contre Netanyahou, à l'inverse du soutien de Washington au mandat d'arrêt émis à l'encontre du dirigeant russe Vladimir Poutine.

«La Chine s'oppose systématiquement à ce que certains pays n'utilisent le droit international que lorsque cela les arrange (...) et à ce qu'ils aient deux poids, deux mesures», a déclaré Lin Jian.

Israël annonce mettre fin à un régime de garde à vue illimitée pour les colons de Cisjordanie

Le ministre israélien de la Défense, **Israël Katz**, a annoncé que le régime dit de la détention administrative, équivalent d'une garde à vue quasi illimitée, ne serait désormais plus applicable aux colons israéliens en Cisjordanie.

Alors que «les colonies juives de Judée-Samarie [le nom donné par Israël à la Cisjordanie, territoire palestinien qu'il occupe depuis 1967] sont soumises à de graves menaces terroristes palestiniennes [...] et que des sanctions internationales injustifiées sont prises contre des colons [ou des entreprises oeuvrant à la colonisation], il n'est pas approprié que l'État d'Israël applique une mesure aussi sévère [la détention administrative, NDLR] contre des colons», déclare le ministre dans un communiqué, faisant référence à de récentes sanctions américaines, notamment.

Des frappes sur la banlieue sud de Beyrouth après un appel d'Israël à évacuer

Des frappes ont visé vendredi 22 novembre dans la matinée la banlieue sud de **Beyrouth**, bastion du Hezbollah libanais contre lequel **Israël** est en

guerre, peu après un appel de l'armée israélienne à évacuer, selon des images de l'AFPTV. Outre la banlieue de Beyrouth, l'armée israélienne avait appelé dans la nuit à évacuer plusieurs zones du sud du Liban.

Israël dit avoir «éliminé» cinq «terroristes du Hamas» lors du raid nocturne à Gaza

L'armée israélienne a annoncé vendredi avoir «éliminé» cinq «terroristes du Hamas» parmi lesquels deux commandants, lors de son raid dans la zone de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza dans la nuit de mercredi à jeudi. Dans un communiqué, l'armée et le Shin Bet (renseignement intérieur) disent avoir «éliminé cinq terroristes du Hamas parmi lesquels un comman-

dant de compagnie Noukhba et un autre commandant de compagnie qui avaient participé au massacre du 7 octobre (2023) et dirigé les meurtres et enlèvements dans la zone de Mefalsim», un kibboutz du sud d'Israël.

Ces deux hommes étaient responsables le 7 octobre 2023 de «meurtres et enlèvements dans la zone de Mefalsim», un des kibboutz visé

dans le cadre de l'attaque sans précédent du mouvement islamiste dans le sud d'Israël, selon le communiqué. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un raid dans la zone de Beit Lahia et Jabalia (nord) a fait des dizaines de morts et de disparus, selon des sources médicales palestiniennes. La Défense civile palestinienne n'a toujours pas fourni de bilan chiffré.

Le Monde

Audrey Garric
22 novembre 2024

A la COP29, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Russie, l'Egypte et le Vatican s'opposent aux mesures sur l'égalité entre les genres

Alors que les effets de la crise climatique affectent les femmes de manière disproportionnée, des mentions relatives à la question du genre ont été supprimées du futur programme de travail en négociation.

C'est un cliché révélateur : le 12 novembre, au lendemain de l'ouverture de la 29^e Conférence des parties pour le climat (COP29), les chefs d'Etat et de gouvernement posent pour la traditionnelle photo de famille. Leurs rangs ne comptent que 8 femmes sur 78 dirigeants. En 2023, à la COP28 à Dubaï, ces dernières ne représentaient que 19 % des chefs de délégation et 34 % des délégations nationales – le même chiffre qu'il y a dix ans. Une sous-représentation alors que les femmes sont les principales victimes du dérèglement climatique, mais aussi détentrices de solutions efficaces de lutte contre le réchauffement.

Pour mieux intégrer les

femmes aux politiques climatiques, les Etats doivent aboutir, à la COP29, à l'adoption d'un nouveau programme de travail sur l'égalité des genres. Mais ces derniers jours, les négociations ont été perturbées par l'offensive d'une coalition de pays entraînant « un certain nombre de replis, de volontés de recul, de retours en arrière », selon Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la transition écologique française, mercredi 20 novembre.

L'Arabie saoudite, l'Iran, la Russie, l'Egypte ainsi que le Vatican se sont opposés à différentes mentions relatives à cette question. Dans le **dernier brouillon de texte de négociations**, qui pourrait être adopté en l'état par les pays, ils ont réussi à obtenir la sup-

pression de la mention des « femmes dans toute leur diversité », ainsi que de « l'intersectionnalité », c'est-à-dire la reconnaissance du fait que le genre interagit avec d'autres éléments de l'identité tels que l'origine pour aggraver les discriminations. Des références aux droits humains, à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux militantes pour les droits humains ont également disparu.

« Ces pays veulent voir une distinction simple entre hommes et femmes, garçons et filles », regrette Mwanahamisi Singano, de l'ONG Women's Environment and Development Organization. En cause, selon différentes sources, la crainte que ces expressions englobent les

femmes transgenres.

« Une base minimale acceptable »

Plus largement, certains pays conservateurs souhaitent « que de nombreux paragraphes incluant le terme "genre" soient mis entre crochets, c'est-à-dire renégo-ciés, précise Anne Barre, du réseau d'ONG Women Engage for a Common Future. Ils s'opposent à ce concept, très large, à la fois parce qu'il inclut les personnes non binaires, mais surtout parce que ces pays refusent d'intégrer l'égalité entre femmes et hommes dans leurs politiques climatiques, ce qui les contraindrait à changer les structures patriarcales. »

Finalement, une majorité de mentions sur le genre ont été maintenues, grâce à la pression de l'Union européenne et de pays d'Amérique latine. De sorte qu'Anne Barre considère la dernière version du texte de négociation comme « *une base minimale acceptable* », qui ne marque pas de progrès mais pas de reculs par rapport aux précédents programmes de travail.

Le nouveau programme de travail sur le genre doit courir sur dix ans, de 2025 à 2035. Il remplacera le précédent, [adopté à Lima en 2014](#) et reconduit à Madrid en 2019. « *L'idée est de mieux intégrer les femmes et les personnes non binaires dans l'élaboration des politiques climatiques et de s'assurer que ces politiques permettent de réduire les inégalités entre femmes et hommes* », détaille Anne Barre. Il sera suivi d'un nouveau plan d'actions, qui doit être adopté à la COP30 en 2025.

Jusqu'à présent, les progrès ont été lents. Et pendant ce temps, les effets de la crise climatique affectent les femmes de manière disproportionnée. [Selon l'ONU](#), 80 % des personnes déplacées à cause du changement climatique sont des femmes. Avec les enfants pauvres, elles ont 14 fois plus de chances de mourir dans une catastrophe climatique comme des inondations ou un ouragan, en raison d'un accès inégal à l'information et à la mobilité.

Parmi les autres inégalités, les vagues de chaleur et les inondations réduisent davantage les revenus des femmes que des hommes en milieu rural, d'après [une étude de la FAO](#), publiée en mars. « *Les*



Des femmes ministres, négociatrices et déléguées assistent à la Journée du genre lors de la COP29, la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, à Bakou, en Azerbaïdjan, le 21 novembre 2024. MAXIM SHEMETOV / REUTERS

normes et politiques discriminatoires font peser sur les femmes une charge disproportionnée en matière de soins et de responsabilités domestiques, limitent leurs droits fonciers, les empêchent de prendre des décisions concernant leur travail et entravent leur accès à l'information, au financement, à la technologie », explique l'agence de l'ONU.

Insécurité alimentaire

Toujours [selon les Nations unies](#), le changement climatique devrait pousser près de 240 millions de femmes supplémentaires dans une situation d'insécurité alimentaire d'ici à 2050, contre 131 millions d'hommes, notamment parce que les femmes sont celles qui se privent le plus en cas de pénurie. Sous l'effet du réchauffement et des sécheresses, les femmes pourraient également passer jusqu'à 30 % plus de temps à

aller chercher de l'eau d'ici au milieu du XXI^e siècle, selon une étude [publiée dans Nature Climate Change en juin](#). D'autres travaux ont montré que les taux de [mariages précoces](#) et de [violence à l'encontre des femmes et des filles](#) augmentent pendant et après les catastrophes climatiques.

Enfin, des solutions proposées par les femmes dans la lutte contre le changement climatique, comme la création de systèmes de réfrigération solaire ou de systèmes agricoles résilients, sont « *sous-exploitées* », car « *elles se heurtent à des obstacles tels que l'accès limité au financement et l'exclusion de la prise de décision* », indique Claudia Rubio Giraldo, de la Women and Gender Constituency de l'ONU.

Les associations appellent à intégrer davantage la question du genre dans les nou-

veaux plans climat que les pays doivent soumettre en 2025. Parmi les initiatives possibles listées par Anne Barre, les Etats peuvent mettre en place des programmes de subventions ciblées vers des entreprises engagées dans la transition énergétique et dirigées par des femmes. Les politiques publiques visant à décarboner les transports devraient aussi tenir compte « *des besoins des femmes qui ont des itinéraires et horaires différents des hommes en raison de leur rôle de soin aux enfants ou au foyer, mais aussi des problèmes de harcèlement ou d'insécurité auxquelles elles font face* ». Les pays en développement demandent également que le prochain plan d'action bénéficie d'un budget dédié ; une requête rejetée par les pays développés, en écho aux divisions autour de la finance climat qui paralysent la COP29.

Nucléaire : l'Iran riposte aux critiques de l'AIEA avec de « nouvelles centrifugeuses avancées »

Téhéran a dénoncé un geste « politiquement motivé » après que des diplomates occidentaux ont condamné ses activités nucléaires.

L'Iran a annoncé vendredi 22 novembre la mise en service de « nouvelles centrifugeuses avancées » en représailles à l'adoption d'une résolution critique à Vienne condamnant les activités nucléaires de Téhéran, pointé du doigt pour son manque de coopération.

Le texte, élaboré par Londres, Paris et Berlin associés à Washington, a été approuvé jeudi par 19 des 35 Etats membres du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), selon des sources diplomatiques interrogées par l'Agence France-Presse (AFP). La Russie, la Chine et le Burkina Faso ont voté contre, tandis que douze pays se sont abstenus. Le Venezuela n'a pas pu participer.

Après le vote, le représentant de l'Iran a fustigé auprès de l'AFP un geste « politiquement motivé ». En conséquence, « le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique [OIEA] a donné l'ordre de prendre des mesures efficaces, notamment de mettre en service une série de nouvelles centrifugeuses avancées et de différents types », ont signalé vendredi dans un communiqué conjoint l'OIEA et le ministère des affaires étrangères iranien.

« Obligations légales »

Les centrifugeuses sont des



Photographie diffusée le 4 novembre 2019 par l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) montrant le site d'enrichissement d'uranium de Natanz, dans le centre de l'Iran. HO / AFP

machines qui enrichissent l'uranium transformé en gaz, en le faisant tourner à très grande vitesse, permettant l'augmentation de la proportion de matière fissile isotope (U-235) pour différentes utilisations.

« Parallèlement, la coopération technique et en matière de garanties se poursuivra avec l'AIEA, comme dans le passé », conformément aux engagements pris par l'Iran, précisent les autorités iraniennes.

Le texte validé jeudi à Vienne, dont la portée est symbolique à ce stade, rappelle l'Iran à ses « obligations légales »,

en vertu du traité de non-prolifération (TNP) ratifié en 1970. Les diplomates occidentaux ont dressé un réquisitoire sévère contre l'Iran et dénoncé l'escalade de la République islamique, l'ambassadrice américaine Laura Holgate faisant état d'activités nucléaires « profondément troublantes ».

Téhéran défend un droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour l'énergie, mais nie vouloir se doter d'une bombe atomique, ce que soupçonnent les pays occidentaux. Le TNP fait obligation aux Etats signataires de déclarer et de placer leurs matières nucléaires sous le contrôle de l'AIEA.

En 2015, l'Iran avait conclu à Vienne un accord avec la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et les Etats-Unis pour encadrer son programme nucléaire. Le texte prévoyait en contrepartie un allègement des sanctions internationales contre Téhéran. Mais en 2018, Donald Trump, alors président des Etats-Unis, avait retiré unilatéralement son pays de l'accord – auquel Téhéran se conformait, selon l'AIEA – et rétabli de lourdes sanctions à l'encontre de l'Iran.

En représailles, Téhéran a considérablement augmenté ses réserves de matières en-

richies, et porté le seuil d'enrichissement à 60 %, proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une arme atomique en vertu de la définition de l'AIEA. L'accord sur le nucléaire, désormais une coquille vide que des négociations ont échoué à ranimer en 2022, plafonnait ce taux à 3,67 %.

Lever « doutes et ambiguïtés »

L'Iran a par ailleurs fortement restreint depuis 2021 sa coopération avec l'AIEA, débranchant des caméras de surveillance et retirant l'accréditation d'inspecteurs expérimentés.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, au pouvoir depuis

juillet et partisan d'un dialogue avec les pays occidentaux, a affirmé vouloir lever « *doutes et ambiguïtés* » sur le programme nucléaire de son pays. L'Iran estime ainsi avoir fait preuve de « *bonne volonté* » en invitant la semaine dernière en Iran le chef de l'AIEA, Rafael Grossi, à se rendre sur les sites nucléaires

de Natanz et Fordo (centre). Ce déplacement a été perçu comme une des dernières chances pour la diplomatie avant le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier. M. Trump a été l'artisan d'une politique dite de « *pression maximale* » à l'encontre de l'Iran durant son premier mandat (2017-2021).



Anne Andlauer
23 novembre 2024

Turquie: lourde peine requise contre l'opposant Kemal Kılıçdaroglu pour « insulte » contre le président Erdogan

En Turquie, l'ancien rival du président Erdogan à la présidentielle de 2023, l'opposant Kemal Kılıçdaroglu, comparait ce vendredi à Ankara. Le parquet a requis une lourde peine, jusqu'à 11 ans et huit mois de prison, ainsi qu'une peine d'inéligibilité, dans un procès pour « *insulte* » où le plaignant n'est autre que le président turc lui-même.

Comme il l'avait promis, **Kemal Kılıçdaroglu** a utilisé le tribunal comme une tribune pour répéter les accusations qui lui valent ce procès. L'ancien rival de **Recep Tayyip Erdogan** à l'élection présidentielle est poursuivi pour « *insulte au chef de l'État* » en raison de propos qui datent d'une dizaine d'années, à l'époque où Erdogan était encore Premier ministre. Ils concernaient un vaste scandale de corruption impliquant,



Le candidat de l'opposition Kemal Kılıçdaroglu, lors d'une conférence de presse le 18 mai 2023 à Ankara. (Image d'illustration) REUTERS - CAGLA GURDOGAN

fin 2013, des proches du dirigeant turc - une affaire que le pouvoir avait rapidement étouffée -.

Devant les juges, Kemal Kılıçdaroglu a qualifié plusieurs fois le président de « *voleur* », et même de « *chef des voleurs* ». Visiblement, l'ancien dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP)

n'a pas été intimidé par le ministre de la Justice qui avait estimé la veille que ce procès devait servir « *d'exemple* » à ceux qui « *insultent* » le chef de l'État.

Le principal parti d'opposition turc voit aussi ce procès comme une occasion de resserrer les rangs. Depuis la défaite à la présidentielle de

l'an dernier, le CHP donne l'image d'un parti très divisé, notamment entre partisans de Kemal Kılıçdaroglu et ceux de son successeur, Özgür Özel.

L'actuel chef du CHP assistait ainsi à l'audience aux côtés de nombreux députés, maires et membres du parti. Kemal Kılıçdaroglu n'est d'ailleurs pas le seul membre du CHP à être poursuivi par Erdogan pour « *insulte envers le chef de l'État* ». Une autre accusation vise Özgür Özel, le président du CHP, et le président turc a porté plainte début novembre contre le maire d'opposition d'Istanbul Ekrem Imamoglu pour des propos diffamatoires qu'il aurait tenus la veille lors d'un rassemblement, selon l'agence de presse gouvernementale Anadolu.

« Nous demandons la libération immédiate de Maryam Akbari Monfared et de tous les prisonniers d'opinion en République islamique d'Iran »

Un collectif d'intellectuelles, de militantes des droits humains et des droits des femmes, et d'élues, parmi lesquelles Elisabeth Badinter, Ingrid Betancourt ou Laurence Tubiana, s'indigne du traitement qu'impose l'Iran à l'opposante Maryam Akbari Monfared, qui vient d'être transférée dans une des pires prisons de ce pays.

Nous sommes révoltés par le sort que la République islamique d'Iran réserve à ses prisonniers politiques, en particulier les femmes, et notamment Maryam Akbari Monfared, l'une des plus anciennes détenues d'Iran. Nous appelons la France et les Etats européens à exiger sa libération immédiate. Depuis quinze ans, cette mère de trois filles purge une peine dans les prisons les plus sinistres d'Iran, devenant un symbole de courage.

Emprisonnée depuis 2009, maintenue longtemps en isolement sous l'accusation fallacieuse de « *moharebeh* » ou « inimitié à l'égard de Dieu », suite à un simulacre de procès de quinze minutes, elle a été transférée à Qarchak le 22 octobre, l'une des pires prisons pour femmes. Son seul crime est ses liens familiaux avec des opposants au régime.

Condamnée initialement à dix ans de prison, elle aurait dû être libérée en 2019. Mais sa peine a été prolongée de cinq ans supplémentaires pour « outrage aux dirigeants ». Elle avait osé déposer en 2016 une plainte auprès du procureur de Téhéran à propos des exécutions extra-

judiciaires de ses frères et sœur : Alireza torturé à mort en 1981, Gholamreza exécuté en 1985, Abdolreza ainsi que sa sœur Roghiyeh, exécutés lors du massacre de 1988, où 30 000 prisonniers politiques, pour la plupart militants des Moudjahidin du peuple (OMPI), ont été exécutés.

« Justice pour ma vie volée »

Dans son rapport de juillet 2024, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Iran, le professeur Javaid Rehman, a qualifié ce massacre de 1988 de génocide et de crime contre l'humanité, et réclamé l'ouverture d'une enquête internationale indépendante.

Depuis la prison d'Evin, en 2018, Maryam écrivait : « *La République islamique n'a apporté à l'Iran que la mort, le pillage et le sang versé. La tête haute et alors que mon cœur s'enflamme et déborde d'une joie de vivre, je continue de réclamer la justice pour ma vie volée, pour celle de mes enfants privés de leur mère et pour tous les innocents dont vous avez brisé la vie.* »

En 2019 et 2021, elle dénon-

çait dans des lettres les assassinats de manifestants. Amnesty International condamne son transfert, en mars 2021, dans des conditions inhumaines dans une prison reculée à Semnan, loin de sa famille.

Confiscation de ses biens

En décembre 2022, alors que l'insurrection battait son plein en Iran, suite à la mort de Jina Mahsa Amini, pour une question de voile obligatoire, Maryam Akbari appelait depuis la prison de Semnan : « *A mes filles et fils courageux, je voudrais être avec vous à chaque instant. Si vous êtes arrêtés, ne faites pas confiance aux interrogateurs. Ils sont notre ennemi. Je dis aux familles des prisonnières d'ignorer les promesses, les craintes et les menaces. Vous ne pouvez sauver la vie de vos enfants qu'en faisant crier et répéter leurs noms ! Ne restez pas silencieux. Criez !* »

En juillet 2024, le régime a ordonné la confiscation de ses biens et de ceux de ses proches. Maryam devait être libérée le 12 octobre 2024, mais sa peine a de nouveau été prolongée. Javaid Rehman écrit dans son rapport de juillet sur

les crimes d'atrocité en Iran : « *Maryam Akbari Monfared, prisonnière politique, a fait preuve d'un courage immense en demandant justice pour l'exécution de ses proches lors du massacre de 1988. En réponse, elle a subi des pressions accrues et un isolement prolongé, sans un seul jour de permission en quinze ans, (...) elle a reçu une peine supplémentaire de deux ans. Son maintien en détention vise à la contraindre à renoncer à sa quête de justice.* »

Nous demandons la libération immédiate et sans condition de Maryam Akbari Monfared et de toutes les prisonnières et prisonniers d'opinion en Iran. Nous crions son nom et nous exhortons la France et les Etats européens à porter devant les juridictions nationales ou internationales compétentes le dossier des exécutions massives des opposants iraniens depuis les années 1980 à nos jours, comme le recommandent les experts de l'ONU, afin que les souffrances de Maryam Akbari et de toutes les familles de victimes ne soient pas vaines.

Sont signataires de cette tribune : Dominique Attias, présidente du conseil d'admi-

nistration de la Fondations des avocats européens ; **Elisabeth Badinter**, philosophe ; **Florence Berthout**, maire (Horizons) du V^e arrondissement de Paris ; **Ingrid Betancourt**, autrice, an-

cienne sénatrice de la Colombie ; **Mondane Colcombet**, ancienne présidente de chambre à la cour d'appel de Paris ; **Michelle Gréaume**, sénatrice (Groupe communiste et républicain), vice-pré-

sidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; **Anne-Yvonne Le Dain**, scientifique, ancienne députée ; **Juliette Méadel**, magistrate à la Cour des comptes,

ancienne ministre ; **Elisabeth Rabesandratana**, avocate auprès de la Cour pénale internationale ; **Laurence Tubiana**, présidente de la Fondation européenne pour le climat.



Anne Andlauer
25 novembre 2024

Turquie: les féminicides progressent sur fond d'inaction gouvernementale, dénoncent les associations

Trois ans après que le président Erdogan a retiré son pays de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes – plus connue sous le nom de convention d'Istanbul – les féministes s'alarment de la hausse du nombre de féminicides. Leur mouvement est de plus en plus mobilisé, et de plus en plus jeune.

Pour Sevinç Alim, avoir 20 ans et être féministe en Turquie, « c'est réaliser que quand une femme ne vit plus, tous les droits qu'on peut ac-

quérir ne servent à rien ! C'est donc lutter en priorité pour le droit à la vie ».

Sevinç appartient à la branche jeunesse de la plateforme « Nous stopperons les féminicides ». Et il y a du travail : en octobre, au moins 48 femmes ont été tuées par un homme, le record mensuel depuis 2010. « C'est simple : depuis que nous recensons les féminicides, la seule année où leur nombre a baissé, c'est en 2011 – l'année où la **Turquie** a signé la convention d'Istanbul », tance la jeune femme.

« **Un climat qui encourage les meurtriers** »

Et d'année en année, la situation n'a cessé de se dégrader depuis que la Turquie s'est retirée de la convention d'Istanbul. « Ce retrait, allié à une politique d'impunité et à un discours officiel sexiste qui défend la famille plutôt que les femmes, a créé un climat qui encourage les meurtriers », estime-t-elle.

La jeune femme, pourtant, refuse de désespérer : « C'est quand tu es seule que tu te sens impuissante et que tu désespères. Quand j'ai rejoint

la lutte féministe, j'ai pris conscience de l'importance de ce mouvement, de son ancienneté, et de tout ce que - malgré tout - nous avons réussi à obtenir. Et en ce 25 novembre, les **ONG** entendent bien faire entendre leurs voix. À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les organisations féministes de Turquie appellent à des rassemblements dans les principales villes. Toutefois, elles s'attendent à ce que, comme chaque année, la police les empêche de manifester.



Azhi Rasul
Nov 26, 2024

Turkey claims control of strategic mountainous area in Kurdistan

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's defense minister on Tuesday claimed that their army has "secured" the key Zap area of the Kurdistan Region from the Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters following intensive operations in the rugged terrain since June.

Speaking to the Turkish parliament's plan and budget committee, Defense Minister Yasar Guler said that the Turkish army "neutralized" 2,564 members of the PKK since the beginning of 2024 - a term used by Ankara to denote adversaries captured, wounded, or killed.

"Finally, thanks to the great devotion and effort of our heroic soldiers, the lock has been closed on Zap," Guler added, referring to Operation Claw-Lock against the PKK in the Kurdistan Region.

The PKK has yet to comment on the developments.

Turkey's claim suggests that the Turkish army has closed one of the last remaining routes for the PKK to move from the Kurdistan Region into Turkey.

The defense minister vowed



Turkish army carrying out artillery strikes in the Zap region. Photo: Screengrab/Turkish defense ministry

to continue the army's activities in the region.

In April 2022, Turkey launched Operation Claw-Lock with the goal of targeting PKK positions in Metina, Zap, Avashin, and Basyan areas in northern Duhok province.

The operation, according to Ankara, aims to remove the PKK from the bordering areas and cut off its access to mainland Turkey.

Turkey began intensifying its decades-long war against the

PKK, especially in Duhok province, in mid-June after President Recep Tayyip Erdogan repeatedly said he would launch a new offensive during the summer. Ankara has deployed hundreds of troops to the province.

Erdogan said in March that Ankara is close to completing a zone that will "permanently resolve" the security issues along their border with the Kurdistan Region and Iraq by the summer.

Erdogan also called on everyone in the region to respect Ankara's security strategy, "Otherwise, they will be the cause of the tensions that will arise," he said.

At least 344 civilians have been killed by Turkish military operations in the Kurdistan Region since they began over three decades ago, according to an August report by the US-based conflict monitor Community Peacemaker Teams (CPT).

En Turquie, arrestation de 231 personnes ces dernières vingt-quatre heures, dont douze journalistes

Des associations de journalistes ont appelé, mercredi, à manifester à Diyarbakir après ces arrestations.

Plus de deux cent trente personnes, dont douze journalistes, poètes et écrivains, ont été arrêtées ces dernières vingt-quatre heures en Turquie, soupçonnées de liens « *présumés avec des organisations terroristes* », selon le ministère de l'intérieur turc.

Plusieurs associations de journalistes, parmi lesquelles Dicle Firat et Mesopotamia, ont appelé, mercredi 27 novembre, à un rassemblement

de protestation à Diyarbakir (Sud-Est), la plus grande ville kurde du pays.

Dans un message publié sur [Facebook](#), le ministre, Ali Yerlikaya, a précisé mardi que les opérations menées dans « *trente provinces* » ont conduit à l'arrestation de « *231 membres présumés d'organisations terroristes* ».

Au profit du PKK

Ces personnes ont été arrê-

tées pour « *financement* » ou « *propagande* » au profit du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre le gouvernement, ou parce que leur « *nom apparaissait au sein des structures politiques et médiatiques de l'organisation terroriste PKK* », selon le ministre.

Par ailleurs, les forces armées turques engagées dans le nord de l'Irak ont affirmé avoir repris le contrôle de la région de Zap et « *éliminé* »

toute présence des combattants du PKK, selon le ministre de la défense, Yasar Güler.

Cependant, le président, Recep Tayyip Erdogan, a montré ces derniers temps une volonté de « *tendre la main aux frères kurdes* », laissant entrevoir la possibilité de libérer le chef historique du PKK, Abdullah Ocalan, condamné à vie et détenu depuis 1999 sur une île au large d'Istanbul.



27 novembre 2024

Accents d'Europe - L'école turque à l'heure du nationalisme

Changement de programme en Turquie... de programme scolaire pour tout dire. Dans les manuels d'histoire, le terme de « *Türkistan* », autrement dit le pays des Turcs, a remplacé celui d'Asie mineure. Un changement qui illustre l'influence croissante de l'extrême droite et du nationalisme dans le pays, mais aussi la rivalité géopolitique avec la Russie. Décryptage avec notre cor-

respondante à Ankara, Anne Andlauer.

Grecs, Arméniens, Kurdes, cibles de l'État turc

Une nation qui tente d'effacer ses minorités, qu'elles soient [grecques](#), [arméniennes](#) ou [kurdes](#)... C'est tout l'objet du travail de la sociologue Pinar Selek. Ce qui lui a d'ailleurs valu plusieurs condamnations à la prison. Elle vit aujourd'hui

en exil dans le sud de la [France](#), visée par une énième poursuite judiciaire de l'État turc. Dans son livre « *Parce qu'ils sont Arméniens* », aux éditions Liana Levi, Pinar Selek raconte la répression de cette communauté, le refus de nommer le génocide de 1915, et le négationnisme qui touche tous ceux qu'on appelle les minorités. Elle est interviewée par [Frédérique Lebel](#).

Pinar Selek que nous avons rencontrée dans le cadre du festival Un week-end à l'Est qui se tient jusqu'au 30 novembre 2024 à Paris. À lire « *Le chaudron militaire turc* », aux éditions des femmes.

Roumanie, la tentation de l'extrême droite

C'est la surprise électorale de cette fin d'année. En [Roumanie](#), pour le premier

de la présidentielle la semaine dernière, c'est un candidat de l'ultradroite pro-russe Calin Goergescu qui est arrivé en tête. Tout n'est pas joué pour autant, les électeurs doivent

encore choisir cette semaine leur Parlement... sans parler du second tour de la présidentielle.

La Roumanie, un pays qui a

perdu 5 millions de citoyens partis travailler à l'Ouest. Résultat : le pays doit faire de plus en plus appel à **l'immigration** pour compenser. C'est le reportage à Timisoara à

l'extrême ouest du pays, signé

Benjamin Ribout.

La chronique musique de Vincent Théval

Le Monde

Nicolas Bourcier
27 novembre 2024

Vague d'arrestations dans les milieux de l'opposition prokurde en Turquie

Neuf journalistes figurent parmi les personnes arrêtées, principalement dans les villes du sud-est du pays.

A force de souffler le chaud et le froid, Ankara prend le risque de brouiller encore un peu plus son action, sans éviter les dangers de faire reculer la cause qu'il voudrait faire avancer. Alors que le président Recep Tayyip Erdogan montre depuis deux mois une volonté de « tendre la main aux frères kurdes », laissant entrevoir la possibilité de libérer le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, condamné à vie et détenu depuis 1999 sur une île au large d'Istanbul, une vague d'arrestations vient de s'abattre, mardi 26 et mercredi 27 novembre, sur les milieux de l'opposition dans différentes villes principalement situées dans le sud-est du pays. L'opération, diligentée par le ministère de l'intérieur, fait suite à une demi-douzaine de destitutions, ces derniers jours et semaines, de maires kurdes élus aux municipales de mars.

Dans un message sur son compte Facebook et sur le réseau X, le ministre de l'intérieur Ali Yerlikaya a précisé que « 231 membres présumés d'organisations terroristes » ont été arrêtés en



Des partisans du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM, gauche prokurde) brandissent des portraits du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, lors de la fête de Norouz, à Istanbul, le 17 mars 2024. UMIT BEKTAS / REUTERS

deux jours dans « trente provinces ». Ces personnes ont été appréhendées pour « financement » ou « propagande » au profit du PKK ou parce que leur « nom apparaissait au sein des structures politiques et médiatiques de l'organisation terroriste PKK », a-t-il ajouté.

Parmi les listes des personnes arrêtées, on dénom-

bre, pour l'heure, neuf journalistes dont Roza Metina, la présidente de l'Association des femmes journalistes de l'agence Mezopotamya, le photographe Emrah Kelekçier, l'auteur Abdurrahman Aydın, le réalisateur Ardin Diren, le dessinateur Dogan Güzel, le syndicaliste de la confédération DISK Remzi Çaliskan, l'un des fondateurs à Istanbul de l'Association

des droits de l'homme Nimet Tanrikulu ou encore le poète Hicri Izzören. Dossiers judiciaires classés confidentiels Dans la ville de Şırnak, près de la frontière avec la Syrie et l'Irak, 23 arrestations ont eu lieu et plusieurs maisons perquisitionnées. L'élue régionale du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM, gauche prokurde) Mü-

zeyyen Inan fait partie des personnes appréhendées, ainsi qu'un mineur de 17 ans, Zinar Elinç. A Diyarbakir, la plus grande ville du sud-est à majorité kurde, dix des personnes interpellées, parmi lesquelles se trouvent le comaire de l'arrondissement de Peyas, Cengiz Dündar, et l'élue du conseil municipal de Yenisehir, Siyabend Demir, ont été transférés à Ankara.

A l'instar du précédent coup de filet d'Ankara dans des provinces à majorité kurde, survenu peu avant les dernières élections locales et qui s'était soldé, déjà, par l'arrestation de 126 personnes pour leurs liens présumés avec le PKK, les dossiers judiciaires ont été classés confidentiels, les prévenus et leurs avocats n'y ont pas accès. A l'époque, le détail des charges avait été exposé, fin avril, par une chaîne de télévision progouvernementale. Une pratique devenue emblématique ces dernières années du fonctionnement de la justice en Turquie.

Malgré le sentiment de répétition, les arrestations de ces dernières heures interrogent, de par leur ampleur et le contexte politique dans lequel ils surviennent. Si les précédentes interpellations avaient pour but, selon les commentateurs d'alors, d'intimider l'électorat kurde avant un scrutin qui s'annonçait particulièrement difficile pour le chef de l'Etat et son Parti de la justice et du développement (AKP), et qui le fut, celles-ci révèlent davantage un contexte trouble et de flottement au sommet de l'Etat.

« Une nouvelle ère »

Après plusieurs mois d'hésitation sur la conduite à tenir, suite au revers des municipales, Devlet Bahçeli, le chef de la formation d'extrême droite, le Parti d'action nationaliste (MHP), allié du président, a été le premier à surprendre : le jour de l'ouverture de la session parlementaire à Ankara, le 1^{er} octobre, cette figure de l'ultranationalisme

turc le plus réactionnaire et injurieux, symbole vivant, à 76 ans, du virage autoritaire d'Erdogan, est allé serrer la main de plusieurs responsables du DEM, évoquant une volonté d'instaurer « la paix » et d'entrer dans « une nouvelle ère ». Une démarche saluée et soutenue par le chef de l'Etat.

Quinze jours plus tard, le même Bahçeli a publiquement invité Abdullah Öcalan, le principal ennemi depuis quarante ans de l'Etat turc, à se présenter devant le Parlement et à dire à ses hommes de déposer les armes. La peine de prison à vie d'Öcalan pourrait même être réévaluée, a-t-il laissé entendre, à condition que le PKK se dissolve. De quoi semer le doute dans les rangs du pouvoir, enclin d'habitude à privilégier la voie répressive et sécuritaire sur ce dossier.

Cette séquence a été perçue au départ comme une tentative du président Erdogan de

recupérer des voix kurdes, dont il a besoin pour remporter un référendum sur les changements constitutionnels qui lui permettraient de se présenter une troisième fois à l'expiration de son mandat, en 2028. Mais les arrestations et les destitutions sont venues brouiller encore un peu plus les cartes.

Le 4 novembre, la mise à pied de trois maires du sud-est issus du DEM, accusés du même crime de « terrorisme » et parmi lesquels figure l'édile de Mardin, Ahmet Türk, figure populaire du mouvement kurde, âgé de 82 ans, a provoqué un mouvement de protestation et entretenu encore un peu plus l'incompréhension. Suffisamment pour obliger le leader ultranationaliste à réitérer, à plusieurs reprises son appel au dialogue. « Nous avons tenu la main que vous nous avez tendue, a répondu Tülay Hatimogullari, la coprésidente du parti prokurde. Mais l'autre a été brisée. »

Le Monde

avec AFP
29 novembre 2024

En Syrie, les djihadistes et leurs alliés s'approchent de la ville d'Alep, de violents affrontements en cours

Au total, le bilan des combats depuis le début de l'offensive lancée mercredi par les combattants de Hayat Tahrir Al-Cham s'élève à au moins 255 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les djihadistes et leurs alliés, qui mènent une vaste offensive dans le nord-ouest de la Syrie contre le régime, se sont rapprochés vendredi de la ville d'Alep, qu'ils ont bombardée, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et les

médias d'Etat syriens. Il s'agit des plus violents affrontements depuis 2020 dans le nord-ouest de la Syrie, où la province d'Alep, en grande partie aux mains du régime de Bachar Al-Assad, jouxte le dernier grand bastion rebelle et djihadiste d'Idlib.

Les combattants de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant) et des groupes qui leur sont alliés, dont certains proches de la Turquie, sont parvenus vendredi matin « à près de 2 kilomètres » d'Alep, la deuxième ville de Syrie, a

affirmé Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH, ONG sise au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Toujours selon l'OSDH, les combattants « ont pris le contrôle de plus de 50 villes

et villages des régions d'Alep et d'Idlib » qui étaient tenues par le régime. L'ONG rapporte aussi que les combats ont atteint vendredi la ville stratégique de Saraqeb, tenue par le régime, située au sud d'Alep, à l'intersection de deux autoroutes. Les djihadistes et leurs alliés avaient coupé jeudi la route vitale reliant la capitale, Damas, à Alep.

Plus de 14 000 personnes déplacées, selon l'ONU

Selon l'agence officielle syrienne SANA, ils ont bombardé pour la première fois depuis quatre ans la grande ville, visant la cité universitaire, où quatre civils ont été tués. Au total, le bilan des combats depuis le début de l'offensive lancée mercredi s'élève à au moins 255 morts, dont la plupart sont des combattants, a précisé l'ONG. L'OSDH a fait état de 24 civils tués, dont 19 dans des frappes de l'aviation russe, alliée du régime, sur les zones rebelles.

Dans une conférence de presse, le chef du « *gouvernement* » autoproclamé à Idlib, Mohammad Al-Bachir, a justifié jeudi l'offensive en disant que le régime avait « *commencé à bombarder les zones civiles, ce qui a provoqué l'exode de dizaines de milliers de civils* ».

De son côté, le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a déclaré que « *plus de 14 000 personnes, dont près de la moitié sont des enfants, ont été déplacées* » en raison des violences. Le nord de la Syrie bénéficiait depuis ces dernières années d'un calme précaire, rendu possible par un cessez-le-feu instauré après une offensive du régime en mars 2020.

La trêve a été parrainée par Moscou avec la Turquie, laquelle soutient certains groupes rebelles syriens à sa frontière. Le régime syrien a repris en 2015 le contrôle



Le bastion rebelle de Khan Al-Assal, dans la province d'Alep, dans le nord de la Syrie, le 29 novembre 2024. AAREF WATAD / AFP

d'une grande partie du pays avec l'appui de ses alliés russes et iraniens. La guerre civile en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts et déplacé des millions de personnes.

Le Kremlin a appelé vendredi les autorités syriennes à « *mettre de l'ordre au plus vite dans cette zone et à rétablir l'ordre constitutionnel* », a déclaré à la presse son porte-parole, Dmitri Peskov, dénonçant l'offensive en cours comme une « *attaque contre la souveraineté de la Syrie* ». Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, « *a souligné le soutien continu de l'Iran au gouvernement, à la nation et à l'armée de la Syrie dans leur lutte contre le terrorisme* », lors d'un appel téléphonique avec son homologue syrien, Bassam al-Sabbagh.

Où en est la guerre en Syrie aujourd'hui ? Comprendre en trois minutes

Comme la Tunisie, la Libye ou L'Egypte, en 2011, la Syrie fait partie des pays dont le pouvoir autoritaire est désta-

bilisé par les « *printemps arabes* ». La dictature du clan de Bachar Al-Assad, au pouvoir depuis les années 1970, [réprime dans le sang](#) les manifestations pacifiques menées par une partie de la population syrienne pour demander plus de liberté.

Dans la foulée, de nombreux militaires font défection et créent l'Armée syrienne libre (ASL), devenue la principale composante des rebelles déterminés à prendre les armes pour renverser le régime.

Dans les années qui suivent, l'opposition à Bachar Al-Assad gagne du terrain, conquérant des villes importantes du territoire. Au conflit politique s'ajoute le conflit religieux et ethnique, car les rebelles sont un groupe hétérogène, composé aussi bien de milices d'opposants au régime, de minorités religieuses et ethniques comme les Kurdes, que de groupes islamistes radicaux, comme l'organisation Etat islamique (EI). Celle-ci profitera de l'instabilité pour [conquérir un territoire important](#). La montée du groupe islamiste finira de convaincre

des puissances étrangères d'intervenir dans le conflit.

En 2019, l'EI a été vaincue en Syrie, et le régime de Bachar Al-Assad a repris les deux tiers du territoire. L'opposition, elle, est rassemblée dans la province nord-ouest du pays. Les lignes de front sont figées depuis.

Dans cette vidéo, nous revenons sur les grands moments du conflit syrien jusqu'à la situation actuelle. A ce jour, on estime que la guerre a fait plus de 500 000 morts. Pour mieux comprendre à quoi ressemble la vie en Syrie aujourd'hui, nous vous invitons à lire le reportage ci-dessous.

« Comprendre en trois minutes »

Les vidéos explicatives qui composent la série « Comprendre en trois minutes » sont produites par le service Vidéos verticales du Monde. Diffusées en premier lieu sur les plateformes telles que TikTok, Snapchat, Instagram et Facebook, elles ont pour objectif de remettre en contexte les grands événements dans un format court et de rendre l'actualité accessible à tous.

Iran : pourparlers à Genève avec les Européens, sur le nucléaire, le soutien du pays à la Russie et la guerre au Proche-Orient

La réunion vendredi en Suisse entre l'Iran, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni est entourée de la plus grande discrétion, dans un contexte de fortes tensions internationales et à deux mois du retour de Donald Trump à la tête des Etats-Unis.

A moins de deux mois du retour à la Maison Blanche de Donald Trump, artisan d'une politique dite de « *pression maximale* » envers l'Iran durant son premier mandat, des pourparlers se tiennent, vendredi 29 novembre, à Genève, entre l'Iran, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Doivent être évoqués le dossier nucléaire iranien, mais aussi la question du soutien de l'Iran à la Russie et la situation au Proche-Orient, dans un contexte d'extrêmes tensions. La réunion est entourée de la plus grande discrétion, ni le nom des participants ni l'endroit où les diplomates des quatre pays doivent se retrouver n'ayant été révélés.



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, lors d'une conférence de presse à Téhéran, le 19 novembre 2024. MAJID ASGARIPOUR / REUTERS

Le numéro deux de la diplomatie européenne, Enrique Mora, a dit avoir eu jeudi une « *discussion franche* » à Genève avec Majid Takht-Ravanchi et Kazem Gharibabadi, deux adjoints du ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi. Celle-ci a porté « *sur le soutien de l'Iran à la Russie, qui doit cesser, sur la question nucléaire, qui doit trouver une solution diplomatique, sur les tensions régionales – il est important que toutes les parties évitent l'escalade – et les droits humains* », a-t-il écrit sur X. M. Gharibabadi a pour sa part estimé que l'Europe n'avait

« *pas réussi à être un acteur sérieux* » sur la question du nucléaire, après le retour depuis 2018 de sanctions américaines contre Téhéran auxquelles s'opposaient les Européens. Le vice-ministre des affaires étrangères iranien chargé des questions juridiques a, par ailleurs, appelé vendredi sur X l'Union européenne (UE) à abandonner un comportement jugé « *irresponsable* » par Téhéran sur une série de questions internationales, en particulier la guerre en Ukraine et dans la bande de Gaza.

Eviter une situation « doublement désastreuse » pour Téhéran

Pour Téhéran, le but des pourparlers est d'éviter une situation « *doublement désastreuse* » qui placerait l'Iran de nouveau face à cette politique américaine et, cette fois-ci, en plus, celle des Européens, explique à l'Agence France-Presse le politologue iranien Mostafa Shirmohammadi. Car à l'épineux dossier nucléaire viennent s'ajouter les accusations des Occidentaux selon lesquelles l'Iran

fournit à l'armée russe des drones explosifs pour sa guerre en Ukraine, ce que nie Téhéran.

Dans ce contexte, « *l'Iran n'a pas les Européens de son côté* », rappelle M. Shirmohammadi. L'Iran espère arrondir les angles avec les Européens, tout en faisant preuve de fermeté.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, associés aux Etats-Unis, reprochent à l'Iran son manque de coopération sur le nucléaire. En riposte,

Téhéran a annoncé mettre en service de nouvelles centrifugeuses « avancées » pour enrichir l'uranium mais n'a pas donné de calendrier. Dans un [entretien au quotidien britannique The Guardian](#) publié jeudi, M. Araghtchi a ainsi expliqué que l'Iran pourrait se doter de l'arme nucléaire si les Européens réimposaient des sanctions.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de surveiller le programme nucléaire iranien, a confirmé le projet de Téhéran d'installer quelque 6 000 nouvelles centrifugeuses pour enrichir de l'uranium à un faible niveau, selon un rapport confidentiel obtenu vendredi par l'Agence France-Presse. Les Iraniens défendent un droit au nucléaire à des fins civiles et nient vouloir se doter de l'arme

atomique, ce dont les Occidentaux les soupçonnent fortement.

Pessimisme

Jeudi soir, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, dont le pays est l'ennemi juré de l'Iran, a redit sa détermination d'empêcher Téhéran de se doter de la bombe atomique.

L'ayatollah Ali Khamenei, au pouvoir depuis 1989 en Iran, a interdit dans un décret religieux tout recours à l'arme atomique. « Il y a un débat en ce moment en Iran sur le fait que c'était peut-être une mauvaise politique », a déclaré M. Araghtchi au *Guardian*. Si les Européens réimposent des sanctions à Téhéran, « ils auront alors convaincu tout le monde en Iran que, oui, cette doctrine est erronée », a-t-il

insisté, se disant « pessimiste » quant à l'issue des discussions de Genève.

Les ambitions nucléaires iraniennes font peser une « menace sécuritaire » majeure sur le monde, a affirmé vendredi le chef du renseignement extérieur britannique, Richard Moore, lors d'un discours à Paris : « Les milices alliées de l'Iran au Moyen-Orient [Hamas et Hezbollah] ont souffert de sérieux revers. Mais les ambitions nucléaires du régime continuent de nous menacer tous », a averti le patron du MI6, qui s'exprimait à l'ambassade britannique à Paris aux côtés de son homologue français, le patron de la DGSE, Nicolas Lerner.

En 2015, l'Iran avait conclu à Vienne un accord avec la France, l'Allemagne, le

Royaume-Uni, la Chine, la Russie et les Etats-Unis, pour encadrer son programme nucléaire. Le texte prévoyait en contrepartie un allègement des sanctions internationales contre Téhéran. Mais en 2018, Donald Trump a retiré unilatéralement son pays de l'accord – auquel se conformait Téhéran, selon l'AIEA – et rétabli de lourdes sanctions à l'encontre de l'Iran. En représailles, Téhéran a considérablement augmenté ses réserves d'uranium enrichi et porté le degré d'enrichissement à 60 %, proche des 90 % nécessaires à la fabrication d'une arme atomique. L'accord sur le nucléaire de 2015, que des négociations ont échoué à ranimer et qui arrivera à échéance en octobre 2025, bloquait le taux d'enrichissement à 3,67 %.

L'Humanité

Jean-Jacques Régibier
29 novembre 2024

« C'est le seul projet au Moyen Orient qui a ouvert une voie démocratique » : quand le Rojava en appelle au soutien renforcé de l'Europe

Dirigé par un gouvernement auquel participent Kurdes, Arabes, Assyriens et d'autres minorités, le Rojava est un territoire sous administration autonome (Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie - AANES) qui s'étend le long de la frontière nord de la Syrie avec la Turquie. Deux millions de Kurdes y vivent. Entretien avec Kerîm Kamar, son représentant en France.

Né à Dêrik, à l'extrême est de la Syrie (aujourd'hui dans le Rojava), Kerîm Kamar est

universitaire. Il a fait des études de français à la Faculté des Lettres de Damas avant de rejoindre la France en 1996, pour poursuivre ses études à l'Université de Franche-Comté. Il est aujourd'hui le représentant en France du Rojava.

Dans un contexte marqué à nouveau par la guerre au Moyen-Orient, quelle est la situation au Rojava ?

Actuellement, [la Turquie](#) profite de chaque moment d'instabilité pour continuer à at-

taquer les infrastructures du Rojava, notamment tout ce qui est vital pour l'existence quotidienne de la population. C'est pour la Turquie une occasion de dissuader les gens et de les pousser à quitter la région, mais aussi de montrer que l'administration autonome, que nous avons mise en place, n'est pas capable de gérer cette région, contrairement à ce que nous affirmons.

Ankara n'a pas encore franchi la frontière du Rojava comme elle l'a fait en 2018-2019,

mais elle continue à le faire par l'intermédiaire des milices islamistes qu'elle soutient, qui sont connues sous le nom d'« Armée syrienne libre », et elle espère toujours qu'elle aura le feu vert de [l'administration Trump](#) pour mener une vraie incursion terrestre. Sur le terrain aujourd'hui, il existe des craintes quant à de nouvelles incursions turques, et aussi des incertitudes sur ce que pourrait mettre en place la nouvelle administration étasunienne.

Précisément, quelles pour-

raient être les conséquences de la réélection de Trump pour le Rojava ?

Elle pourrait changer pas mal de paramètres dans la région si jamais le nouveau président met en application les mesures identiques à celles de son premier mandat. Trump comme [Erdogan](#), sont des opportunistes et ils sont imprévisibles, ils peuvent changer de pied du jour au lendemain comme ils nous l'ont déjà tristement montré, mais nous pensons que la nouvelle administration Trump aura une autre approche.

Si les Américains veulent effectivement axer leur priorité d'abord sur leur propre pays, un apaisement sur [la question kurde](#) sera dans leur intérêt. Dans l'incertitude qui domine aujourd'hui, et si l'on se place dans le contexte régional, il nous semble que la situation au Moyen-Orient ne peut plus être ce qu'elle était avant [le 7 octobre](#). Il y a eu un revirement qui va avoir beaucoup d'impact dans toute la région. Le Rojava en fait partie, nous sommes concernés.

En quoi êtes-vous concernés ?

Nous travaillons avec ceux qui soutiennent [le projet du Rojava](#), ici en Europe, mais nous le ferons aussi avec la nouvelle administration américaine, pour apaiser les tensions dans la région. Nous pensons que c'est aussi dans

l'intérêt de la Turquie de le faire. Il faut juste qu'elle se débarrasse de sa phobie des Kurdes.

Pour l'instant la Turquie n'a pas l'air décidé à apaiser les tensions avec les Kurdes puisqu'elle vient de démettre de leurs fonctions des maires kurdes d'Anatolie pour les remplacer par des fonctionnaires nommés par le régime d'Erdogan. Comment l'interprétez-vous ?

La Turquie dit vouloir ouvrir une porte pour dialoguer avec le mouvement kurde, mais nous voyons en effet que des maires ont été démis de leurs fonctions alors qu'ils ont été élus démocratiquement. Ce ne sont pas des méthodes démocratiques pour un pays qui dit œuvrer pour intégrer l'Union européenne. Mais il faut savoir que la Turquie ne trouvera pas la stabilité et le progrès économique tant que la question kurde n'aura pas été résolue.

Des rumeurs d'une reprise des négociations entre le gouvernement turc et des représentants politiques kurdes ont circulé il y a un mois, Abdullah Ocalan, toujours incarcéré sur l'île d'Imrali, a même déclaré qu'il pouvait jouer un rôle dans ces négociations. Où en est-on aujourd'hui ?

Ce que nous constatons, et nous le regrettons, c'est justement que la confiance a été rompue. C'est le gouvernement turc qui est revenu sur

ses engagements. Il y a déjà eu des pourparlers en 2013-2015, et à ce moment-là, la Turquie en avait profité pour gagner du temps pour des raisons électorales, ce qui nous amène à penser que les dernières propositions pourraient également être une manœuvre de la Turquie pour changer la Constitution par voie électorale où le poids des Kurdes joue énormément.

Mais je pense qu'Ankara sent aussi ce vent de changement qui se lève dans la région et qu'elle pense qu'il faut anticiper avant que cela ne soit pas trop tard. C'est aussi dans l'intérêt de la Turquie, du Rojava, de la Syrie et de la région dans son ensemble.

Vous êtes aujourd'hui en visite au Parlement européen, qu'attendez-vous de l'Europe ?

C'est vraiment l'intérêt de l'Europe de nous soutenir. Le Rojava reste le seul projet aujourd'hui au Moyen Orient qui a ouvert une voie démocratique, pluraliste, respectueuse de toutes et tous. L'Europe a également intérêt à ce que [le Moyen Orient trouve la stabilité](#) pour empêcher les vagues d'immigration vers les pays européens. À chaque attaque turque, il y a des centaines de gens qui quittent la région du Rojava, des jeunes surtout.

[Les Kurdes ont montré à la planète qu'ils peuvent être un](#)

[allié fiable contre le terrorisme](#) et l'obscurantisme islamiste. Ils l'ont montré par leurs sacrifices, ils ont donné un exemple à la planète entière. La région a toujours été plus ou moins un borbier parce qu'on a laissé prospérer des foyers de tension, de ce fait elle ne connaît toujours pas ni la paix ni la stabilité.

[L'Iran, qui est un pays multiethnique et multiconfessionnel](#), demeure un État répressif qui ne reconnaît pas les autres peuples. La Turquie c'est la même chose, la Syrie pareil, même cela change depuis 2011. La seule exception reste l'Irak où les composantes ethniques et confessionnelles sont reconnues. Le Rojava qui est un gouvernement moderne, égalitaire, pluraliste, démocratique, dans lequel les femmes occupent une place prépondérante fait peur à tous ces pouvoirs régionaux. Car ils se sont tous bâtis sur la négation d'autres ethnies.

Notre intérêt à tous est de faire accepter notre projet au Rojava. Il reste beaucoup de chemin à parcourir, mais c'est la seule voie pour la paix et la stabilité dans la région, et c'est aussi le rôle de nos amis en Europe de nous soutenir pour que nous soyons moins inaudibles. C'est pourquoi nous les invitons à se mobiliser, et à faire entendre cette voie démocratique qu'a ouvert le Rojava. C'est aussi leur tâche.

En Syrie, fulgurante offensive rebelle sur Alep, dans un Proche-Orient en pleine recomposition

Une coalition de groupes hostiles au régime de Bachar Al-Assad, dominée par les islamistes radicaux de Hayat Tahrir Al-Cham, s'est emparée de la majeure partie de la grande ville du nord. Une percée facilitée par l'affaiblissement du camp pro-iranien, à la faveur de la guerre au Liban.

La guerre civile syrienne, qui n'avait jamais véritablement pris fin, s'est brutalement ranimée. Vendredi 29 novembre, en fin de matinée, une coalition de forces opposées au régime de Bachar Al-Assad est entrée dans Alep, la capitale du nord du pays, dont elles avaient été chassées à la fin 2016 par les troupes gouvernementales, appuyées par l'aviation russe et des milices pro-iraniennes, notamment le Hezbollah libanais. Quelques heures plus tard, dans la nuit, des photos d'insurgés paradant devant la citadelle, située en plein cœur de la cité, sont apparues sur les réseaux sociaux. Samedi matin, la plus grande partie d'Alep était passée sous le contrôle des rebelles, qui se sont emparés de nombreux bâtiments gouvernementaux, comme le gouvernorat, le siège de la police et des prisons.

Ce brutal retournement de situation est le résultat d'une offensive lancée seulement trois jours plus tôt, par une alliance de groupes rebelles, dominée par les islamistes radicaux de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), l'ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie, au pouvoir dans la province d'Idlib, soixante kilomètres plus au sud. Une nouvelle bataille d'Alep s'ouvre, dans



Des combattants hostiles au régime tiennent une position en périphérie de la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, le 29 novembre 2024. BAKR ALKASEM/AFP

un Proche-Orient en convulsions, sous l'effet des guerres à Gaza et au Liban.

Au sol, l'armée syrienne, prise par surprise, a été incapable de s'opposer à l'attaque. Les milices anti-Assad se sont d'abord emparées de bases militaires, de l'autoroute qui relie Alep à Damas, ainsi que de dizaines de villages, inhabités en raison de leur proximité avec les lignes de front, séparant Idlib de la région d'Alep. Un front resté actif malgré un accord de cessez-le-feu, en 2020, parrainé par la Tur-

quie et la Russie, puissances rivales en Syrie.

Lire aussi | [En cartes : le jeu des influences étrangères en Syrie](#)

La progression de la coalition rebelle, qui comprend des groupes financés par Ankara, s'est poursuivie vendredi dans les campagnes autour d'Alep et d'Idlib, en même temps que les combattants pénétraient dans l'ancien poumon économique de la Syrie. Dans l'après-midi, la Russie, protectrice de Bachar Al-Assad, a lancé des frappes aériennes sur Idlib. L'armée

syrienne a annoncé l'envoi de renforts. Dans la nuit de vendredi à samedi, les autorités ont fermé l'aéroport d'Alep.

En préparation depuis des mois

L'avancée éclair des rebelles a commencé le jour même de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Liban, entre l'armée israélienne et le Hezbollah. Cet accord, survenu après deux mois de guerre, consacre l'affaiblissement du Hezbollah, qui a perdu une grande partie de son arsenal et de son commandement, dont son chef, Has-

san Nasrallah, éliminé fin septembre.

Selon plusieurs sources, familières de la situation en Syrie, cette offensive était en préparation depuis plusieurs mois. Son déclenchement avait été gelé pendant la guerre au Liban. Mais peu imaginaient qu'elle prendrait une telle ampleur. L'armée syrienne et son protecteur russe avaient du reste intensifié leurs frappes sur Idlib ces dernières semaines.

Lire aussi | [Syrie : Idlib, la mécanique de la terre brûlée](#)

« *La progression fulgurante des rebelles montre la vulnérabilité des forces gouvernementales et la faiblesse de leur défense dans des lieux stratégiques près d'Alep* », souligne Nanar Hawach, spécialiste du dossier syrien au sein du cercle de réflexion International Crisis Group. La coalition insurgée a profité de l'affaiblissement du camp pro-iranien, qui assurait le gros de la défense au sol : « *Non seulement le Hezbollah a dû retirer ses combattants [pour les redéployer sur le front libanais, face à l'armée israélienne], mais l'Iran a été affaibli par une série de bombardements israéliens sur ses positions en Syrie* », poursuit l'expert.

Selon M. Hawach, Abou Mohammed Al-Joulani, le chef de Hayat Tahrir Al-Cham, la faction dominante à Idlib, a décidé de passer à l'offensive pour redorer l'image de son groupe : « *La popularité de HTC était en chute. Il y a eu des manifestations à répétition à Idlib contre lui. Cette bataille lui redonne une légitimité*. » Le retour de la guerre à Alep a provoqué la panique dans la population. La ville a connu un long et sanglant conflit, de 2012 à 2016, période durant

laquelle elle était coupée en deux, avec les rebelles à l'est et les forces loyalistes à l'ouest. Appauvrie, elle ne s'est jamais relevée.

« Les gens sont terrifiés »

Originaire d'Alep, Safir S., installé au Liban, a passé la journée de vendredi pendu au téléphone. Il témoigne de la peur de ses proches et d'une partie des habitants, spécialement de la minorité chrétienne. « *Les gens sont terrifiés. Alep a déjà vécu dans l'isolement au plus fort du conflit. Les habitants entendent les sons de la guerre. Ce qui se passe les renvoie à des souvenirs noirs*. » Lui-même vient de passer les deux mois derniers entre le Liban et la Syrie, « *à ne pas savoir, avec ma famille, où nous pouvions être en sécurité. La guerre au Liban est à peine finie, et voilà que je tremble pour mes amis et mes parents à Alep* ». Un horizon de guerre perpétuelle qui épuise les populations civiles du Proche-Orient.

Farid (un pseudonyme pour des raisons de sécurité), un autre Alépin, jeune père de famille, joint sur place, a un tout autre avis. « *J'espère que l'offensive irajusqu'au bout. Enfin*. » Il affirme que ses cousins, qui vivent dans le quartier du Nouvel Alep, dans l'ouest de la ville, par lequel sont entrés les insurgés, n'ont assisté à aucune scène de violence. « *L'armée n'a pas résisté* », écrivait-il dans l'après-midi. Les rebelles avaient plus tôt visé la cité universitaire d'Alep, où quatre civils ont été tués, selon l'agence officielle SANA.

Sur les réseaux sociaux, des Syriens de différentes sensibilités s'interrogent sur les motifs de cette offensive. Nombre d'entre eux y voient un nouvel épisode de la

guerre par procuration à laquelle se livrent les puissances étrangères en Syrie depuis plus d'une décennie, avec des acteurs aussi variés que les Etats-Unis, la Russie, Israël, l'Iran, la Turquie.

« Probable feu vert turc »

Ankara, qui avait coupé court, quelques mois plus tôt, à une autre offensive de Hayat Tahrir Al-Cham, vers le nord-ouest, ne s'est pas opposée à ce nouvel assaut. Commentant, dans un point de presse, l'avancée des insurgés, un porte-parole du ministère des affaires étrangères turc a estimé que les « *récentes attaques sur Idlib* » ont mené à une « *escalade regrettable des tensions dans la région* ». Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a décrit l'attaque comme un « *complot orchestré par les Etats-Unis et le régime sioniste [Israël]* ». Un porte-parole du gouvernement russe, dont la lenteur à réagir suscite des interrogations, a dénoncé une « *violation de la souveraineté syrienne*. »

« *La guerre en Syrie a été gelée, au lieu qu'une solution soit cherchée. Dans ces conditions, il est facile que des conflits réémergent* », note Nanar Hawach. La contre-offensive attendue des forces loyalistes devrait donner une idée plus claire des intentions de chacun. Des combats en pleine zone urbaine seraient une catastrophe de plus pour les habitants d'Alep.

Lire aussi l'analyse (2020) : [En Syrie, tenir et réprimer, les seules options d'un régime exsangue](#)

La chute, en décembre 2016, des quartiers insurgés de l'est, qui avaient été assiégés par les forces

du régime, avait marqué un tournant à bien des égards. Elle avait consacré l'influence de la Russie en Syrie, et celle de l'Iran et du Hezbollah, Moscou et Téhéran entretenant en même temps une rivalité. Le Hezbollah y avait acquis une dimension régionale, qu'il vient de perdre avec les coups que lui a infligés l'armée israélienne au Liban.

Un autre revirement pourrait se jouer dans la nouvelle bataille, estime Sinan Hatahet, spécialiste de la Syrie : « *La Turquie a probablement donné un feu vert, ou du moins un feu orange. Cela fait deux ans qu'elle tente de pousser Bachar Al-Assad à s'asseoir à la table des négociations. Après le 7 octobre 2023 [les massacres du Hamas en Israël et la guerre à Gaza qui s'est ensuivie], le pouvoir turc a proposé de se positionner en soutien régional de la Syrie, en alternative à l'Iran. Le régime n'en a pas voulu*. »

De lourds contentieux plombent la relation entre Ankara et Damas, comme la présence de troupes turques en Syrie et la question du retour des réfugiés. « *Les pertes subies par le régime dans l'offensive en cours pourraient l'obliger à une inflexion*, poursuit M. Hatahet. *La Russie a poussé très fort Bachar Al-Assad à faire la paix avec la Turquie, sans y réussir. Cela a créé une frustration. Les bombardements russes de vendredi semblent toutefois envoyer un message au côté turc sur le thème "ça suffit, donnez-nous une chance pour convaincre Bachar Al-Assad"*. » Il s'agirait ainsi de trouver une forme de compromis avant la prise de fonctions de Donald Trump à Washington, entre acquis russes et turcs sur le terrain syrien.

Le Monde

ANALYSE

Jean-Philippe Rémy Jérusalem, correspondant
Hélène Sallon Beyrouth, correspondante
30/12/2024

La Syrie au cœur de la stratégie d'Israël pour empêcher la reconstitution de l'arsenal du Hezbollah

L'État hébreu ne cesse, depuis deux mois, de bombarder le pays voisin, afin d'empêcher le parti chiite d'acheminer armes et renforts vers ses bastions libanais.

La Syrie a été, durant les deux mois qu'a duré la guerre au Liban, une extension du front ouvert par Israël contre le Hezbollah. L'armée israélienne y a intensifié ses frappes contre les cadres du Parti de Dieu, ses entrepôts de munitions et les routes de contrebande, afin de l'empêcher d'envoyer armes et renforts au Liban. Dans l'accord de cessez-le-feu, décrété le 27 novembre entre Israël et le Liban, la Syrie conserve un rôle pivot.

Alors que l'armée israélienne estime avoir détruit environ les trois quarts du stock de roquettes de moyenne et courte portée du Hezbollah, ainsi qu'une partie importante de ses missiles, l'enjeu est désormais d'empêcher la formation chiite de reconstituer son arsenal, avec l'aide de l'Iran. Selon les termes de l'accord, le Liban s'est engagé à renforcer le contrôle aux frontières pour empêcher l'entrée d'armes illégales. Dans le cas où l'armée libanaise échouerait à remplir ses obligations, Israël a obtenu des Américains le droit d'agir, dans une lettre de garanties signée en marge de l'accord.

Voir aussi | [Où en est la guerre en Syrie aujourd'hui ? Comprendre en trois minutes](#)

L'enracinement du Hezbollah en Syrie est une source de préoccupation pour les Israéliens depuis l'éclatement, en mars 2011, d'un mouvement de contestation qui s'est transformé en insurrection armée. Le pouvoir du président Bachar Al-Assad n'a tenu bon – au prix de la destruction d'une grande partie de son propre pays – qu'en raison de l'aide de ses trois alliés : l'Iran, le Hezbollah et la Russie.

« Frappes chirurgicales offensives »

Israël, inquiet de voir le mouvement armé libanais développer avec l'appui logistique de l'Iran une plate-forme pour faire passer du matériel militaire et des hommes vers ses bastions libanais, frappe, depuis, librement ses ennemis en Syrie. De frappes occasionnelles, les raids israéliens contre le Hezbollah en Syrie sont passés à un niveau supérieur après que le parti chiite a ouvert un « front de soutien » au Hamas palestinien, le 8 octobre 2023, au lendemain de l'attaque meurtrière du 7-October.

L'Observatoire syrien des droits humains (OSDH) a répertorié 150 frappes israéliennes en Syrie depuis janvier 2024. Depuis un an, de nombreux hauts respon-

sables du Hezbollah et des gardiens de la révolution iraniens ont été tués par Israël en territoire syrien. Fin septembre, lors du passage à la guerre ouverte au Liban, les frappes en Syrie se sont encore multipliées. « Il y a eu beaucoup plus de convois qui se sont mis à circuler en Syrie pour acheminer des armes vers le Liban. Cela constituait autant de cibles, pour couper le ravitaillement. Cela ne va pas prendre fin avec le cessez-le-feu, même s'il y aura sans doute une baisse d'intensité », précise une source diplomatique.

« Israël est passé d'une stratégie de frappes chirurgicales défensives à des frappes chirurgicales offensives. Elles sont désormais menées avant même que les armes et les munitions soient acheminées vers le Liban et ne deviennent un danger pour Israël », souligne Navvar Saban, spécialiste de la Syrie au Centre Harmoon, à Istanbul. L'action israélienne se double parfois d'opérations au sol. En septembre, une opération hélicoptère a détruit le site de Hair Abbas, dans le nord de la Syrie, une usine de production de missiles de précision contrôlée par les gardiens de la révolution iraniens, après avoir bombardé le Centre de recherche scientifique de Masyaf, également

consacré au développement d'armes, où sont impliqués des experts iraniens, selon l'OSDH.

Lire aussi | [« La guerre nous a expédiés au Liban, elle nous réexpédie en Syrie » : au poste-frontière détruit de Masnaa, l'exode se poursuit](#)

Pour arriver à ce résultat, Israël bénéficie d'une « fuite massive de renseignement » liée au contexte syrien, une « jungle » dans laquelle le groupe libanais doit composer avec des partenaires qui monnaient leur aide. « Le Hezbollah opère aux côtés d'une armée qui est divisée dans son allégeance entre la Russie et l'Iran. Il n'a pas d'affidés, mais des sous-traitants recrutés dans des villages et des communautés différentes. Ils n'ont pas d'idéologie et peuvent changer de bord pour des questions d'argent et de survie, explique M. Saban. J'ai recensé au moins une dizaine de groupes qui ont évolué entre Russes et Iraniens. A chaque fois, ils apportent du renseignement. »

Tandis qu'Israël opère à sa guise en Syrie, son dirigeant, Bachar Al-Assad, s'enferme dans le silence. Depuis le début de la guerre à Gaza, le dictateur s'est gardé de rejoindre l'« unité des fronts »



Un pont endommagé par une frappe israélienne près du village syrien de Tall Al-Nabi Mando, le 28 octobre 2024. LOUAI BESHARA/AFP

prônée par l'« axe de la résistance » sous l'égide de l'Iran, son parrain contre Israël. Son armée ne fait pas le poids face à son voisin et Israël a mis en garde à plusieurs reprises Bachar Al-Assad contre tout soutien franc et massif aux alliés de l'Iran, formulant des « menaces » claires, allant jusqu'au danger qu'il courrait personnellement, dans le cas où il franchirait certaines lignes, selon une source israélienne ayant elle-même « porté le message » à Damas. Les frappes menées au cœur des zones contrôlées par le gouvernement, à Damas ou à Lattaquié, ou celle qui a ciblé la villa de son frère Maher Al-Assad, en septembre, sont autant d'avertissements en ce sens.

Lire aussi | [En Syrie, fulgurante offensive rebelle sur Alep, dans un Proche-Orient en pleine recomposition](#)

Le président syrien s'est donc installé dans une forme d'entre-deux. Il s'est opposé à ce que les gardiens de la révolution iraniens et leurs alliés fassent de la Syrie une base pour attaquer Israël, mais a fermé les yeux sur leur présence et les transferts d'armes vers le Liban. « *La Syrie est au cœur de la stratégie de l'Iran contre Israël, et cela ne va pas changer de sitôt* », précise Jérôme Cohen, spécialiste de la région à l'Institut d'études de sécurité nationale, près de Tel-Aviv.

La Russie en retrait

« *Al-Assad est prudent. Il ne veut pas s'impliquer dans cette bataille. Il sait que son régime est vulnérable et que la meilleure option est d'absorber les coups* », analyse Aron Lund, spécialiste de la Syrie au sein du cercle de réflexion Century International. Inversement, Israël ne

cherche pas à faire tomber le régime, ayant acquis la possibilité de frapper à sa guise, sans restriction, les installations et les moyens du Hezbollah et de ses alliés.

L'État hébreu ne se fait aucune illusion sur une coopération du dictateur syrien pour couper les routes d'approvisionnement du Hezbollah. Il s'est tourné vers le parrain russe, seul à pouvoir contrebalancer, dans certaines limites, la présence de l'Iran et du Hezbollah en Syrie. Davantage en retrait sur le théâtre syrien depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022, et attentiste dans la guerre à Gaza, Moscou s'inquiète du risque d'escalade régionale découlant de la guerre au Liban. Il a renforcé sa présence dans le Sud syrien à l'automne, se plaçant en force d'interposition entre les milices pro-Iran et Israël.

En octobre, le ministre des affaires stratégiques, Ron Dermer, proche conseiller du premier ministre israélien, a fait le voyage à Moscou pour solliciter le soutien du Kremlin dans le contrôle des transferts d'armes vers le Liban. En réponse, Alexandre Lavrentiev, l'envoyé présidentiel russe en Syrie, a déclaré que cette demande impliquerait la mise en place de points de contrôle le long de la frontière avec le Liban, une opération « *extrêmement difficile* ». Un tel rôle risquerait de placer Moscou en délicatesse avec le Hezbollah et l'Iran, avec qui il maintient une alliance. « *La frontière fait plus de 500 kilomètres, personne ne peut la contrôler facilement, ce qui veut dire que la contrebande d'armes va continuer* », souligne Navvar Saban.

Lire aussi | [En cartes : le jeu des influences étrangères en Syrie](#)

Les dépêches de l'afp de novembre 2024

6 novembre 2024

Le Kurdistan d'Irak espère une reprise de ses exportations de pétrole "dès que possible"

Erbil (Irak), 6 nov 2024 (AFP)

— Les autorités du Kurdistan autonome d'Irak ont espéré mercredi une reprise "dès que possible" de leurs exportations de pétrole, interrompues depuis mars 2023, au lendemain d'une décision de Bagdad de revoir à la hausse le coût d'achat de ce brut.

Mardi, le gouvernement fédéral à Bagdad a proposé de nommer conjointement avec le Kurdistan un organisme consultatif international et indépendant chargé de déterminer "les coûts de production et de transport" --payés aux firmes pétrolières dans la région autonome, selon un communiqué.

En attendant de fixer ces coûts sous deux mois, le gouvernement les évalue à hauteur de 16 dollars par baril. En contrepartie, le Kurdistan doit "immédiatement livrer son pétrole" à Bagdad pour sa commercialisation.

Mercredi, le Kurdistan autonome a réagi dans un communiqué, disant espérer que l'amendement sera "une opportunité pour résoudre le problème et reprendre les exportations de pétrole vers les marchés internationaux dès que possible".

L'initiative doit obtenir l'accord des entreprises pétrolières concernées, mais aussi le feu vert du Parlement irakien.

Le dossier constitue depuis plusieurs mois une des pierres d'achoppement entre les autorités et les firmes pétrolières au Kurdistan.

Les 16 dollars représentent déjà une hausse comparée au tarif pratiqué dans le sud irakien (environ 6 dollars), a indiqué à l'AFP un responsable du ministère du Pétrole à Bagdad, s'exprimant sous anonymat.

Les exportations pétrolières

menées auparavant par le Kurdistan d'Irak sans l'aval de Bagdad, représentaient 450.000 barils de pétrole par jour et transitaient par le port turc de Ceyhan.

Elles sont interrompues depuis mars 2023 et un arbitrage international en faveur de Bagdad a contraint le Kurdistan d'accepter que les ventes de son pétrole passent par l'Entreprise pétrolière d'Etat (Somo).

L'arrêt des exportations a représenté une perte de 20 milliards de dollars, selon une estimation publiée en septembre par APIKUR, association d'entreprises pétrolières internationales présentes au Kurdistan.

Outre les différends entre Bagdad, le Kurdistan et les entreprises pétrolières, des désaccords financiers ont également opposé l'Irak et la Turquie.

Jugeant la hausse tarifaire proposée par Bagdad comme un "pas positif" qui illustre "une volonté de résoudre l'impasse et d'aller de l'avant", Yesar Al-Maleki, économiste au Middle East Economic Survey, assure toutefois à l'AFP que d'autres "questions épineuses" demeurent.

L'un des sujets de contentieux concerne la renégociation des termes des contrats des firmes pétrolières: les anciens contrats avec le Kurdistan "leur accordent une partie des volumes produits, en plus du recouvrement des coûts."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 novembre 2024

Gaza, Ukraine, Kurdes: Erdogan mise sur les efforts de paix de Trump

Istanbul, 8 nov 2024 (AFP)

— Le président turc Recep Tayyip Erdogan mise sur les efforts diplomatiques du président-élu des Etats-Unis Donald Trump pour une issue négociée en Ukraine et au Moyen-Orient, a-t-il indiqué vendredi, tout en lui suggérant de couper les approvisionnements en armes à Israël.

"Si l'administration Trump aborde le problème dans une perspective de solution, nous pouvons facilement mettre fin à cette guerre" en Ukraine, a-t-il déclaré dans l'avion qui le ramenait de Budapest, selon des propos rapportés par l'agence étatique Anadolu.

"Davantage d'armes, de

bombes, de chaos et de conflits ne mettront pas fin à cette guerre. Plus de dialogue, de diplomatie et d'accords ouvriront la voie de la paix", a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat turc veut par ailleurs discuter avec M. Trump de la présence de troupes américaines dans le

nord-est de la Syrie, en appui aux forces kurdes mobilisées contre le groupe jihadiste Etat islamique.

"Nous allons évaluer la question du retrait des troupes américaines de Syrie. Comment elles vont cesser leur soutien aux terroristes" des Unités de protection du

peuple kurde (YPG), un groupe de combattants kurdes que le gouvernement turc accuse de lien avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-il ajouté.

"Je pense que nous y parviendrons par nos contacts personnels", a poursuivi M. Erdogan qui assure n'avoir eu "aucune difficulté de communication avec M. Trump" lors de son précédent mandat à la Maison Blanche.

"On était en contact 24 heures sur 24 pour essayer de trouver des solutions par la voie de la diplomatie", a-t-il assuré.

Le PKK, qui a récemment revendiqué un attentat (cinq morts et 22 blessés) près Ankara, et mène une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984, est considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Au Moyen-Orient, le président turc compte sur M. Trump pour "arrêter Israël": "Poursuivre les politiques de l'ère Biden aggravera l'impasse et étendra le conflit dans la région", a-t-il insisté, estimant que "couper les (approvisionnements) en armes à Israël constituerait un bon début" pour mettre fin aux conflits à Gaza et au Liban.

M. Erdogan a rendu hommage à "la pugnacité" de Do-

nald Trump pendant sa campagne: "Il a vraiment donné l'exemple face à de nombreuses difficultés dont des tentatives d'assassinat (...), il a poursuivi sa campagne avec ténacité, force, sans relâche. Ce n'est pas à la portée de tout politicien", a-t-il salué.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 novembre 2024

Le Premier ministre irakien espère de Trump "la fin des guerres" au Moyen-Orient

Bagdad, 9 nov 2024 (AFP) — Le Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, s'est entretenu avec le président américain élu Donald Trump, disant espérer qu'il tienne ses "promesses" électorales et son "engagement" à "mettre fin aux guerres" au Moyen-Orient.

Porté au pouvoir par des partis pro-iraniens, le gouvernement de Bagdad poursuit un délicat exercice d'équilibre pour éloigner l'Irak d'une situation régionale explosive, avec la guerre menée par Israël depuis plus d'un an à Gaza contre le Hamas palestinien, et désormais au Liban contre le Hezbollah.

Lors de leur entretien téléphonique, M. Soudani a souligné "son attention portée

aux déclarations et promesses de M. Trump pendant sa campagne électorale, dont son engagement à mettre fin aux guerres dans la région, et les deux parties ont convenu de se coordonner pour y parvenir", selon un communiqué des services du Premier ministre irakien, publié tard vendredi soir.

L'Irak accueille sur son territoire environ 2.500 soldats américains déployés dans le cadre d'une coalition internationale emmenée par Washington pour lutter contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Ces militaires ont été la cible en Irak de dizaines de tirs de roquettes et frappes de drones menés par des groupes armés irakiens pro-iraniens, qui revendiquent

également des attaques contre Israël.

Pour désamorcer la situation, Bagdad a négocié avec Washington le départ de la coalition antijihadiste.

Un plan de transition prévoit un retrait graduel du personnel de la coalition d'Irak. La première phase, jusqu'en septembre 2025, prévoit le départ de ces soldats de l'Irak fédéral --puis d'ici septembre 2026 du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak.

Sous la première présidence Trump, sur ordre du président américain, un drone avait tué en 2020 sur la route de l'aéroport international de Bagdad le général iranien Qassem Soleimani, architecte de la stratégie iranienne au Moyen-Orient et chef de la

Force Qods chargée des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran. Abou Mehdi al-Mouhandis, ancien numéro deux du Hachd al-Chaabi, une coalition d'ex-paramilitaires iraniens intégrés aux forces régulières irakiennes, avait également été tué dans cette attaque.

Les rapports entre Bagdad et Washington s'étaient alors considérablement détériorés. Dans le cadre de leur enquête sur l'assassinat de Mouhandis, la justice irakienne avait émis un mandat d'arrêt national contre M. Trump en janvier 2021.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 novembre 2024

L'exil infernal de Maysoon, militante kurde accusée en Italie de trafic de clandestins

Rome, 13 nov 2024 (AFP) — Alors qu'elle fuit la répression du régime iranien depuis cinq ans, Maysoon Majidi, mili-

tante kurde de 28 ans, ne s'attendait pas à être incarcérée en Italie pour trafic de migrants au terme de son

éprouvante traversée de la Méditerranée.

Au lendemain de son arrivée

en Calabre, dans le sud de l'Italie, le 31 décembre 2023, à bord d'une embarcation de 77 passagers en provenance

de Turquie, Maysoon Majidi a été interpellée, soupçonnée d'avoir joué un rôle de passeur sur la base de deux témoignages ensuite démentis.

"J'ai essayé de dire que je suis une réfugiée politique, que je n'ai rien fait de mal", explique Maysoon Majidi dans un entretien à l'AFP.

"Aucun d'entre nous ne souhaite quitter son pays et affronter tous ces dangers pour arriver jusqu'ici. J'ai dû quitter l'Iran non seulement pour rester en vie, mais aussi pour pouvoir continuer mon travail de militante", plaide en farsi la jeune femme dont les propos sont traduits.

Entretiens, elle aura passé près de dix mois en prison, avec la menace d'un procès pour "complicité d'aide à l'immigration irrégulière", chef passible de six à 16 ans de prison.

Remise en liberté le 22 octobre, la militante reste en attente du jugement prévu le 27 novembre qui devrait définitivement l'innocenter, grâce notamment à la déposition du capitaine du bateau de fortune, qui l'a blanchie.

Elle espère rapidement pouvoir rejoindre son frère en Allemagne.

Amnesty International et plusieurs personnalités poli-

tiques ont soutenu Maysoon Majidi, qui a reçu la citoyenneté d'honneur de la commune de Riace en Calabre, la pointe de la Botte italienne.

Son maire, Domenico Lucano, également député européen, y a porté une politique d'accueil des migrants, dont une communauté kurde.

- Un long exil -

Née en 1996 dans la province iranienne du Kurdistan, Maysoon Majidi a étudié le théâtre et la sociologie. Elle a dénoncé la misogynie ambiante dans plusieurs articles écrits sous pseudonyme, puis réalisé un court-métrage avec des kolbars, ces Kurdes qui risquent leur vie en transportant des marchandises dans les montagnes séparant l'Iran de l'Irak, à défaut d'autres perspectives économiques.

L'ONG Hana, qui documente les atteintes aux droits humains dans sa région natale, a confirmé que Maysoon Majidi était l'une de ses membres actives.

"J'étais toujours sous observation même lorsque j'étudiais à l'université", raconte-t-elle. "En 2019, ils m'ont arrêtée puis relâchée, mais j'ai su qu'ils me suivaient et qu'ils m'avaient libé-

rée pour avoir accès à mes contacts".

Commence alors l'exil, avec son frère. Réfugiée à Erbil, dans le Kurdistan autonome d'Irak, elle devient journaliste et participe à l'organisation de manifestations du mouvement "Femme, Vie, Liberté", après la mort de Mahsa Amini, étudiante kurde arrêtée par la police des mœurs iranienne en septembre 2022.

De nouvelles menaces la poussent à fuir en Turquie, d'où elle parvient à réunir l'argent nécessaire pour rejoindre l'Italie.

- 'Qu'est-ce que je fais ici?' -

Son incarcération la plonge dans l'incompréhension: elle observe plusieurs grèves de la faim, notamment pour demander un interprète.

Parisa Nazari, militante féministe iranienne installée en Italie, a soutenu Maysoon Majidi et se souvient de son état de détresse en prison: "Je pouvais sentir ses côtes en la prenant dans mes bras. Elle me demandait constamment: "Qu'est-ce que je fais ici?"

"Thirsty flight", le court-métrage de Maysoon Majidi, a été projeté fin octobre au centre culturel kurde de Rome en présence de militants du col-

lectif "Free Maysoon Majidi", venus de Calabre pour raconter les mois de mobilisation jusqu'à sa remise en liberté.

Aux yeux des ONG et associations, la jeune militante est victime de la politique du gouvernement ultraconservateur de Giorgia Meloni, qui s'est engagé depuis son arrivée au pouvoir en 2022 à endiguer l'arrivée sur le territoire de migrants franchissant la Méditerranée.

"Trop souvent, il y a une impression que ces personnes qui étaient à bord d'embarcations transportant des migrants sont arrêtées pour montrer que la lutte contre la soi-disant immigration clandestine fonctionne", a estimé Riccardo Noury, porte-parole d'Amnesty International Italia auprès de l'AFP.

Plusieurs procès similaires de personnes migrantes soupçonnées d'avoir joué un rôle de passeur sont toujours en cours en Italie, comme celui de Marjan Jamali, une Iranienne arrivée en Italie avec son fils fin 2023, fuyant "la violence de son compagnon et du régime iranien" selon Amnesty International.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 novembre 2024

Des milliers de Kurdes réclament à Cologne la libération d'Öcalan

Francfort (Allemagne), 16 nov 2024 (AFP) — Des milliers de manifestants ont défilé samedi à Cologne, à l'ouest de l'Allemagne, pour réclamer la libération du chef kurde du PKK, Abdullah Öcalan, arrêté il y a 25 ans et emprisonné en Turquie, dans le contexte de signes d'apaisement entre

le gouvernement turque et le PKK.

Ils ont défilé l'après-midi dans le centre-ville de Cologne, portant des pancartes au slogan "Liberté pour Abdullah Öcalan", et à l'effigie du fondateur et chef historique du PKK, condamné à vie et dé-

tenu sur une île au large d'Istanbul depuis 1999.

Cette manifestation fait écho aux déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan fin octobre, qui a affirmé "tendre la main aux frères kurdes".

Le président du parti natio-

naliste turque MHP, principal allié de M. Erdogan, a invité Abdullah Öcalan à s'exprimer devant le Parlement pour annoncer la dissolution du PKK, laissant entrevoir la possibilité de sa libération.

Au cours de la manifestation, la police de Cologne, qui a

compté des "milliers de manifestants", n'a rapporté aucun débordements.

Elle a arrêté le cortège à deux reprises pour relever des "symboles qui pourraient avoir un lien avec le PKK, ce qui est interdit", a expliqué un porte-parole de la police municipale à l'AFP. Les symboles seront analysés dans les prochains jours.

L'organisation PKK est clas-

sée terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux et il est interdit de montrer en public ses symboles en Allemagne.

Malgré l'enfermement et le silence, celui que ses fidèles appellent "Apo" ou "Serok" ("oncle" et "chef", en kurde) continue d'incarner la rébellion kurde en Turquie, où le conflit entre le PKK et l'Etat a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Son aura perdure également en Europe, où des réfugiés kurdes brandissent à longueur d'années des drapeaux et pancartes frappés de son visage rond à l'épaisse moustache noire - bien que les dernières images du leader kurde, vieilles d'une décennie, montrent un homme à la moustache et aux cheveux blanchis par l'âge.

La Turquie est cette année le troisième pays d'origine des

demandeurs d'asile en Allemagne, après la Syrie et l'Afghanistan, selon le ministère de l'Intérieur. La plupart des demandeurs déclarent appartenir à la minorité kurde, d'après le quotidien allemand FAZ.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 novembre 2024

En Irak, retour difficile pour des déplacés dix ans après l'assaut de l'EI

Hassan Chami, 19 nov 2024 (AFP) — Chassé par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), Moaz Fadhil est finalement rentré dans son village, encouragé par le gouvernement irakien qui veut fermer les camps de déplacés. Sa maison détruite, il vit avec ses huit enfants chez un ami.

Dans son village de Hassan Chami, rien n'est prêt pour ceux qui souhaiteraient revenir. Même si dans le nord de l'Irak, Bagdad accélère la cadence pour fermer la vingtaine de camps de tentes au Kurdistan autonome où, selon l'ONU, vivent plus de 115.000 personnes.

Il y a une décennie, M. Fadhil, chômeur de 53 ans, fuyait son village et la guerre entre les forces kurdes et l'EI. Son retour, en août, a été "une joie indescriptible".

"Même si on manque toujours de tout", reconnaît-il: "L'eau arrive par camions-citernes et il n'y a pas d'électricité".

Dans son hameau, des maisons de briques à moitié effondrées s'alignent près de bâtisses en béton en construction. Certains habitants ont installé des panneaux solaires.

Les enfants vont à l'école la plus proche, rattachée à des camps de déplacés, à plus d'un kilomètre du village.

Détonante de blancheur, une petite mosquée neuve se dresse au bord d'une route goudronnée, la seule du village.

"Je suis né ici, et avant moi, mon père et ma mère", raconte M. Fadhil, ancien travailleur agricole. "J'ai de beaux souvenirs avec mes enfants, mes parents".

- Ostracisme -

Dans la maison qu'il occupe, les décombres ont été nettoyés mais les murs de parpaings et les sols en béton rêches sont à nu. Aux fenêtres, des carreaux sont brisés.

La famille survit essentiellement grâce au modeste salaire du fils aîné, journalier sur des chantiers. "Tous les quatre ou cinq jours, il travaille une journée" pour environ 8 dollars, confie M. Fadhil.

L'Irak, ravagé par des décennies de conflits, compte plus d'un million de déplacés. Mais depuis sa "victoire" sur l'EI en 2017, le pays a retrouvé

un semblant de normalité.

Pour fermer les camps et accompagner les retours, les autorités offrent aux familles une prime d'environ 3.000 dollars.

Pour rentrer, les déplacés doivent aussi obtenir le feu vert des services sécuritaires, qui s'assurent qu'ils ne sont pas recherchés pour des crimes jihadistes, et avoir leurs papiers d'identité ou des droits de propriété en règle.

Mais sur les 11.000 déplacés résidant encore dans six camps près de Hassan Chami, 600 sont d'anciens prisonniers, d'après une note onusienne consultée par l'AFP: recrutés par l'EI, ils s'étaient rendus aux forces kurdes, et ont été relâchés après avoir purgé jusqu'à cinq années de prison au Kurdistan.

Pour eux, le retour peut être une gageure: risque d'ostracisme de la part des voisins qui n'ont pas oublié les exactions jihadistes, potentielle arrestation à un barrage des forces fédérales, voire nouveau jugement.

Déjà emprisonné pour "terrorisme", Rachid (un pseudonyme) refuse de parler de sa

vie passée. Le trentenaire espère que le camp, qui a "changé sa psychologie", ne fermera pas.

"J'ai un certificat de libération (de prison), tout est en règle au Kurdistan. Mais je ne peux pas retourner là-bas", dit-il, en référence aux territoires de l'Irak fédéral: "Si j'y retourne c'est 20 ans" de prison.

- Aller-retour -

En cas d'accusations, "personne ne peut empêcher la justice de faire son travail", indique à l'AFP le porte-parole du ministère des Migrations, Ali Abbas.

Il dément toute punition collective. "L'individu est seul responsable de ses actes. On ne peut pas généraliser à toute la famille".

Par ailleurs, le gouvernement oeuvre pour que "les familles qui rentrent aient accès aux services de base", dit-il.

Concernant Hassan Chami, il évoque des "problèmes administratifs et techniques": le territoire étant sous contrôle du Kurdistan, "il faut des autorisations pour y envoyer nos ingénieurs".

Ces derniers mois, Bagdad a plusieurs fois tenté d'imposer au Kurdistan des dates butoirs pour fermer les camps, allant jusqu'à attaquer en justice les dirigeants de la région autonome. Avant d'accepter finalement la coopération, plutôt que la coercition.

Imrul Islam, du Conseil Norvégien pour les réfugiés, reconnaît que les camps sont par définition "temporaires". Mais il met en garde contre leur fermeture précipitée, sans "un accès aux services de base".

"Il faut des écoles, des hôpitaux, des routes, mais aussi des marchés (économiques) offrant des opportunités (d'emploi) garantissant des moyens de subsistance", résume-t-il.

Sans cela, dit-il, certaines familles quittant les camps "y

retournent une nouvelle fois".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 novembre 2024

Pour la première fois en 40 ans, l'Irak compte toute sa population

Bagdad, 20 nov 2024 (AFP)

— L'Irak organise mercredi et jeudi son premier recensement sur tout son territoire en près de 40 ans, un comptage longtemps retardé en raison des conflits à répétition et des dissensions dans un pays multi-confessionnel et multi-ethnique.

L'initiative a pu susciter des frictions entre Bagdad et le Kurdistan autonome depuis 1991, notamment au sujet de territoires du nord historiquement disputés. Pour le pays riche en pétrole, les résultats seront aussi scrutés pour des raisons budgétaires.

Actuellement, le pays compte 44 millions d'habitants, dont plus de 40% ont 15 ans ou moins, selon les estimations officielles. Pour la première fois depuis 1987, le recensement couvrira les 18 provinces irakiennes. La dernière édition en 1997 avait exclu les trois provinces du Kurdistan.

Le Premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani, a souligné "l'importance" de l'évènement, venant soutenir le "développement et la planification dans tous les domaines", pour contribuer au "progrès" d'un pays aux infrastructures en déliquescence.

Pour compter la population, le pays sera à l'arrêt: un couvre-feu de deux jours obligera les familles à rester chez

elles, sauf cas de force majeure, pour ouvrir la porte à 120.000 chercheurs venus collecter leurs données.

Consulté par l'AFP, le questionnaire recense le nombre de personnes par foyer, l'état de santé, le niveau d'éducation, la situation professionnelle, le nombre de voitures et même un inventaire de l'équipement électroménager, pour aider à déterminer le niveau de vie.

- "Politiques publiques efficaces" -

Dans un Irak ravagé par les conflits -- guerre confessionnelle après l'invasion américaine de 2003, montée en puissance du groupe Etat islamique en 2014 --, le recensement avait été longtemps reporté.

Mais ces dernières années, le pays a retrouvé un semblant de stabilité. Même si deux décennies de violences ont bouleversé l'Irak, avec notamment l'exil de centaines de milliers de chrétiens et des dizaines de milliers de familles yazidies chassées du Sinjar par les exactions de l'EI.

Pour organiser le recensement, les autorités sont épaulées par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), qui salue un outil crucial pour "doter l'Irak d'informations démographiques

précises et faciliter l'élaboration des politiques publiques efficaces."

Après des années de "vide", le recensement "mettra en lumière la réalité de l'Irak dans ses moindres détails: nous pourrions diagnostiquer tous les problèmes qui paralysent le développement, dans les domaines de la santé, l'éducation, l'habitat", confirme le porte-parole du ministère du Plan, Abdel-Zahra al-Hindawi.

"La représentation au Parlement va changer", indique à l'AFP Hamzeh Hadad, politologue du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR).

La constitution prévoyant un député pour 100.000 Irakiens, "un recensement officiel signifie que les nombres devront être ajustés", dit-il.

Le recensement comprend la religion, sans distinction entre sunnite et chiite par exemple, mais il n'englobe pas l'ethnicité, contrairement aux éditions précédentes.

"Il manque certains détails cruciaux dans ce recensement, peut-être pour apaiser toutes les parties et permettre enfin sa tenue", souligne M. Hadad.

- Craintes Kurdes -

Car les éditions passées ont

été annulées essentiellement à cause de tensions concernant des territoires disputés entre les communautés kurde, arabe et turcomane, dans les provinces du nord, Kirkouk ou Ninive.

Kirkouk, que revendiquent Kurdes et Arabes, a longtemps cristallisé les tensions.

Au Kurdistan autonome, Fahmi Burhane, responsable du dossier des territoires disputés, évoque des craintes existant depuis longtemps sur un changement démographique.

"Si on regarde les recensements passés, le nombre de Kurdes a progressivement diminué dans les régions kurdes hors du Kurdistan autonome", dit-il, citant certaines zones, à l'instar du Sinjar ou de Kirkouk, où "le nombre de Kurde diminue et celui des Arabes augmente".

Et à Kirkouk, "des quartiers arabes ont été érigés ces dernières années, qui ne correspondent absolument pas à une croissance normale de la population", estime-t-il.

Il reconnaît toutefois que le Kurdistan entretient de bons rapports avec le gouvernement Soudani qui a su "alléger certaines inquiétudes".

Bagdad a accepté, pour ces territoires disputés, d'y enre-

gistrer uniquement les descendants des familles déjà présentes sur les lieux au recensement de 1957, pour éviter que les vagues migratoires ayant suivi ne perturbent l'équilibre démographique. Les nouveaux venus seront recensés dans leur province d'origine.

Toutefois, nuance M. Hadad, "il n'y a pas que la politique d'arabisation sous Saddam Hussein, mais aussi son inversion, avec la kurdification de territoires disputés après 2003".

Il confirme les "peurs" des

politiciens Kurdes au sujet de la "démographie", notamment pour leur région: entre les provinces "le budget fédéral est partagé selon le pourcentage de la population. Des statistiques mises à jour pourraient impacter la part du Kurdistan."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 novembre 2024

Syrie: 15 combattants pro-turcs tués dans des affrontements avec des forces kurdes

Beyrouth (Liban), 24 nov 2024 (AFP) — Au moins 15 combattants syriens soutenus par Ankara ont été tués dimanche après une infiltration dans leur territoire des forces dirigées par les Kurdes dans le nord de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Des combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui contrôlent de vastes étendues du nord-est du pays, ont "infiltré les positions des combattants soute-

nus par la Turquie" dans les environs d'Alep, a relevé l'OSDH, qui dispose d'un réseau de sources en Syrie.

"Les deux camps se sont livrés à de violents affrontements" qui ont tué 15 des combattants soutenus par Ankara, a rapporté l'OSDH.

Selon un correspondant de l'AFP dans le nord de la Syrie, les affrontements ont eu lieu près de la ville d'Al-Bab, où les autorités locales ont annoncé que les écoles seraient fermées lundi en rai-

son des violences.

Les FDS sont une force soutenue par les Etats-Unis qui a dirigé les combats contre le groupe Etat islamique dans ses derniers bastions syriens avant sa défaite en 2019. Elles sont dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), considérées par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit.

Le PKK a revendiqué un attentat à Ankara le 23 octobre,

et le président turc, Recep Tayyip Erdogan a affirmé que ses deux auteurs étaient "infiltrés" depuis la Syrie.

Les troupes turques et des factions rebelles alliées contrôlent des pans entiers du nord de la Syrie à la suite d'offensives transfrontalières successives depuis 2016, ciblant en majorité les FDS.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 novembre 2024

Irak: plus de 45 millions d'habitants selon le recensement général

Bagdad, 25 nov 2024 (AFP) — La population en Irak dépasse les 45 millions d'habitants, pour moitié des femmes et plus d'un tiers âgés de moins de 15 ans, ont annoncé lundi les autorités, citant les résultats du premier recensement mené dans tout le pays en près de quatre décennies.

L'Irak a effectué les 20 et 21 novembre un recensement général de sa population, organisé pour la première fois depuis 1987 dans ses 18 provinces. La dernière édition en 1997 avait exclu les trois pro-

vinces du Kurdistan autonome dans le nord.

L'initiative a été plusieurs fois reportée ces dernières années en raison des conflits à répétition et des dissensions au sein de la classe politique de ce pays multi-confessionnel et multi-ethnique.

La population en Irak a dépassé les 45,4 millions d'habitants "étrangers et réfugiés inclus", a annoncé en conférence de presse le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani.

Et tandis que les femmes représentent 49,8% de la population, "les ménages dirigés par des femmes représentent 11,33%" du total des foyers, a-t-il souligné.

Environ 60,2% de la population est "en âge de travailler", c'est-à-dire entre 15 ans et 64 ans, a précisé le Premier ministre.

Les moins de 15 ans constituent eux 36,1% de la population.

En moyenne, une famille irakienne comprend environ

cinq membres, selon ces résultats préliminaires qui évoquent une croissance démographique annuelle de 2,3%.

De son côté, le Kurdistan autonome a annoncé que sa population s'élevait à plus de 6,3 millions de personnes, étrangers inclus.

Dans un Irak riche en pétrole, les résultats du recensement sont cruciaux pour la représentation parlementaire, les répartitions budgétaires et la mise en place de politiques publiques adéquates cou-

vrant les besoins d'un pays aux infrastructures en déliquescence, abonné aux délestages électriques et aux coupures d'eau courante, et où les routes n'ont jamais été mises à niveau.

Le questionnaire du recense-

ment s'intéressait à la composition des ménages, l'état de santé, le niveau d'éducation, la situation professionnelle, le nombre de voitures et même un inventaire des équipements électroménagers pour aider à déterminer le niveau de vie.

Les dernières estimations publiées cette année par le gouvernement évoquaient environ 44 millions d'habitants fin 2024. En 1987, le dernier recensement englobant tout le pays faisait état de 18 millions d'habitants.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.